

Une rançon de 15 millions
est exigée pour la libération
du P.-D. G. de Phonogram

LIBRE PAGE 16

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ;
Canada, 60 c. ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 22 pes. ;
Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 16 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 l. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,50 fl. ;
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.S. ;
Tchécoslovaquie, 10 n. ; Roumanie, 10 n. ; Yougoslavie, 10 n. ;
Indonésie, 1000 r. ; Thaïlande, 10 baht. ; Philippines, 100 p. ;
Vietnam, 200 d. ; Cambodge, 100 r. ; Laos, 100 k. ;
Burma, 100 kyats. ; Malaisie, 100 ringgits. ; Singapour, 100 dollars. ;
Indonésie, 1000 r. ; Thaïlande, 10 baht. ; Philippines, 100 p. ;
Vietnam, 200 d. ; Cambodge, 100 r. ; Laos, 100 k. ;
Burma, 100 kyats. ; Malaisie, 100 ringgits. ; Singapour, 100 dollars. ;

Tarif des abonnements page 24
5, RUE DES TAILLEURS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4291-23 Paris
N° de Paris 650672
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE CONTENTIEUX AVEC L'AUTRE ALLEMAGNE

M. Sauvagnargues et le ministre
est-allemand des affaires étrangères,
M. Oskar Fischer, qu'il
reçoit ce mardi au fort à faire
pour rendre moins moroses les
relations entre la France et la
République démocratique alle-

mande.
En retard sur l'histoire, il a
fallu plus d'une génération pour
que le gouvernement français
reconnaisse l'autre Allemagne ;
un an de plus pour que Paris et
Berlin-Est échangent des ambas-
sadeurs, et près de deux années
encore pour que les deux ministres
des affaires étrangères se
rencontrent. Alors que la France
a joué un rôle de pionnier dans
le rapprochement entre l'Occident
et les autres démocraties popu-
laires, avec lesquelles elle entretient
des relations « exemplaires »,
M. Fischer est déjà allé, avant de
prendre le chemin de Paris, au
Danemark, en Norvège (deux pays
membres de l'OTAN) et en Suède.
Il a reçu à Berlin-Est le ministre
belge des affaires étrangères,
M. Van Eysland.

Les ventes françaises à la
R.D.A. qui, devenue la
dixième puissance industrielle du
monde, sont stagnantes. Avec
500 millions de francs pour les
dix premiers mois de 1975, elles
ne dépasseront pas pour cet exer-
cice leur niveau de 1972 (703 mil-
lions de francs) et continuent de
porter sur des produits peu éla-
borés (des wagons de chemin de
fer essentiellement). Les échanges
franco-est-allemands représentent
0,3 % du commerce extérieur
français et la dominance partielle
des échanges de la R.D.A. avec
l'Allemagne fédérale. Le français,
choisi par 10 à 12 % des élèves
est-allemands, se place, dans l'en-
seignement de la R.D.A., loin
derrière le russe (obligatoire) et
l'anglais.

Berlin-Est étudie la conclu-
sion de l'accord culturel que
Paris lui propose, tandis que,
interrogé des raisons de droit
ou de définition, Paris se dérobe
devant l'accord consulaire de-
mandé par Berlin-Est. Enfin, un
certain nombre de cas humani-
taires (des conjoints de resser-
tissants français qui n'obtiennent
pas de visas de sortie, notam-
ment) restent sans solution. Il
existe donc un contentieux entre
Paris et Berlin-Est.

Certes, les relations entre la
France et les Allemands sont
beaucoup simplifiées, sinon assai-
nées, depuis trois ans. La France,
comme l'ensemble de l'Occident,
reconnait aujourd'hui les deux
Etats allemands ; les relations
internationales entretient avec le
plus proche ne devraient pas, en
théorie, lui interdire de nouer de
bons rapports avec le plus loin-
tain. Dans la pratique, pourtant,
la France a été et reste trop pré-
sente au-delà du Rhin (elle est
toujours une des puissances oc-
cupantes à Berlin-Ouest) pour ne
pas se trouver impliquée dans
l'interne vendetta inter-alle-
mande. Ainsi, en insistant pour la
conclusion d'un accord consula-
ire, la R.D.A. cherche surtout à
faire avaliser par la France une
définition très élastique de la
« nationalité » est-allemande :
une définition que le gouverne-
ment de Bonn n'a pas voulu voir
figurer dans le traité fondamen-
tal inter-allemand de 1972.

A cet égard, on peut aussi se
demander si Paris ne pousse pas
à l'excès le souci de ménager
Bonn en considérant la visite de
M. Fischer comme une visite
« officielle » ; ce qui a eu pour
effet d'écarter du programme
une entente avec M. Giscard
d'Estaing ? Est-ce là une preuve
de réalisme ?

Sans doute l'Allemagne de
l'Est, enfermée dans son mur,
reste-t-elle l'un des Etats de l'Est
les plus rébarbatifs, surtout à
l'« heure d'Helsinki ». Mais c'est
avec les Etats « tels qu'ils
sont », que le gouvernement
français entend traiter. Une expli-
cation s'impose entre Paris et
Berlin-Est pour parvenir à une
pleine normalisation des relations.

(Lire nos informations page 2.)

Le M.P.L.A. prend deux villes au nord de l'Angola

Le F.N.L.A. « lance un appel angoissé »

A quatre jours du « sommet » de l'O.U.A. convoqué le 10 jan-
vier à Addis-Abeba pour débattre de l'affaire d'Angola, l'offensive
que mène la République populaire pour se présenter en position
de force vient de marquer des points importants. Le premier
ministre du « gouvernement de coalition » formé par le F.N.L.A.
et l'UNITA, M. Johnny Eduardo Pincock, a confirmé le 6 janvier
à l'A.F.P. que le M.P.L.A. s'était emparé des villes de Uige (ex-
Carmona) et Negage, dans le nord du pays. Le F.N.L.A., visible-
ment en mauvaise posture, « lance un appel angoissé à tous
les peuples épris de liberté et toutes les forces opposées à l'expa-
nsonisme soviétique en Afrique ». Il en attend une aide dans « sa
lutte implacable contre les fauteurs de guerre soviétiques et
cubains ».

Les difficultés de ses protégés n'ont pas l'optimisme du
président Ford. Menaçant le lundi 5 janvier, à Saint-Louis, de
prendre des « mesures limitées qui conviendraient pour entraver
des actions soviétiques que nous jugeons inacceptables », le
président américain a ajouté : « Je ne crois pas que l'Union
soviétique va continuer à envoyer des crédits et du matériel
militaire en Angola ». Et de conclure : « La situation est meil-
leure aujourd'hui qu'hier ».

Le M.P.L.A. annonce, dans un
communiqué, que le quartier général
du Front national de libération de
l'Angola (F.N.L.A.) à Uige (anciennement
Carmona), à plus de 200 kilo-
mètres au nord-est de Luanda, est
tombé entre ses mains.

Radio-Luanda ajoute que plusieurs
autres positions importantes du
F.N.L.A. ont été prises. Les 4 et
5 janvier, ont été la base aérienne de
Negage, point d'aboutissement d'un
pont aérien reliant le F.N.L.A. en
armes et en effectifs (le Monde du
6 janvier).

Enfin, le M.P.L.A. affirme avoir
détruit au sol deux avions améri-
cains sur l'aéroport de Uige et s'être
emparé de « centaines de tonnes de
matériel militaire » (véhicules blindés,
véhicules de transport et équipement
lourd).

Le succès du M.P.L.A., qui pour-
rait avoir de très graves consé-
quences pour le F.N.L.A., est en
partie reconnu par le mouvement de
M. Holden Roberto. L'un de ses
porte-parole a annoncé lundi 5 jan-
vier à Kinshasa que la base de
Negage « pourrait être investie ».

Le F.N.L.A., faisant état de « plu-
sieurs milliers de morts parmi la
population civile », ajoutait : « Nous
résistons, mais la situation est dif-
ficile, le M.P.L.A. met ses moyens
les plus puissants en action (...) ». Le
combat, selon le F.N.L.A., serait
mené par « le corps expéditionnaire
cubain appuyé par des blindés sovié-
tiques et 73 chasseurs de hélicoptères
et des chasseurs bombardiers à réaction ». La présence d'éléments cubains
armés par l'Union soviétique a dé-
clenché l'intervention internationale le conflit », a
conclu le F.N.L.A.

Confrontant la chute des villes de
Uige et de Negage, les services de
renseignements américains estiment
que les forces du M.P.L.A. marquent
le pas à l'Est. Les troupes de
l'UNITA, conduites par des merce-
naires sud-africains, poursuivent leur
offensive sur Texeira-de-Sousa et

Vague d'atrocités en Ulster

Dix-huit personnes
ont été tuées
depuis le 1^{er} janvier

Lundi soir 5 janvier, dans le
comté d'Armagh, en Irlande du
Nord, un groupe d'ouvriers
protestants sont tombés dans
une embuscade. Le minibus
qui les ramenait de l'usine a
été criblé par des hommes ar-
més de mitraillettes. Dix ou-
vriers ont été tués, un autre a
été grièvement blessé.

Bien qu'en principe la trêve
n'ait pas été dénoncée, dix-
huit personnes ont trouvé la
mort en Ulster depuis le début
de l'année. Dans la nuit de la
Saint-Sylvestre, deux per-
sonnes avaient été tuées et une
vingtaine blessées lors de l'ex-
plosion d'un bus fréquenté
par les protestants et un poli-
cier a été assassiné. En fin de
semaine, deux pubs — un ca-
tholique et un protestant —
ont été détruits par des atten-
tats qui ont fait quarante
blessés. Samedi, des terroristes
ont cerné des maisons isolées
dans le comté d'Armagh et tué
cinq hommes appartenant au
parti catholique modéré.
M. Rees, secrétaire d'Etat à
l'Irlande du Nord, a annoncé
l'envoi de renforts militaires
dans ce comté.

(Lire page 2 l'article
de JOE MULHOLLAND.)

Les grosses caisses

par PIERRE DROUIN

L'Etat s'estime bon prince lors-
qu'il fait des mécontents des
deux côtés de la barrière sociale.
Il indispose les patrons et les
salariés pour financer le déficit
de la Sécurité sociale. Il rogne
les intérêts des petits épargnants
qui avaient fait confiance à
l'« Ecureuil », et demain il tra-
pera les plus-values, au détriment
des « possédants ».

Cette philosophie politique est
peut-être une façon de « gouver-
ner au centre ». Elle se donne les
apparences d'une justice de Salo-
mon et paraît se grandir des op-
positions contrastées qu'elle sus-
cite, affaissant un air souverain
de liberté par rapport aux forces
de pression.

Si l'année 1976, qui devrait être
plus qu'une autre une année de
réformes, se nourrit de ces prin-
cipes-là, il est à craindre qu'elle
ne fasse guère avancer la société
française sur les chemins d'une
« nouvelle croissance ».

M. J.-J. Servan-Schreiber est élu président du conseil régional de Lorraine

La division de la majorité lui a permis
de battre M. Vilmain soutenu par l'U.D.R.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de
Meurthe-et-Moselle, a été élu, mardi 6 janvier, en fin de matinée,
président du conseil régional de Lorraine, dont tous les membres
étaient réunis à Metz. Il a recueilli 33 voix sur 85 votants au deuxième
tour de scrutin. M. Jean Vilmain, président sortant, président du
conseil général des Vosges, modéré soutenu par l'U.D.R., a obtenu
26 voix. 6 sont allées à M. Jean Bernard (P.S.).

Après la longue et vigoureuse campagne menée en Lorraine par
M. Servan-Schreiber, qui bénéficiait du soutien de la plupart des
élus républicains indépendants et centristes de la région contre
M. Vilmain, que les gaullistes, en majorité, appuyaient, la victoire de
l'auteur du Pouvoir régional risque d'être ressentie par une partie,
au moins, de l'U.D.R. sur le plan local, mais aussi au niveau national,
comme l'esquisse d'un « réajustement » de la majorité à son détri-
ment.

Le nouveau président, élu pour un an, obtient un succès non
négligeable, qui pourrait compenser, au moins partiellement, les
déconvenues qu'il a connues depuis un an et demi avec son très bref
passage au ministère des réformes (28 mai-9 juin 1974), l'échec de
ses amis pour conserver la direction du parti radical (30 novembre
1975), et l'évolution de moins en moins « régionaliste » de M. Giscard
d'Estaing, auquel il avait apporté son soutien avant le second tour
de l'élection présidentielle de mai 1974.

Vive réaction des élus gaullistes

De notre correspondant

Metz. — La victoire de M. Ser-
van-Schreiber a provoqué, comme
on pouvait s'y attendre, de vives
réactions au sein de l'U.D.R. Les
gaullistes, en effet, avaient tout
mis en œuvre pour faire échouer
le député de Meurthe-et-Moselle,
en appelant à voter massivement
pour M. Jean Vilmain (le Monde
du 6 janvier). M. Julien Schwartz,
député U.D.R. de la Moselle, a
déclaré : « Ce scrutin ne reflète
pas, tant s'en faut, la majorité
présidentielle de la région. Elle a
rassemblé autour du nom de
J.-J. S.-S. les renseignements cen-
tristes, radicaux, mosellans, qui sou-
haitent éliminer l'U.D.R. Il est
regrettable que la majorité pré-
sidentielle ne se soit pas regrou-
pée sur un homme qui aurait res-
pecté l'unité du président de la
République. » J.-C. BOURDIER.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

LE FROC

Faire en sorte que les gens
qui parlent une langue tirent
tout le parti possible de ses
ressources est une chose.
Interdire par décret à cette
langue l'impuissance enrichis-
sant du métissage et de la
bâtardise en est une autre,
qui flatte un secret racisme.
Donc, nous allons chasser
les étrangers de nos langues,
domaine linguistique. Mais qui
est étranger ? Ne serait-il bon
de dire d'où ? Un mot basque,
un mot breton, un mot de
langue d'oïl, sont-ils des
étrangers en France ? Je veux
bien, à la rigueur, surveiller
mon français et limiter mon
français, mais ce n'est pas de
stérilité que je jeterai mon froc
aux orties.

ROBERT ESCARPIT.

AU PUPITRE DE L'ORCHESTRE DE PARIS

Le retour de Boulez

Le Tout-Paris artistique s'écrie
ce soir au Palais des
congrès, pour le premier concert
de Pierre Boulez qui avait accepté
de diriger à l'Orchestre de Paris :
le président de la République, le
secrétaire d'Etat à la culture,
toute l'armée des hauts fonction-
naires, étoient là, comme pour
ratifier solennellement, dans une
rencontre « au sommet », les re-
trouvailles officielles de la V^e Répu-
blique avec celui qui fut longtemps
l'enfant terrible de la France
musicale, qui il y a neuf ans et
demi, disait « non à Malraux »
et à tous ceux qui de près ou de
loin, en France ou à l'étranger,
dépendent de l'organisation offi-
cielle de la musique ».

Boulez revient donc à Paris,
comme toujours, en triomphateur ;
gagons qu'il ne s'est en rien
affadi — même s'il a un peu
rogé ses griffes, — ce qui serait
dommage, car il est pour la vie
musicale un ferment nécessaire ;
réjouissons-nous que la hache de
guerre soit enterrée et que ce
concert ait pu avoir lieu au mo-
ment où le nom de Marcel Lan-
dowski apparaît en toute justice
au générique de cet Orchestre de
Paris dont il fut, avec Charles
Munch, le fondateur.

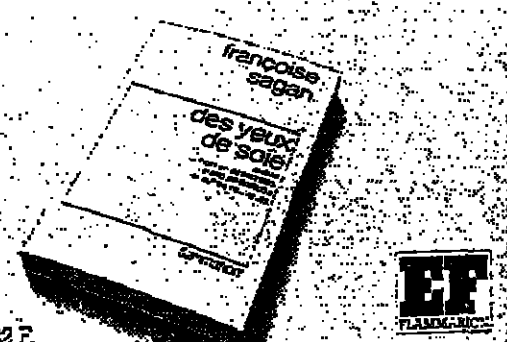
JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 11.)

Des yeux de soie.

LES « NOUVELLES SAGAN ».



Pour la première fois Françoise Sagan publie un recueil
de nouvelles.
Un livre émouvant, à la fois féroce, agile et inattendu,
où se mêlent la drôlerie et la violence.



broché
240 pages 32 F.

FLAMMARION

Premier tiercé à 5 F

LA BAISSÉ DES ENJEUX A ÉTÉ DE 21 %

PROCHE-ORIENT

L'Égypte se déclare opposée à toute modification des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité

Après Israël, l'Égypte s'est déclarée lundi 5 janvier opposée à toute modification des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité qui s'ouvrira le 12 janvier à New-York. Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismaïl Fahmy, qui faisait un exposé politique devant les commissions des affaires étrangères et des affaires arabes de l'Assemblée du peuple, a affirmé que les autres pays arabes et les Palestiniens risquent de ne pas accepter l'action du Conseil de sécurité s'ils instaillent pour une modification des résolutions 242 et 338.

Le chef de la diplomatie égyptienne a exprimé le souhait que le débat du Conseil de sécurité prenne une tournure raisonnable « afin qu'aucun des membres permanents du Conseil ne soit contraint de faire usage de son droit de veto. Il a d'autre part estimé — tout comme les Israéliens — que le débat du Conseil de sécurité ne devait pas se substituer à la conférence de Genève sur le Proche-Orient, qui, à-t-il souligné, « doit être convoquée avant la fin du premier semestre 1976, une fois le climat devenu favorable pour une participation de l'O.L.P. sur un pied d'égalité avec les autres parties ».

Les déclarations de M. Ismaïl Fahmy ont été accueillies avec une vive satisfaction à Jérusalem, où le commentateur de la télévision israélienne a déclaré qu'elles constituaient une véritable « invitation aux États-Unis à opposer leur veto à toute tentative de modifier les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ». Le commentateur, qui réitérait d'ailleurs l'opinion des milieux autorisés israéliens, a ajouté que « les Égyptiens semblaient vivement préoccupés par le rapprochement syro-jordanien qui bénéficie du patronage actif de l'U.R.S.S. », et « qu'ils craignaient la création d'un gouvernement palestinien en exil qui inclurait des éléments de l'O.L.P. et des personnalités palestiniennes établies en Jordanie et fidèles au roi Hussein ».

M. Ismaïl Fahmy, le F.P.L. (Front populaire pour la libération de la Palestine) du docteur Georges Habbache, a estimé que l'objectif du débat du 12 janvier pourrait être l'entente des Palestiniens et de la conférence de Genève. Selon le porte-parole du Front populaire, M. Bassam Abou Cherif, les Palestiniens devraient boycotter cette conférence, qui est appelée à rechercher un règlement au Proche-Orient « fondé sur une entente préalable prévoyant qu'il sera reconnu dans des frontières sûres et qu'il sera mis fin à l'état de guerre entre ce pays et les régimes arabes ».

Une nouvelle colonie israélienne sur le Golan

En Syrie occupée, des colons israéliens ont commencé lundi l'installation d'une nouvelle colonie de peuplement — la dix-neuvième — sur les hauteurs du Golan, à proximité de la ligne de cessez-le-feu israélo-syrien, en dépit de l'avertissement lancé en décembre dernier par M. Kissinger, qui avait affirmé que de nouvelles colonies en territoire syrien ne feraient que « compliquer » le règlement pacifique de la crise du Proche-Orient. Selon l'agence juive, qui supervise ces opérations, trois nouvelles agglomérations seront construites sur les hauteurs du Golan « dans les prochains jours ».

M. Ibrahim Souss, muté au bureau de l'O.L.P. à Genève, le représentant de l'O.L.P. auprès de l'UNESCO sera muté au bureau de l'O.L.P. à Genève, a-t-on appris, le lundi 5 janvier, à Beyrouth d'une source palestinienne. Le représentant de l'O.L.P. à Paris, M. Souss, avait regagné Beyrouth la semaine dernière, après avoir été convoqué par le département politique de l'O.L.P. pour fournir des « explications » sur cette détermination, qui est appelée à rechercher un règlement au Proche-Orient « fondé sur une entente préalable prévoyant qu'il sera reconnu dans des frontières sûres et qu'il sera mis fin à l'état de guerre entre ce pays et les régimes arabes ».

— (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Colombie

PLUSIEURS MEMBRES DES FORCES ARMÉES ont été tués dans la première semaine de janvier. La dernière victime est un sous-officier, dont le corps, criblé de balles, a été découvert le 4 janvier près de Bogota. Une série d'attentats contre des militaires de l'armée ont déjà eu lieu en 1975. L'un d'eux avait coûté la vie au général José Arturo Rincón Quintero, dont les assassins sont jugés ces jours-ci à Bogota. — (A.F.P.)

Guatemala

NOTRE PAYS ne se dote de l'équipement militaire le plus moderne de la région centre-américaine, a déclaré le général Lázaro Garza, ministre de la défense du Guatemala. Le ministre, qui a notamment visité la France, la République fédérale d'Allemagne et Israël, a déclaré que quel pays armait le Guatemala. Les États-Unis ont récemment refusé de vendre du matériel militaire à ce pays, ce qui a conduit le gouvernement à se servir pour équiper son armée de matériel britannique qui doit devenir indépendant en 1976. — (A.F.P.)

Libye

LA LIBYE ET LE TOGO ont signé un traité de défense et d'assistance mutuelle, annoncé-t-on officiellement, lundi 5 janvier, à Lomé. L'accord a été annoncé par le ministre de l'Information, qui n'a fourni aucune précision sur les dispositions et la durée du traité. — (Reuter.)

Pérou

L'ANCIEN PRÉSIDENT FERNANDO BELLAUNDE TERESA est rentré au Pérou le dimanche 4 janvier, après plus de sept ans d'exil. Accueilli par deux mille de ses partisans, il a déclaré qu'il était revenu pour « défendre les traditions républicaines » et a réclamé une consultation populaire, éventuellement que le président Morales Bermúdez a récemment écartée. M. Bellaunde, qui avait été renversé par les militaires le 3 octobre 1968, avait à plusieurs reprises déclaré lors de sa captivité qu'il ne rentrait au Pérou, son retour à été rendu possible par l'amnistie pro-

Liban

M. Rachid Karamé laisse entendre que le mandat de l'Assemblée pourrait être prorogé

La situation était à nouveau tendue, mardi matin 6 janvier à Beyrouth, en raison de la multiplication des enlèvements — une trentaine lundi — et des échanges de tirs sporadiques dans le centre-ville et la banlieue.

Une affaire qui risque de remettre le feu aux poudres n'était toujours pas réglée dans la soirée de lundi : celle du blocus imposé par les milices phalangistes au camp de réfugiés palestiniens de Tell-Zaatar, au nord-est de Beyrouth. Les camions de ravitaillement destinés au camp, qui abrite quelque cinquante mille personnes, selon l'agence palestinienne d'informations Wafa, n'ont pu atteindre Tell-Zaatar lundi. Le bureau d'information du parti phalangiste annonçait de son côté que le blocus du camp « se poursuivait jusqu'à la réouverture à la circulation normale de la route de Mikael (qui conduit vers la montagne libanaise, mais demeure dans la ligne du tir du camp de Tell-Zaatar) et jusqu'au retrait de tous les éléments armés et à la disparition des barrières établies dans ce secteur ».

Sur le plan politique, M. Rachid Karamé, premier ministre, a estimé, lundi, que le mandat de la Chambre — qui vient à expiration en avril prochain — devait être prorogé, « personne ne pouvant garantir des élections libres dans la situation actuelle ».

De notre correspondant

Beyrouth. — Tenu par la plupart pour « suicidaire », le mandat de la Chambre, le parti du Liban ne se confirme pas moins de jour en jour dans les faits. Il n'est jusqu'aux plus fanatiques et aux plus isolationnistes des chrétiens qui ne le condamnent publiquement, même quand ils en brandissent la menace à des fins tactiques : cependant, l'éclatement du pays se précise, notamment dans la vie courante, dans l'administration, dans les domaines économique et culturel.

Les trois principaux leaders maronites qui ont fait récemment des pèlerins de la partition se sont appliqués à la présenter comme un « moindre mal ». A quel les formations islamico-progressistes, ainsi que la résistance palestinienne, ont répondu dans leur presse dans la nuit du 5 et mardi 6 janvier que « cette caustique ne vise en réalité qu'à causer le complot impérialiste destiné à créer dans la région un second Israël ». Ces mêmes milieux estiment que l'impératif de la souveraineté nationale invoqué par les phalangistes et leurs alliés n'est qu'un prétexte dont se prévaut l'extrême droite pour s'opposer aux réformes institutionnelles, économiques et sociales.

A trois mois de l'expiration du mandat de la Chambre des députés, les responsables s'inquiètent du vide constitutionnel qui se produirait si une nouvelle consultation n'avait pas

lieu. Dans une déclaration à la presse, le président du conseil, M. Rachid Karamé, a rappelé qu'aux termes de la Constitution le Parlement peut proroger son mandat si le pouvoir exécutif n'est pas en mesure d'organiser des élections impartiales. Cependant, une telle éventualité ne serait retenue que si toutes les parties au conflit se mettaient d'accord sur les grandes lignes d'une solution qui interviendrait après le nouveau référendum se serait donné l'Assemblée.

A supposer que les leaders politiques parviennent à un tel compromis, il est douteux que les pouvoirs publics soient capables d'assurer la protection des citoyens au cours d'une consultation. Les forces de sécurité sont paralysées. Aucune mesure n'a été prise pour mettre un terme aux pillages, de plus en plus fréquents, ou pour servir contre les tentatives de pressions qui rançonnent les habitants des quartiers résidentiels. Les fonctionnaires refusent de reprendre le travail. Les banques s'abstiennent d'ouvrir leurs guichets. Il ne se trouve personne pour réparer la chaussée, une conduite d'eau ou une ligne de téléphone détruite. L'Etat, enfin, ne perçoit plus de taxes ni d'impôts, et l'on se demande si le Trésor dispose encore de liquidités pour payer les fonctionnaires.

ÉDOUARD SAAB.

ASIE

Vietnam

Les ministres doivent travailler mieux

M. Pham Van Dong a prononcé, le 27 décembre 1975, devant l'Assemblée nationale, un discours relativement bref, mais dont la moitié était consacrée aux responsabilités du gouvernement. Cette déclaration du premier ministre du Nord (en fait, de l'ensemble du pays) ne marque pas d'intérêt et pourrait annoncer quelques changements au sein du cabinet, alors que le parti doit, en principe, tenir son congrès au printemps.

Après avoir affirmé qu'il sera tenu compte des critiques de nombreux députés concernant la politique des prix, de la santé, de l'éducation, concernant l'autoritarisme de l'administration, M. Pham Van Dong a abordé la question de la responsabilité collective et individuelle des ministres. Le cabinet est responsable devant les élus — « c'est-à-dire devant le peuple » — ainsi que le proclame l'article 71 de la Constitution et devant le comité central du parti des travailleurs.

M. Pham Van Dong ajoute : « Je pense que, dans les jours à venir, nous devons songer aux moyens d'appliquer ce système de la responsabilité de façon plus satisfaisante, afin que l'Assemblée nationale

puisse contrôler de plus près le travail gouvernemental, juger de plus près ce travail, commenter les résultats obtenus de façon appropriée et, en même temps, critiquer échecs et points faibles, déterminer qui a tort et ce qui ne va pas, et demander des corrections et des sanctions ».

Ce texte peut, certes, être interprété comme une simple réaffirmation, sous une forme développée, de l'article 71 et comme un hommage rendu à la fonction de député. Mais ne peut-il pas aussi être considéré comme un avertissement adressé à tel ou tel ministre ? M. Pham Van Dong affirme également que le gouvernement, collectivement, et les ministres, individuellement, doivent « progresser dans tous les domaines », en particulier acquiescer à un nouveau savoir-faire dans les secteurs de « l'organisation et de la gestion ».

Les exemples de mauvaise gestion étant nombreux et étant dénoncés très souvent dans la presse, les tenants d'organisation faisant souvent défaut chez les cadres, faut-il penser que ces cadres supérieurs que sont les ministres commettent parfois des erreurs et que certains seront bientôt sanctionnés ?

JACQUES DECORNOY.

Cambodge

L'Assemblée populaire comprend 150 paysans, 50 ouvriers et 50 combattants

Bangkok (A.F.P.). — La Constitution proclamant l'Etat démocratique du Cambodge a été ratifiée par un conseil des ministres tenu le 3 janvier sous la présidence du prince Sihanouk (le Monarque du 6 janvier). Elle comporte seize chapitres et vingt et un articles. Elle précise en son article premier que l'Etat du Cambodge est un Etat indépendant, uni, pacifique, neutre, non aligné, démocratique. Le Cambodge est l'Etat des ouvriers et des paysans.

L'article 2 indique que les moyens de production appartiennent à l'Etat et au peuple. Les biens de consommation courante restent propriété de chacun. L'article 3 souligne que la culture est populaire et nationale et est au service de la sociale, diplomatique et de la construction du pays.

L'article 5 précise que l'Assemblée populaire du peuple rédige les lois, elle comprend 250 députés, élus par le peuple. Elle est composée de 150 paysans, 50 ouvriers, 50 combattants. L'Assemblée est élue pour cinq ans (art. 6). Les articles 7 et 8 affirment la souveraineté de l'Assemblée au sein de la politique intérieure et extérieure. C'est elle qui nomme les membres du gouvernement ainsi que le président (le prince Sihanouk), le premier vice-président (M. Kieu Samphan) et le second vice-président (M. Teng Sary) — qui demeurent pendant cinq ans en fonctions. L'article 9 indique que la justice relève d'un tribunal populaire dont les membres sont élus par l'Assemblée. Concernant les droits et les devoirs des Cambodgiens, la Cons-

titution affirme ensuite que les hommes et les femmes ont les mêmes droits, le niveau de vie du peuple est garanti, les ouvriers sont les maîtres des usines, le chômage n'existe plus.

L'hymne national est intitulé : 17 avril, la grande victoire (date de la prise de Phnom-Penh par les révolutionnaires). L'article 20 précise que la liberté de conscience est reconnue, mais les « religions » qui ont contribué à la destruction du Cambodge sont interdites (1). L'article 31 rappelle que le Cambodge est un pays non aligné ; il est interdit d'installer des bases étrangères sur le territoire. Il faut protéger le pays contre les invasions étrangères, et il faut lutter contre toutes les formes d'agressions (intellectuelles, économiques, militaires, sociales, diplomatiques).

Selon Radio Phnom-Penh, le prince Sihanouk a déclaré à l'issue du conseil des ministres : « Je suis satisfait de la nouvelle Constitution approuvée par le peuple. Elle est claire, nette, facile à comprendre et sur la voie révolutionnaire démocratique ».

(1) Il ne peut s'agir du bouddhisme, pratiqué par la majorité de la population, ni de l'islam, religion d'une petite minorité (environ cent cinquante mille personnes), dont les révolutionnaires font trop de cas dans leurs écrits pour la contraindre à renoncer à son culte. Les religions interdites sont donc vraisemblablement les religions chrétiennes, assimilées au colonialisme. Dans leur immense majorité, les catholiques (environ cinquante-cinq mille personnes) étaient des Vietnamiens, qui ont quitté le pays. Les protestants cambodgiens ont été ordonnés en 1957. — (N.D.L.R.)

Inde

L'état d'urgence a eu un effet extraordinaire sur la santé du pays, déclare le président de l'Union

En l'absence des membres de l'opposition, qui boycottent la séance de rentrée du Parlement, le président de l'Union indienne, M. Ahmed, a présenté, lundi 5 janvier, devant les deux Chambres réunies, le programme de M. Gandhi. Cette session, la seconde depuis la proclamation de l'état d'urgence, durera quatre semaines. Les parlementaires devront donner force de loi à plus d'une vingtaine d'ordonnances. Ils seront ainsi appelés à approuver les décisions du Congrès, le parti gouvernemental (qui dispose de la majorité des deux tiers dans les deux Assemblées), portant sur le report d'un mois un an des élections générales, la prorogation de l'état d'urgence, le renforcement des dispositions sur la sécurité interne et la censure.

« La proclamation de l'état d'urgence, le nouveau programme économique et les mesures visant à renforcer l'efficacité dans tous les domaines de la vie nationale ont eu un effet extraordinaire sur la santé du pays. La majorité écrasante de notre peuple a apporté son soutien aux mesures prises par le gouvernement », a déclaré M. Gandhi. Le gouvernement a-t-il précisé, présentera bientôt un projet de loi visant à contrôler l'extension de la propriété foncière urbaine, à relancer les exportations et à réduire la

croissance démographique. Il a annoncé un « plan national en faveur des femmes ».

Il a aussi déploré la « fausse propagande » dirigée contre l'Inde par certains milieux du Bangladesh et l'« assassinat brutal » de Mujibur Rahman et de sa famille. Les relations avec l'Islamabad, a-t-il dit, ne se sont guère améliorées. « En raison de la réaction décevante du Pakistan qui a poursuivi une campagne pour donner à l'Inde une image erronée », les relations de l'Inde avec l'Union soviétique et les pays socialistes d'Europe sont caractérisées par « un esprit de grande amitié, de compréhension et de coopération mutuellement bénéfique dans un nombre grandissant de domaines ». « Nous souhaitons établir des relations amicales et constructives avec les États-Unis », a poursuivi M. Ahmed.

Les membres de l'opposition ont repris leurs places lors de l'élection du nouveau président de la Chambre basse, M. Bal Ram Bhagat, ancien ministre et ancien président de la commission des droits de l'homme aux Nations unies. Plusieurs opposants ont condamné l'état d'urgence qui « pervertit la démocratie ». Ils ont dénoncé le maintien en prison sans jugement de plus de vingt de leurs collègues.

A TRAVERS LE MONDE

Philippines

LES DEUX PIRES DE LAIR, qui lundi 5 janvier, avaient pris le contrôle d'un appareil de la Japan Air Lines sur l'aéroport de Manille, se sont rendus dans les locaux du début de leur opération. Il s'agissait de deux missionnaires philippins. Ils ont affirmé ne vouloir « rien de plus » que d'aller gratuitement à Tokyo. Selon une botte, ils auraient ajouté qu'ils voulaient se rendre « dans un endroit libre ». — (A.F.P.)

République d'Irlande

M. JOHN COSTELLO, ancien premier ministre irlandais, qui fit quitter le Commonwealth à son pays en 1949, est mort à Dublin le lundi 5 janvier, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Procureur général en 1926, il élabora la loi anti-IRA. Il dirigea deux gouvernements de coalition (travailliste et Fine Gael) de 1948 à 1954 et de 1954 à 1957. — (A.F.P., A.P.)

République du Yémen

UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL a été annoncé à Aden le 5 janvier. M. Haidar El Atass, auparavant ministre des travaux publics, a été nommé ministre des communications. M. Ali Bahid devient ministre de la culture et du tourisme, et succède à ce poste à M. Abdullah Badih. M. Nasser Yafet a été nommé ministre chargé du secrétariat du président du conseil. M. Ali Salem El Beidh devient ministre pour les affaires locales, service rattaché auparavant à la présidence du conseil. M. Haidar El Atass et Ali Salem El Beidh sont membres du Front national de libération. M. Ali Bahid est communiste, et M. Nasser Yafet membre du Baas.

Thaïlande

DIX MILLE GRIEVISTES ont manifesté à Bangkok, le lundi 5 janvier, pour protester contre le projet d'augmentation des prix du riz et du sucre annoncés par le gouvernement. Les dirigeants

clamés après la chute du général Velasco Alvarado, le 20 août dernier. — (Reuter.)

Union soviétique

LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES ont définitivement refusé aux enfants de Victor Nekrasov, l'émigré soviétique qui s'est installé en France, l'autorisation d'émigrer, annonce l'hebdomadaire la Pensée russe, édité à Paris. Ce journal publie aussi un appel signé notamment par les écrivains Maxim Gorki, Sinavski et Gaïdar, demandant aux intellectuels de tous les pays de faire tout ce qui dépend d'eux pour aider Victor Nekrasov (beau-fils de Victor Nekrasov). Celui-ci, licencié de son poste d'ingénieur des mines en septembre 1974, après le départ de ses parents pour Paris, avait déposé, en février 1975, une demande d'émigration pour Israël, où vit la famille de sa femme.

Union soviétique

LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES ont définitivement refusé aux enfants de Victor Nekrasov, l'émigré soviétique qui s'est installé en France, l'autorisation d'émigrer, annonce l'hebdomadaire la Pensée russe, édité à Paris. Ce journal publie aussi un appel signé notamment par les écrivains Maxim Gorki, Sinavski et Gaïdar, demandant aux intellectuels de tous les pays de faire tout ce qui dépend d'eux pour aider Victor Nekrasov (beau-fils de Victor Nekrasov). Celui-ci, licencié de son poste d'ingénieur des mines en septembre 1974, après le départ de ses parents pour Paris, avait déposé, en février 1975, une demande d'émigration pour Israël, où vit la famille de sa femme.

Union soviétique

LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES ont définitivement refusé aux enfants de Victor Nekrasov, l'émigré soviétique qui s'est installé en France, l'autorisation d'émigrer, annonce l'hebdomadaire la Pensée russe, édité à Paris. Ce journal publie aussi un appel signé notamment par les écrivains Maxim Gorki, Sinavski et Gaïdar, demandant aux intellectuels de tous les pays de faire tout ce qui dépend d'eux pour aider Victor Nekrasov (beau-fils de Victor Nekrasov). Celui-ci, licencié de son poste d'ingénieur des mines en septembre 1974, après le départ de ses parents pour Paris, avait déposé, en février 1975, une demande d'émigration pour Israël, où vit la famille de sa femme.

Union soviétique

LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES ont définitivement refusé aux enfants de Victor Nekrasov, l'émigré soviétique qui s'est installé en France, l'autorisation d'émigrer, annonce l'hebdomadaire la Pensée russe, édité à Paris. Ce journal publie aussi un appel signé notamment par les écrivains Maxim Gorki, Sinavski et Gaïdar, demandant aux intellectuels de tous les pays de faire tout ce qui dépend d'eux pour aider Victor Nekrasov (beau-fils de Victor Nekrasov). Celui-ci, licencié de son poste d'ingénieur des mines en septembre 1974, après le départ de ses parents pour Paris, avait déposé, en février 1975, une demande d'émigration pour Israël, où vit la famille de sa femme.

AMÉRIQUES

Chili

UN QUOTIDIEN PRO-GOUVERNEMENTAL TROUVE « RÉPUGNANT » L'ANALYSE DU « SUNDAY TIMES »

Santiago (A.F.P., A.P.). — Les autorités chiliennes n'avaient toujours pas réagi publiquement, le 5 janvier, aux affirmations du « Sunday Times » de Londres, selon lesquelles les généraux ont exigé la démission du général Augusto Pinochet, chef de l'Etat. Les porte-paroles de la présidence comme de l'armée se refusant à tout commentaire.

Les informations du « Sunday Times » ont d'ailleurs été confirmées au Chili. Toutefois, on indique de bonne source qu'une déclaration officielle pourrait être faite à ce sujet prochainement, une fois que le gouvernement aura pris connaissance des textes publiés par le journal britannique.

Sans dévoiler à ses lecteurs la teneur des révélations du « Sunday Times », le journal du soir « La Segunda » (pro-gouvernemental) a publié le commentaire suivant à la une : « La presse anglaise, avec une inquiétante synchronisation, a publié, au cours du week-end, toute une série d'informations et d'écritures qui ont pour fondement des péripéties tout à fait vaines, au sein de nos forces armées. Elle leur a donné une interprétation — franchement répugnante ».

D'autre part, Santiago a officiellement rejeté, le lundi 5 janvier, les allégations de Mme Sheila Cassidy, la doctoresse britannique qui avait déclaré avoir été torturée par la police chilienne au début de novembre. Dans une note remise au Foreign Office par l'ambassadeur du Chili, le contre-amiral Oscar Olsen, le gouvernement chilien affirme qu'il n'a subi aucune enquête qui viendrait étayer cette alléguée des allégués de Mme Cassidy ont été trouvés et démentis de tout fondement et nul intentionnel. Les autorités britanniques, qui avaient protesté auprès du Chili le 30 décembre dernier, contre le traitement infligé à Mme Cassidy et avaient rappelé leur ambassadeur à Santiago, ont déclaré que cette note « n'apportait pas de réponse satisfaisante ».

مكتبة من الأصل

Libres opinions

Pour une véritable démocratie régionale

par CLAUDE POPPEREN (*)

La crise du capitalisme frappe directement la grande masse de la population. Aucun secteur de la vie nationale, aucune parcelle du territoire ne lui échappe. Toutes les régions sont gravement touchées avec des variantes qui tiennent à leur situation propre. En Bretagne, en Lorraine, en Corse, en Limousin, dans la région parisienne, partout la crise régionale s'approfondit. Les régions rurales sont en proie à une crise agricole aiguë. Le revenu des agriculteurs fond d'année en année, et l'élimination des exploitants familiaux s'accroît. La crise rurale se répercute sur l'artisanat et les P.M.E.

Dans les villes, la misère progresse, le chômage s'étend ; la hausse des prix incessante et l'austérité imposée par le pouvoir créent des difficultés insurmontables pour les familles des travailleurs. Des milliers de foyers sont menacés par les salaires et les expulsions.

Tel est le bilan de la politique giscardienne. Cette crise globale et de caractère structurel trouve son origine dans l'accumulation des ressources du pays et du produit du travail par quelques groupes industriels et financiers qui dominent toute l'économie française.

Elle est durement ressentie, aussi, au niveau régional.

Depuis 1972, le pouvoir dispose d'une loi profondément antidémocratique, qui donne tous les pouvoirs aux préfets de région, véritables gouverneurs délégués de l'État.

L'objectif essentiel est d'assurer une tutelle économique étroite sur les collectivités locales pour canaliser leurs actions dans l'intérêt des monopoles. Le paravent de cette concentration du pouvoir est fourni par le conseil régional caricature de démocratie, puisque le mode de représentation est tel qu'il permet à la droite d'être majoritaire dans les régions à majorité de gauche. Il en sera de même en juillet 1978 dans la région parisienne. La représentation du parti communiste y sera gravement réduite du fait des chantageages électoraux de M. Poniatsowski.

Ces conseils régionaux-croupions ne détiennent que deux compétences : lever des impôts supplémentaires et approuver les transferts de charges sur les collectivités locales au profit de l'État. En la matière, le comble de l'escroquerie vient d'être atteint par M. Poniatsowski, qui a réussi l'exploit de conclure un accord avec la région Centre pour régionaliser les « contrats de pays ». L'État s'engage, ainsi, pour une somme initiale infime, mais il contraint, en retour, la région et les communes à financer des sommes considérables qui seront, en fin de compte, prélevées sur la population.

Cette politique de transferts de charges se heurte de plus en plus à l'opposition des élus. Certains hommes de la majorité n'hésitent d'ailleurs pas, dans le sillage de la démagogie présidentielle, à se présenter en défenseurs des intérêts communaux, alors qu'ils sont responsables de cette politique de transferts de charges. Il est cependant évident que la désorption régionale a fait long feu. La loi de 1972 craque de toute part. Elle n'est même plus défendue par ses propres auteurs. Il faut en changer.

Mis au pied du mur, MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Poniatsowski, Olivier Guichard et Jean-Jacques Servan-Schreiber sont tous d'accord pour refuser une véritable réforme régionale.

Pourtant, M. Giscard d'Estaing, lorsqu'il avait appelé à voter « non » au référendum de 1969 sur la régionalisation, avait pris position en faveur de l'élection de l'assemblée régionale au suffrage universel avec un scrutin proportionnel. Ce revirement souligne à la fois la duplicité du président de la République et sa crainte de toute démocratie.

Ces hommes au pouvoir prétendent maintenant que l'assemblée régionale menacerait les prérogatives des collectivités locales. Chacun sait bien que si les collectivités locales sont effectivement menacées, mises en tutelle et écrasées, c'est par la politique du pouvoir. Ils prétendent aussi que la région menacerait l'unité nationale. Cet argument utilisé par des hommes de droite est scandaleux. Oui, il y a des menaces graves pour l'unité nationale, mais ces menaces, bien réelles, proviennent des atteintes à la souveraineté nationale portées par le pouvoir lui-même. Avec le Fonds européen de développement régional, le pouvoir s'est engagé dans un processus qui transfère à la petite Europe la définition des politiques régionales alors que cela constitue un attribut essentiel de la souveraineté nationale. C'est ce pouvoir-là qui remet les destinées du peuple français entre les mains des compagnies pétrolières, des sociétés multinationales américaines et européennes en sacrifiant les forces vives du pays, qui ose parler d'unité nationale alors qu'il est le principal maître d'œuvre de son démantèlement au profit des trusts étrangers.

Giscard d'Estaing considère que l'échelon régional est de trop et qu'il suffit de la commune, du département et de l'État. Mais, au même moment, il n'hésite pas à soutenir l'institution d'un Parlement européen supranational qui met en cause l'indépendance nationale. Les tentations sont multiples de faire de la région un terrain de collaboration de classe.

Le problème de fond, c'est la crise du système capitaliste. Les crises régionales sont les produits régionalisés de la crise globale et de la politique du pouvoir. La condition fondamentale à la solution des problèmes régionaux, c'est le changement de politique nationale et le développement de la démocratie régionale.

Le parti communiste est le premier parti à avoir inscrit dans son programme national, dès 1968, l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel direct et à la proportionnelle. Ces propositions ont été ensuite incluses dans le programme commun de gouvernement. La région telle que nous la concevons ne saurait en rien menacer les prérogatives des collectivités locales. Elle sera un échelon de décentralisation démocratique.

Les pouvoirs et les moyens actuels des préfets de région seront transférés à l'assemblée élue et à son exécutif élu. Partant de là, les compétences régionales seront étendues à l'ensemble des opérations de niveau régional.

En même temps, la tutelle de l'État sur les collectivités locales sera supprimée au profit de leur propre autonomie et de l'action coordonnée des départements et des régions.

Parallèlement, les comités économiques et sociaux seront profondément transformés pour devenir une instance importante de la démocratie et de l'interaction des travailleurs. Avec une représentation authentique des travailleurs, ces comités économiques, sociaux et culturels pourraient intervenir utilement sur les questions de l'emploi, des licenciements, du développement régional et sur les questions relatives à la culture nationale et régionale dans l'intérêt des larges masses actuellement exclues de la vie culturelle.

Enfin, et c'est sans doute la perspective la plus importante, la région aura, dans le cadre du plan national, une double tâche : d'une part, harmoniser les besoins sociaux exprimés par les collectivités ; d'autre part, mettre en œuvre le plan régional.

Bien entendu, la commune constituera un échelon fondamental du système démocratique. Elle disposera, dans le cadre de compétences étendues, de sa pleine autonomie administrative et financière. Ses moyens financiers accrus proviendront de l'impôt local ; et d'une aide complémentaire de l'État visant à établir un juste équilibre entre toutes les communes. L'État déchargera les communes des charges indues qu'elles supportent aujourd'hui. Il n'exercera plus sur elles une tutelle, mais s'efforcera de les aider à une gestion efficace par le moyen d'une planification incitative, non obligatoire et souple. La population sera largement associée, sous les formes les plus diverses à la gestion, à la détermination des choix et des moyens. Les municipalités, en particulier dans les grandes villes, pourront s'appuyer sur des structures de participation des habitants mises en place dans les quartiers et les grands ensembles.

Telles sont les propositions du parti communiste français en matière de démocratie régionale. Elles vont beaucoup plus loin en matière de réforme démocratique de l'État et de régionalisation que les discours confus sur l'autogestion régionale et que les propositions timorées des régionalistes réactionnaires.

Ces propositions démocratiques tournent le dos à la politique autoritaire du régime.

(*) Membre du bureau politique du parti communiste français.

L'ÉLECTION À LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE

DE M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER

(Suite de la première page.)

Cette violente réaction traduit assez bien la grogne des milieux gaullistes, qui craignent des affrontements au sein de la majorité présidentielle. En effet, bien que le vote soit secret, il apparaît clairement que M. Servan-Schreiber doit, pour l'essentiel, sa victoire aux voix des Meurthe-et-Mosellans, notamment R.L. et centristes, regroupés derrière M. Claude Conlaix, député, et d'autre part aux voix des centristes mosellans menés par M. Jean-Marie Rausch, sénateur centriste et maire de Metz.

Ce vote des Mosellans et des Meurthe-et-Mosellans, au-delà des clivages départementaux traditionnels, tournant dans la vie politique de la région, dit-il pourrait modifier l'équilibre politique à brève échéance.

La Lorraine s'est exprimée. Elle a fait avec fermeté, marquant, me semble-t-il, sa volonté d'unité et sa volonté d'écarter, à déclarer notamment le nouveau président du conseil général. Il a ajouté : « Le pouvoir régional devient par moi, ici et aujourd'hui, le devoir régional. Pour le président de la Lorraine, il n'y a plus de cloisonnements géographiques ni partisanes... »

J.-C. BOURDIER.

M. Roland Favaro, membre du comité central du P.C.F., a qualifié lundi 5 janvier la campagne pour l'élection du président du conseil régional de Lorraine (le Monde du 6 janvier) de « foire politicienne méprisante pour les Lorrains ». Il a ajouté : « Après le trucage électoral qui a sous-représenté le P.C. et la gauche c'est maintenant le maquillage et le spectacle indécent des ambitions personnelles... »

Dans les déclarations de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, publiées dans le Monde du 6 janvier, il est à lire : « C'est ainsi que le débat se présente en Lorraine. Je n'y vois pas le problème politique au sens traditionnel. Mais plutôt le dépassement ou non des anciens clivages, aussi bien parties que départementales. C'est cette innovation possible qui crée ici, me semble-t-il, l'intérêt majeur de la campagne... » [Et non de la confédération.]

LES CONSEILLERS GÉNÉRAUX INTÉRESSÉS SONT HOSTILES À LA CRÉATION D'UN DÉPARTEMENT BASQUE

L'Association pour la constitution d'un département basque, créée en septembre dernier (le Monde du 23 septembre), a soumis le texte de son projet, qui doit être examiné lors d'une prochaine session, au conseil général des Pyrénées-Atlantiques, département dont le Pays basque français constitue actuellement une partie. Les seize conseillers généraux élus par des cantons basques ont, de leur côté, publié, lundi 5 janvier, une motion qui affirme que ce projet « est, dans sa formulation actuelle, inopportuniste et irréaliste ». Les conseillers généraux, dont l'appartenance politique va du P.C. au C.N.I.P., regrettent d'autre part, « la tendance actuelle d'une certaine presse à privilégier, dans ses analyses sur le Pays basque, le seul point de vue des mouvements marginaux, autonomistes ou indépendantistes ».

M. M. Claudius Granger et Régis Martin-Binchoin, respectivement président et secrétaire général de la fédération de la Loire du Mouvement des radicaux de gauche, appuyés par trois vice-présidents, ont annoncé que les responsables de la convocation d'une assemblée générale de la fédération, au cours de laquelle a été élu un nouveau bureau (le Monde du 6 janvier), sont « les responsables de la fédération de la Loire du M.R.G. ». Cette mesure vise notamment M. Michel Grossmann, ancien premier secrétaire de la fédération de la Loire du P.S., déjà exclu de cette formation. — Corresp. part.

réussite professionnelle

parlez en public avec aisance

Méthodes

Alain Oger

Directeur de l'École

Stage Agricole Formation Continue

contacts faciles

Vous acquiessez confiance en vous et aisance parfaite. Votre personnalité s'exprime : vous réussirez mieux. Technique moderne : entraînement hebdomadaire en petits groupes amicaux à Paris. Sessions au choix : jour-soirée - ou samedi matin - deux jours - dimanche de perfectionnement. Personnel : J. 99 - 6, rue Mermoz (94160) St-Mandé - 328.20.15. Sessions adaptées pour dirigeants.

LA PRÉPARATION DU XXII^e CONGRÈS DU P.C.F.

Des militants critiquent les concepts moraux du projet de résolution et certains aspects de la polémique avec le P.S.

Les organes du P.C.F. ont repris lundi 5 janvier la publication des « tribunes de discussion » en vue du XXII^e Congrès du parti, qui s'ouvrira du 4 au 8 février à Saint-Ouen. Dans l'Humanité, MM. Gérard Letang (Villeneuve-Saint-Georges) et Jean-Claude Rouleau (Châtigny - Malabry) réclament qu'une référence à la « dictature du prolétariat » soit introduite dans la résolution du congrès.

M. Letang s'élève à ce propos que M. Pierre Juquin, membre du comité central, député de l'Essonne, ait laissé entendre le 27 novembre dernier, lors d'une assemblée publique à Epinay-sur-Seine, que « la dictature du prolétariat est dépassée ». M. Michel Tinel (Chambéry) se réjouit en revanche de l'abandon de cette notion.

Dans l'Humanité du 6 janvier, deux tribunes abordent les problèmes de la morale. M. Jean-Pierre Januel (Paris) s'élève contre le parti condamne la pornographie « sur la base de son immoralité » et reprend à son compte « cette vieille morale pudibonde, obscurantiste, m'édifie pas, qui condamne toute sexualité qui sort de la norme et interdit que soit montré l'acte sexuel, même « normal ». Il y voit une forme de « démagogie » destinée à rassurer les chrétiens et réclame un retour à « une analyse matérialiste et

dialectique sur les problèmes des mœurs ». M. Joël Jung (Paris) se réfère pour sa part à une « morale prolétarienne » qui, précise-t-il, n'est pas une science, et qu'il distingue de la « théorie marxiste de la morale ». Il s'élève, en conséquence, que le projet de résolution propose, « sans autre précision », de combattre l'immoralité.

Dans France nouvelle, enfin, M. Guy Bois (Besançon) revient sur la controverse entre le P.C.F. et le P.S. et sur les reculs électoraux enregistrés par le parti communiste. Il met en garde contre la tentation d'attribuer cette stagnation à la seule propagande anticomuniste : « Quand deux docteurs s'affrontent, comment séparer la flèche des coups portés par l'un de l'aptitude de l'autre à y répondre ? », note-t-il, et il insiste sur le fait que le P.C.F. subit surtout « le contre-coup du renouveau de la social-démocratie ». A ce propos, il estime que, dans sa critique du P.S., le P.C.F. n'a pas toujours su éviter les procès d'intention, ce qui a eu notamment pour conséquence de révéler parfois chez les communistes « un certain sectarisme ». Mettant en garde le parti contre le double danger de se transformer en secte ou de s'enliser « dans les mantras du réformisme », il critique le ton

trop général du projet de résolution et note : « Parler avec les mots de tous, n'est-ce pas ouvrir la voie à l'abandon des concepts fondamentaux du marxisme ? N'est-ce pas diluer notre identité de communistes au moment où la pression extérieure du réformisme est forte ? »

M. Claude Popperen, membre du bureau politique du P.C.F., a affirmé, lundi 5 janvier, à Nantes : « De plus en plus nombreux sont les jeunes chrétiens qui refusent une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme et soumise à la loi du profit. » Il a exprimé le souhait que « les jeunes chrétiens s'engagent dans le combat pour une France socialiste et y répondent ». Il a ajouté, que les différences philosophiques entre marxistes et chrétiens n'interdisent pas l'action commune, dans le respect des convictions de chacun, pour préparer et édifier ensemble une société plus humaine... »

Affaires exceptionnelles pour hommes jeunes

Mocassins et Boots tout cuir

110F et 179F.

orphée

17 bd St-Michel tél : 033.18.18

orange

47 bd St-Michel tél : 633.79.00

2000 PAIRES SANS SUITE

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LE CADRE DE VIE

Articles de J. DELORS, G. MARTINET, etc...

Envoyez 8 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN 27, rue em-Lolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LA BOUTIQUE DANOISE

VENTE SPECIALE les 7 et 8 Janvier

42 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS 227.02.92 - 267.54.91

CHALMETTE CADEAUX

présente

LE MEUBLE ÉVOLUTIF à cartonniers mobiles gainés havane, rouge ou vert ancien avec boutons bronze et décor aux fers à l'or fin

LE MEUBLE ÉVOLUTIF sur socle et 4 pieds bois - 4 cartonniers

Hauteur : 66 cm - Largeur : 36 cm - Profondeur : 34 cm 1 cartonnier, Hauteur : 14,5 cm pour dossiers, disques, annuaires, etc.

Prix départ magasin : 598 F. T.T.C. Le cartonnier supplémentaire : 120 F. T.T.C.

PARIS : 17, Bd. Malesherbes, 255.10-89 55, Bd. Raspail, 548.46-23 24, Cours de Vincennes, 307.99-21 BRUXELLES : 247, Galerie Porte Louisa, 11.44.23

A Cannes, en front de mer, s'édifie Solhôtel.

la formule solhôtel

ou comment devenir copropriétaire d'un hôtel*** et en profiter plusieurs semaines par an, pour toujours.

Investissement total et définitif à prévoir : 7.700 F à 38.700 F suivant durée et période.

Chaque année, offrez-vous quelques semaines de vraies vacances à l'hôtel, sans souci, sans corvées, dans la chambre que vous aimez puisqu'elle vous appartient et vous apprendrez pour toujours ainsi qu'à vos enfants, à la période que vous avez choisie. Femmes de chambre, concierges, réceptionnistes, sont à votre disposition. Vous avez votre T.V., votre réfrigérateur, vos habituels. Bien sûr, votre séjour est gratuit car l'hôtel est à vous - vous en êtes copropriétaire - vous ne paierez au plus juste prix que les prestations de votre période.

C'est ça, la formule Solhôtel, une formule de vacances et de placement moderne pour ceux qui ne veulent plus payer une résidence secondaire et ses charges toute l'année... pour ne s'en servir que quelques semaines par an.

Solhôtel. La multi-copropriété hôtelière.

65, avenue du Dr. Picard - 06400 Cannes Tél. : (03) 47.15.85.

Envoyez-moi la documentation sur la formule Solhôtel à 2

Nom _____

Adresse _____

(à découper ou à recopier).

ARMÉE

Pour l'armée de métier

II. — La lutte, la souffrance et la mort

par SANVAL

Dans un premier article (« le Monde » du 6 janvier), l'auteur, un officier d'active qui a demandé à conserver l'anonymat, a exposé les raisons du service militaire et le problème politique qu'il pose.

Dans le numéro de juillet 1975 de la revue « Défense nationale », page 30, le général de Boissieu constatait : «... si bien que, avec le prêt à 10 F par jour et les transports gratuits, la différence de coût entre l'armée de métier et l'armée de conscription diminue considérablement ».

A partir de Military Balance 1975-1976, j'ai tenté de dégager un certain nombre de rapports, de ratios, qui permettraient d'évaluer les coûts relatifs des forces professionnelles et de celles où l'on utilise largement l'appel. Military Balance signale d'ailleurs qu'il est très difficile de comparer des pays qui, entre autres, ne font pas le même effort de recherche, ou bien qui gèrent de façons très diverses leurs armées. Military Balance constate aussi que l'on devrait, pour tenir compte de tout, ajouter au budget des pays qui utilisent la conscription la subvention consentie à la défense par l'appel et, en famille, on peut l'évaluer à la différence entre le coût permettant de recruter sans difficulté sur le marché du travail et ce dont le consent doit se contenter. Notons au passage qu'il s'agit là d'un véritable impôt, et particulièrement inégalitaire puisque seuls ceux qui effectuent un service national, et surtout un service militaire, le paient !

L'appel revient en gros à l'Etat à 1 200 francs par mois (prêt et entretien, d'après des calculs effectués sur le titre III) du budget, soit les dépenses de fonctionnement). La Brigade des sapeurs pompiers recrute autant d'engagés qu'elle veut : la ville de Paris leur verse environ 2 200 F par mois ; on peut évaluer les charges sociales à 770 F par mois. Le coût d'un engagé recruté sur le marché du travail serait d'environ 2 970 F par mois. Donc chaque appelé verse à la Défense une somme égale à : 2 970 F - 1 200 F = 1 770 F par mois.

Pour le total des appels sous les drapeaux, cette subvention s'élève par mois à : 1 770 F x 320 000 x 12 = 6 796 800 000 F, soit 13,6 % du budget de la défense. C'est considérable, mais les ratios établis à partir de Military Balance montrent qu'il ne suffit pas de recourir à la conscription pour dépenser moins que ceux qui se paient une armée de métier.

Les nations que je compare sont la France, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, pour celles qui utilisent le contingent ; les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, pour celles qui ont recours à l'armée de métier. Le premier ratio est le quotient du budget de la défense par le nombre d'habitants. Les chiffres sont

tous exprimés en dollars américains. Le deuxième ratio est le rapport du budget de la défense au nombre de militaires payés. Il indique très grossièrement le prix de revient annuel d'un militaire et de son environnement. Là encore, le soldat ouest-allemand coûte plus cher que le soldat anglais.

armée de métier est moins élevée que certains ne l'affirment. Notons au passage que l'appel français est absent de son unité pendant trois week-ends, soit neuf jours, tous les mois, et qu'en fait la durée du service militaire est

Nations	Effectifs militaires	Budget militaire	Ratio I	Ratio II
France	503 000	12 250	233	24 354
R.F.A.	455 000	16 200	260	32 540
Pays-Bas	112 000	2 835	215	22 096
Etats-Unis	2 130 000	92 800	430	42 368
Gr.-Bretagne	345 000	10 350	184	30 676
Canada	77 000	2 960	129	38 441

On constate que le Canadien et l'Anglais paient moins que les citoyens des trois pays de l'Europe de l'Ouest qui ont choisi le service militaire obligatoire.

La qualité de la vie

Le troisième ratio compare les effectifs de l'armée de terre des six pays étudiés au nombre de régiments de combat : c'est-à-dire de régiments de l'infanterie, de l'arme blindée, de l'artillerie. Ce ratio tente d'évaluer la rigueur de la gestion des personnels et de mesurer le potentiel dissuasif ou opérationnel obtenu à partir des effectifs sous les drapeaux.

Nations	Effectifs Terre	Nombre de régiments de combat	Ratio III
France	331 500	153	2 167
R.F.A.	345 000	159	2 170
Pays-Bas	75 000	28	2 683
Etats-Unis	775 000	256	2 984
Gr.-Bretagne	174 500	101	1 732
Canada	28 000	16	1 750

Manifestement, les règles de gestion des personnels aux Etats-Unis et aux Pays-Bas sont différentes de celles des autres pays : on y a choisi la qualité de la vie pour le soldat, et le souhaitable plus que l'indispensable. Les quatre autres nations ont adopté pour leurs armées des normes de vie et de gestion assez analogues. Il est caractéristique que les chiffres soient très proches en France et en Allemagne, d'une part, au Canada et en Grande-Bretagne, d'autre part : à gestion équivalente pour obtenir un « pion » opérationnel, il faut quatre cents hommes de plus dans une armée de conscription que dans une force professionnelle. Ce ratio permet d'estimer que l'on conserverait un même potentiel d'action ou de dissuasion avec une armée de métier n'ayant que 80 % des effectifs actuels, en France ou en Allemagne fédérale. Mais — au risque de nous répéter — le coût d'une

pour l'homme du rang pratiquement égale en France et en Suisse.

C'est, je crois, l'évolution sociologique qui contraindra les hommes politiques et les responsables militaires à reconsidérer la nécessité de la conscription, et à revenir à la solution de l'armée de métier. En effet, depuis une dizaine d'années, les mœurs des pays catholiques et latins se sont énormément rapprochées de celles des nations protestantes. L'éthique de la Réforme, c'est d'abord la primauté du libre arbitre individuel contre l'autorité du groupe, donc le volontariat contre l'obligation, la spécialisation contre l'uniformité.

Dans sa préface du *Meilleur des mondes*, Aldous Huxley écrivait : «... Les plus importants projets Manhattan de l'avenir seront de gigantesques enquêtes sur ce que les hommes politiques baptisent le problème du bonheur. » Pour une majorité de nos concitoyens, le paradis, c'est aujourd'hui, sur terre, qu'il faut l'obtenir. Quand un lecteur, soldat du contingent, écrit dans le *Monde* du 27 juin 1975, page 15 :

« Face à ce pouvoir totalitaire de l'armée sur l'individu, il n'est pas étonnant que le jeune appelé éprouve un dégoût brutal, lui qui, dans le civil, participait au contraire à l'effort de libération nécessaire pour améliorer la condition humaine. » Il ne pouvait mieux évoquer le désajustement de son existence. Qui prononcera ce serment : « J'accepte d'assumer de mourir un jour en sanctionnant ainsi l'absurdité rétroactive de ce à quoi je me suis consacré, mais j'accepte également l'incertitude de voir ma vie se terminer sans qu'aucune action

Depuis 1968, en effet, la jeunesse, ou au moins sa « fraction spectaculaire », réagit beaucoup plus en fonction des idées et des schémas de Marxisme que de Marx.

Certains étudiants, certains appelés se sentent en marge, ou en opposition avec la société des adultes — dont ils ne saisissent ni la finalité ni les charges qu'elle leur impose. Le service militaire leur semble la plus spectaculaire et la plus injustifiée des contraintes matérielles et psychologiques supportées par les jeunes. A terme, cette situation, qui pour eux justifie toutes les « fusions » du service national, et renforce l'inégalité, ne peut que mettre en danger la défense tout entière. C'est que, en effet, l'armée se sent d'abord des hommes liés à la nation qui, par un contrat implicite ou explicite leur confie des armes, des munitions, et le droit de tuer dans certaines circonstances. Si la sexualité ne fait plus l'objet du moindre interdit dans nos sociétés, la mort et la souffrance sont encore plus incompréhensibles à l'homme d'aujourd'hui qu'aux contemporains de Job. Il y a quarante ans, on lutait, souffrait, mourait pour les siens, qui vous ramenaient à l'Argile première. Aujourd'hui, l'on est évacué sur l'hôpital, l'on souffre, l'on meurt entouré par des professionnels.

Le caractère anachronique, archaïque même du soldat, comme le disait fort bien le général écrivain sous le transparent pseudonyme de Claude Voldun, dans *Forces armées de mars 1975*, « c'est de rappeler à nos concitoyens ce qu'ils veulent oublier à tout prix : la lutte, la souffrance, la mort... » Mais aujourd'hui, il s'agit là d'un métier qui ne peut plus être assumé et exercé par n'importe qui. Comme l'a fort justement remarqué le docteur

Moreigne (« Officiers, pour quel office ? », revue *Défense nationale*, mai 1971). «... Supportable, le sacrifice de sa vie, s'il se résume à une valeur transcendante, patriotique ou idéologique, insupportable s'il n'a d'autre but que de consommer dans l'échec de la mission à laquelle on s'était voué. » Or c'est bien de cela qu'il s'agit. La mise en œuvre d'une force de dissuasion consacre l'échec du projet dissuasif. Comment articuler le rationnel du projet et l'absurdité de sa réalisation ? Le sacrifice demandé se situe donc dans un registre philosophique. Il va jusqu'à la renonciation de son existence. Qui prononcera ce serment : « J'accepte d'assumer de mourir un jour en sanctionnant ainsi l'absurdité rétroactive de ce à quoi je me suis consacré, mais j'accepte également l'incertitude de voir ma vie se terminer sans qu'aucune action

véritable ait fait la preuve de l'opportunité de mon choix. » Or le problème est au moins aussi crucial pour le conscrit que pour l'homme du métier des armes. Paul Thibaud (*Esprit*, oct. 75, p. 405) remarque avec raison que l'effort dissuasif « réclame des citoyens des attitudes contradictoires : une vertu romaine est exigée de tous (chacun doit être prêt à sacrifier sa vie à l'indépendance de la patrie), mais en même temps, chacun est réduit à la soumission la plus complète ». C'est qu'en effet, l'âge nucléaire et son épée de Damoclès comportent trop de risques pour que le pouvoir politique ne s'efforce pas de contrôler de façon absolue d'ailleurs que ce raisonnement est parfaitement accepté pour tout ce qui a trait au maintien de l'ordre.

Faut-il admettre que le citoyen perdrait le sens et le souci de la défense s'il n'était plus tenu à servir sous les drapeaux ? Il ne semble pas possible d'exiger du citoyen en uniforme les réflexes ou l'absence de réflexes qu'impose la dissuasion. La constitution de la police et de la gendarmerie professionnelles montre d'ailleurs que ce raisonnement est parfaitement accepté pour tout ce qui a trait au maintien de l'ordre.

Il y a manifestement, dans l'esprit des citoyens, l'incompatibilité entre armement nucléaire et conscription. Et si la jeunesse actuelle accepte l'instruction et l'entraînement militaires, elle refuse la veille sur le rempart moderne que constitue la dissuasion.

Préparer le channement

Que l'armée de métier soit presque inéluctable, les sondages le prouvent, et je crois l'avoir montré. Encore faudrait-il préparer sa venue. Les deux premières démarches consistent à vérifier quels sont les effectifs nécessaires pour nos stratégies de dissuasion et d'action extérieure : je ne connais aucune étude rationnelle, précise, chiffrée, sur ce sujet. Il faudrait ensuite établir que l'on puisse recruter les effectifs voulus parmi les jeunes hommes et femmes de notre pays. Je n'ai jamais clairement saisi pourquoi les servants de missiles stratégiques, les transmetteurs, les personnels des services devraient être essentiellement de sexe masculin. L'armée d'Israël montre que des jeunes femmes pourraient occuper une proportion sensible des postes de

défense. Pour cela, une véritable étude du marché du travail, en fonction des besoins réels de la défense, paraît nécessaire.

Il semble enfin indispensable de rassurer ceux qui craignent l'avènement d'une classe ou d'une caste militaire. Une proportion des effectifs militaires ne devrait servir que pour un contrat assez court, de deux à trois ans, de façon à assurer une osmose entre le pays et son armée. On pourrait imaginer que tout fonctionnaire soit tenu de servir pendant une période de deux ans dans un poste de défense. De nombreux emplois de cadres pourraient être remplis par des personnels n'effectuant qu'une carrière courte, mais auxquels une garantie de reclassement ou de recyclage serait offerte.

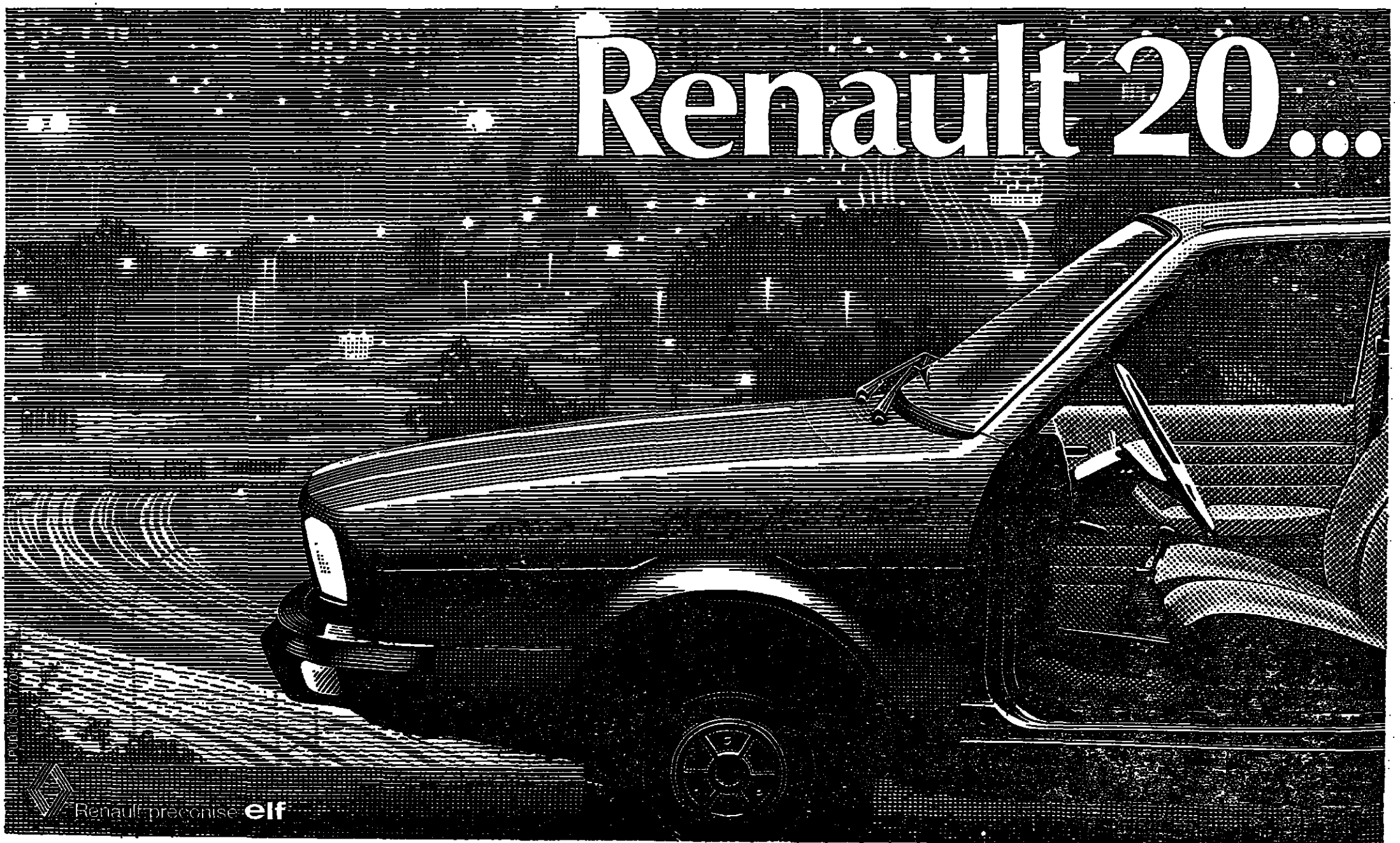
Les officiers pourraient être recrutés au niveau du DEUG par un concours comportant essentiellement des épreuves physiques, et un entretien avec une commission. Ensuite, une formation commune et courte — sensiblement celle dispensée aujourd'hui dans les pelotons d'élèves-officiers de réserve en quatre ou six mois — permettrait de les nommer aspirants. Ils serviraient alors dix-huit mois en corps de troupe. A l'issue de cette période probatoire, ils pourraient soit rejoindre Saint-Cyr, qui deviendrait donc une école de second niveau, soit revenir dans la vie civile.

Le service militaire n'a de sens qu'en conjonction avec un système de mobilisation humaine et industrielle. Or une mobilisation industrielle tous les calculs et estimations le montrent, exigerait aujourd'hui de quatre à cinq ans. L'âge moderne, industriel et nucléaire, n'est pas celui des décisions soudaines et improvisées. Les tensions sont lentes à se développer en crises. Même si une situation exigeait une « levée en masse », celle-ci resterait toujours possible. L'on oublie trop souvent qu'en 1939, en 1950, l'armée britannique, comme l'armée américaine en 1917 et en 1940, ont mis un an environ pour engager des effectifs cent ou quatre cents fois supérieurs au volume du noyau professionnel initial.

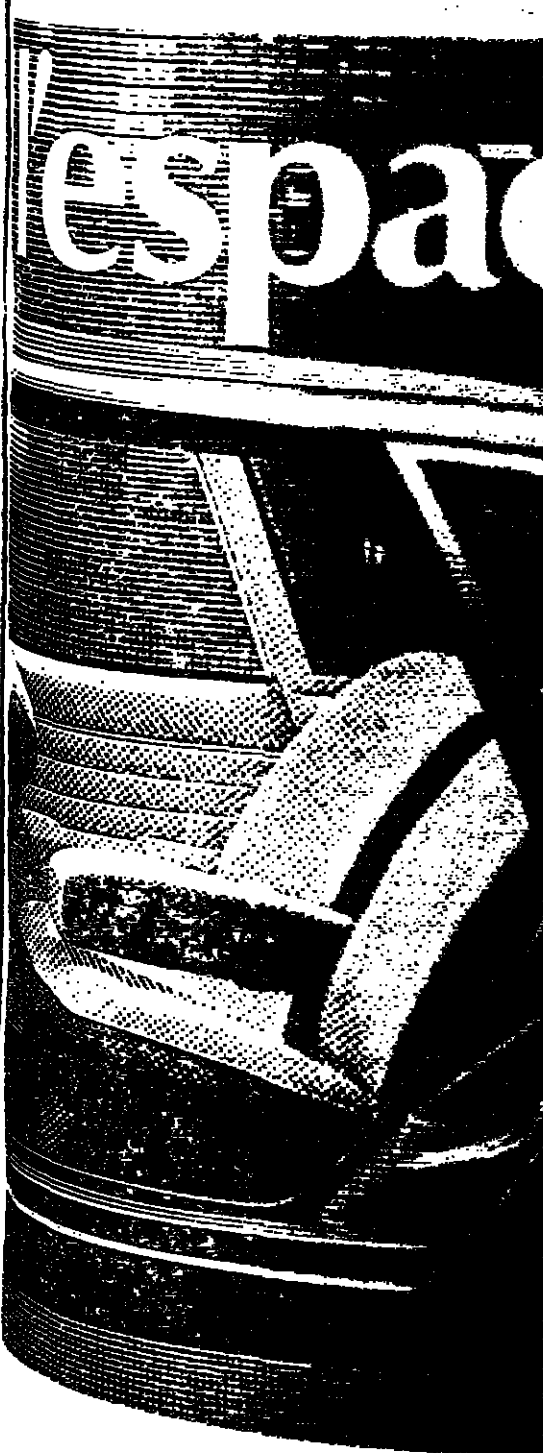
En 1870-1871, les cadres de l'armée impériale ont pu mobiliser et instruire un million neuf cent mille hommes en un an seulement, pour prendre un exemple chez nous. Celui de l'armée royale de 1789 à 1793 est aussi éloquent. Si nous refusons l'armée de métier, nous aboutissons au mieux à l'armée néerlandaise — qui coûterait fort cher sans rendre beaucoup de services. Que l'armée néerlandaise n'ait qu'une valeur relative, cela n'a d'ailleurs aucune importance, puisque les Néerlandais croient qu'ils seront défendus par les Etats-Unis. Mais, apparemment, les Français ne le croient pas et ne le veulent pas. Alors ?

FIN

(1) Military Balance 1975-1976, The International Institute for Strategic Studies, 18 Adam Street, Londres WC 2N 6 AL.



مكتبة من الأصل



ARMÉE

Avec 245 000 hectares

LES ARMÉES OCCUPENT 0,45 % DU TERRITOIRE NATIONAL

Les armées occupent 245 000 hectares, soit 0,45 % de la superficie du territoire national. C'est ce qu'a révélé M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, en réponse à une question écrite de M. Longueque, député socialiste de la Haute-Vienne, sur les superficies occupées par les installations militaires.

« Il convient de souligner, observe M. Bourges, que, parmi les immeubles du domaine militaire, il s'en trouve de fort nombreux qui ne seraient utiles qu'en temps de crise et d'autres dont les armées n'ont pas un usage permanent. Beaucoup de ces immeubles sont mis, à des titres divers et pour des durées plus ou moins longues, à la disposition de collectivités en vue d'être ouvertes au public, ou de particuliers pour une utilisation privative. En outre, plusieurs aérodromes militaires servent également au trafic aéronautique civil et disposent d'installations propres à ce trafic. »

Voici la statistique — en pourcentage — des terrains militaires dans chacun des départements français :

Alpes-de-Haute-Provence, 0,01 ; Alpes (Hautes-), 0,05 ; Alpes-Maritimes, 0,09 ; Ardèche, 0,10 ; Ardennes, 0,23 ; Ariège (a), 0,14 ; Aube, 0,17 ; Aveyron, 0,34 ; Bouches-du-Rhône, 1,25 ; Calvados (a), 0,17 ; Cantal (a), 0,16 ; Charente-Maritime, 0,23 ; Cher, 1,53 ; Corrèze, 0,03 ; Corse, 0,24 ; Côte-d'Or, 0,09 ; Côte-du-Nord, 0,04 ; Creuse, 1,14 ; Dordogne, 0,08 ; Doubs, 0,56 ; Drôme, 0,11 ; Eure, 0,23 ; Eure-et-Loir, 0,38 ; Finistère, 0,21 ; Gard, 1,04 ; Gironde (Haute-), 0,17 ; Gers (a), 0,10 ; Hérault, 0,31 ; Ille-et-Vilaine, 0,09 ; Indre, 0,23 ; Indre-et-Loire, 0,11 ; Isère, 0,20 ; Jura, 0,09 ; Landes, 1,11 ; Loire-et-Cher, 0,08 ; Loire, 0,06 ; Loire (Haute-), (a), 1,01 ; Loire-Atlantique, 0,12 ; Lot, 0,28 ; Lot, 0,28 ; Lot-et-Garonne, 0,01 ; Lozère (a), 0,10 ; Maine-et-Loire, 0,29 ; Manche, 0,20 ; Marne, 0,88 ; Mayenne (Haute-), 0,22 ; Mayenne (a), 0,10 ; Meurthe-et-Moselle, 0,78 ; Meuse, 0,60 ; Morbihan, 1,09 ; Moselle, 1,75 ; Nièvre, 0,02 ; Nord, 0,43 ; Oise, 0,14 ; Orne, 0,01 ; Pas-de-Calais, 0,08 ; Pyrénées-Orientales, 0,14 ; Pyrénées-Atlantiques, 0,05 ; Pyrénées (Hautes-), 0,07 ; Pyrénées-Orientales, 0,32 ; Rhin (Bas-), 0,59 ; Rhin (Haut-), 0,29 ; Rhône, 0,59 ; Saône-et-Loire, 0,25 ; Saône-et-Loire (a), 0,21 ; Sarthe, 0,21 ; Savoie (Haute-), (a) ; Ville de Paris, 1,18 ; Seine-Maritime, 0,08 ; Seine-et-Marne, 0,36 ; Tarn-et-Garonne, 0,01 ; Seine-Saint-Denis, 1,31 ; Val-de-Marne, 0,54 ; Val-d'Oise, 0,10.

(a) Pourcentage inférieur à 0,01 %.

RELIGION

Lendemain de fête

Pour un temps, les fêtes écoulées, leur sursis de promesse et de renouveau, leur rupture avec la grisaille quotidienne font illusion : peut-être la fatalité n'est-elle pas si dure, peut-être l'attachement est-il éphémère, peut-être l'amour et sa sœur cadette l'humanité ne sont-ils pas vains : peut-être le salut n'est-il pas un rêve et la mort un trou.

Mais, très vite, inévitablement, le coin du rideau soulevé retombe et le mécanisme, un instant suspendu, reprend ses droits. Chacun, revient à son travail, à ses pesanteurs, à sa médiocrité, à ses difficultés solidaires. Et c'est là, précisément, qu'intervient — ou plutôt n'intervient plus — la puissance rénovatrice de l'Église et de la foi qu'elle est censée alimenter. Car si la religion devenait une religion des seuls jours fériés, à quel bon ?

Ce qui arrive, aujourd'hui, à l'Église romaine offre peu de correspondances historiques. Essouffie à tous les sens du mot, la société ecclésiale se trouve projetée — de l'intérieur — dans un monde bouleversé dont c'est peu de dire qu'il est irréversible. Les premiers à le proclamer sont des évêques, des prêtres, des théologiens écartelés entre leurs racines et les tâches qu'ils doivent assumer. Tout y passe, depuis les commandements de la morale traditionnelle jusqu'aux impératifs politiques et sociaux. Si bien que l'on se demande parfois où s'écroule le spiritisme chrétien, et même s'il existe un. C'est là que quelque chose est cassé. On place Dieu dans les intervalles, aux frontières de la vie. Le courant ne passe plus entre les forces vives de la société et le spirituel. C'est à cela que l'on reconnaît la décadence d'une civilisation.

HENRI FESQUET.

La Pompadour
SOLDE
ses beaux
MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELLISSES, PEaux LAINES
Egalement
robes, ensembles, tailleurs
JERSEY
FEMMES FORTES
du 40 au 52
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^e Chaussée d'Antin

CELINE
MEN
aujourd'hui
et demain
fins de séries
au
7, Av. Victor-Hugo (Men)
58, Rue de Rennes
(département Men)

POLICE

M. Marcel Chalet est nommé directeur de la surveillance du territoire

Un important mouvement de personnel attendu depuis plusieurs semaines affecte plusieurs services de la police nationale. La nomination la plus importante concerne la direction de la surveillance du territoire, où M. Marcel Chalet succède à M. Jacques

Chartron, après que le nom de M. Alain Montarras, chef du service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités depuis le 18 juillet 1971, ait été avancé avec insistance. Un policier accède pour la première fois à la tête de la D.S.T.

M. MARCEL CHALET
directeur de la surveillance du territoire

M. Marcel Chalet, directeur adjoint de la surveillance du territoire, est nommé directeur de ce service, en remplacement de M. Jacques Chartron, nommé préfet de l'Aisne, le 2 octobre 1975.

[Né le 7 novembre 1922 à Blaise (Haute-Loire), licencié en lettres, M. Marcel Chalet entre dans la police le 1^{er} septembre 1944 en qualité de commissaire. Il est affecté à la direction de la surveillance du territoire — placée à l'époque sous l'autorité de M. Roger Wybot — où il accomplit toute sa carrière. Nommé commissaire principal le 1^{er} janvier 1967, puis divisionnaire le 1^{er} janvier 1969, il devient le 1^{er} janvier 1970, directeur adjoint du service.]

M. GUY DENIS
directeur de l'Inspection générale

M. Guy Denis, inspecteur général de la police nationale, devient directeur, chef du service d'inspection générale et de contrôle de la police nationale, en remplacement de M. Georges Delamour, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

[Né le 20 février 1919 à Fiers-de-l'Orne (Orne), M. Guy Denis est commissaire de police le 1^{er} juillet 1944, principal le 1^{er} janvier 1954, divisionnaire le 1^{er} janvier 1962. D'abord chef du service régional de police judiciaire d'Alger, il devient, après l'indépendance algérienne, successivement chef des S.R.P. de Limoges, Reims et Marseille, où il arrive, le 2 août 1967, à M^{me} Guérin. Directeur adjoint de la police judiciaire à la préfecture de police de Paris en février 1970, il est nommé inspecteur général de la police nationale le 20 février 1974.]

M. ANDRÉ DIERICKX
chef du service de la police de l'air et des frontières

M. André Dierickx, conseiller au cabinet du directeur général de la police nationale, devient chef du service de la police de l'air et des frontières en remplacement de M. Gabriel Cham, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

[Né le 14 novembre 1922 à Lille (Nord), M. André Dierickx entre dans la police en 1945 en qualité de commissaire. Principal en 1953, divisionnaire en 1965, contrôleur général en 1972, il quitte en mars 1974 la

direction départementale des polices urbaines du Val-de-Marne pour le cabinet de M. Louis Verger, directeur général de la police nationale.]

M. JEAN CAPIOD
chef du service de coopération technique internationale

M. Jean Capiod, chef du service des polices urbaines à la direction centrale de la sécurité publique, est nommé chef du service de coopération technique internationale de police, en remplacement de M. André Diefenbacher. Comme pour la surveillance du territoire, c'est la première fois qu'un policier accède à ce poste réservé jusqu'à présent à un préfet.

[Né le 21 octobre 1919 à Lons-le-Saulnier (Jura), M. Jean Capiod a fait toute sa carrière dans la sécurité publique. Commissaire le 1^{er} août 1942, principal le 1^{er} janvier 1954, divisionnaire le 23 mai 1965, il devient contrôleur général le 1^{er} septembre 1972.]

M. GASTON BARBE
chef du service des polices urbaines

M. Gaston Barbe, directeur départemental des polices urbaines du Rhône, est nommé chef du service des polices urbaines à la direction centrale de la sécurité publique, en remplacement de M. Jean Capiod.

[Né le 12 octobre 1917, à Belfort (Territoire de Belfort), M. Gaston Barbe est commissaire de police le 18 décembre 1940, principal le 1^{er} octobre 1951, divisionnaire le 21 janvier 1964, puis contrôleur général le 14 octobre 1972.]

MM. MAURICE PAOLI et ANDRÉ BÉGUÉ
inspecteurs généraux de la police nationale

M. Maurice Paoli quitte la direction du cabinet de M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale, et est nommé inspecteur général de la police nationale.

[Contrôleur général depuis le 1^{er} janvier 1973, M. Maurice Paoli était sous-directeur à la direction centrale des renseignements généraux lorsqu'il fut nommé, en septembre 1973, directeur du cabinet de M. Robert Pandraud.]

De son côté, M. André Bégué, coordonnateur des services de police en Corse depuis le 27 août

1975, a été nommé inspecteur général.

[Né le 9 avril 1923, M. André Bégué, licencié en droit et en lettres, entre dans la police en 1949. Il accomplit l'essentiel de sa carrière à la préfecture de police de Paris, avant de devenir, en 1971, directeur départemental des polices urbaines de la Seine-Saint-Denis, où il lance de nombreuses expériences de lutte contre la criminalité et de prévention : police de protection des mineurs, école « anti-hold-up » pour le personnel des banques, création d'un « bureau de relations humaines », etc. Le 27 août 1975, après les événements d'Algérie et de Bastia, en Corse, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, le charge d'une mission de coordination des services de police auprès de M. Jean Riollet, préfet de la région Corse.]

M. RAYMOND CHAM
directeur des R.G.
à la préfecture de police

M. Raymond Cham, directeur adjoint des renseignements généraux à la préfecture de police, devient directeur de ce service en remplacement de M. Roger Chaix, nommé préfet délégué pour la police à Lyon, le 23 octobre 1975.

[Né le 6 mars 1920 à Croissances (Haute-Loire), M. Raymond Cham entre dans la police comme commissaire le 8 juillet 1942. Principal le 1^{er} janvier 1954, divisionnaire le 30 décembre 1964, il est sous-directeur à la direction centrale des renseignements généraux le 1^{er} septembre 1971, puis directeur adjoint des renseignements généraux à la préfecture de police le 1^{er} janvier 1974.]

M. ROGER DEGRANGE
adjoint au directeur de la police municipale

M. Roger Degrange, sous-directeur de la police municipale à la préfecture de police, est nommé adjoint au directeur de ce même service.

[Né le 1^{er} mars 1920 à Paris, M. Roger Degrange entre à la préfecture de police en 1943 en qualité de commissaire. Principal en 1954, divisionnaire en 1961, il demande, le 1^{er} octobre 1969, sa mise en disponibilité pour entrer à la régie nationale des usines Renault. Il réintègre la police parisienne le 20 août 1970. Chef du septième district, il commande le 5^{ème} jusqu'au 31 juillet 1971 le maintien de l'ordre au quartier Latin, où éclatent des manifestations qui dégénèrent en pillages. Relégué de son commandement, retiré des services actifs, il est affecté à l'administration centrale de la préfecture de police, chargé de la sous-direction des services généraux et de gestion opérationnelle de la police municipale, mais l'année suivante il est nommé sous-directeur des services actifs de la police nationale.]

20...

l'espace en plus

9 cv. traction avant

Les Renault 20 L : 31.000 F, TL : 32.100 F, GTL : 35.100 F. Prix clés en main au 5-1-76.

POLICE

EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{er} JANVIER Le nouveau règlement intérieur des C.R.S. va permettre d'améliorer la situation matérielle du personnel

Un nouveau règlement intérieur est en vigueur depuis le 1^{er} janvier dans les compagnies républicaines de sécurité, en fait, le texte vient d'être signé par le directeur général de la police nationale avant d'être présenté, le 1^{er} janvier, au comité technique paritaire. Il se substitue à un régime appliqué depuis le 8 novembre 1948 et qui, élaboré dans une période de grande tension politique, quelques mois après une vaste épurée des unités, se préoccupait davantage d'efficacité du service que de situation du personnel.

Le nouveau règlement, au contraire, concerne plus largement les conditions de vie et de travail des fonctionnaires. Il vient compléter le processus de revalorisation de la fonction entamée depuis quelques mois. Le 1^{er} octobre dernier, le principe des heures supplémentaires était acquis pour les C.R.S. en déplacement; il restait à préciser les clés d'attribution des crédits ou des récupérations correspondantes. C'est chose faite avec le nouveau règlement intérieur qui va très vite se traduire, notamment pour les hommes du rang, par une amélioration sensible des revenus.

Certains responsables syndicaux ont, en effet, calculé que, compte tenu de la fréquence et de la longueur des déplacements (jusqu'à sept mois par an pour certaines unités) et de l'importance des sujétions (des horaires hebdomadaires de soixante-douze heures sont courants, un jeune gardien comptant quelques années de formation pourrait, toutes primes comprises, gagner environ 4 500 francs par mois).

Jusqu'ici, le fonctionnaire en déplacement percevait une indemnité journalière d'absence temporaire variant actuellement de 35 à 45 francs par jour selon la durée du séjour et le grade considéré — qui le rendait, au dire des syndicats, «*zéro*» et «*corrélatif à zéro*», le commandement pouvait mobiliser le personnel aussi longtemps qu'il le désirait. Non seulement l'indemnité est maintenue dans le nouveau règlement, mais il va désormais s'y ajouter des heures supplémentaires — à 16,84 francs l'heure — attribuées dès que l'horaire normal de travail (sept heures une par jour) sera dépassé, selon des modalités dépendant de la nature de la mission demandée.

En donnant une définition du travail, l'article 97 du nouveau règlement prévoit des cas de congé lorsque l'unité est à sa base, et deux cas d'astreinte lorsqu'elle est en déplacement. La consigne n° 1 (domicile) est considérée comme un travail dans la limite d'un sixième du temps de consigne si le fonctionnaire n'est pas logé par l'administration et d'un douzième du temps dans le cas contraire. La consigne n° 2 (au casernement) est intégralement assimilée à un travail.

L'astreinte n° 1 (temps obligatoire pendant lequel les divers commandements) est comptée comme temps de travail pour le quart de sa durée. L'astreinte n° 2 (présence en tenue au casernement pour être prêt à exécuter une mission inopinée et à rejoindre le lieu de rassemblement et d'embarquement dans un délai de dix minutes) est intégralement comptée comme temps de travail.

Le volume d'heures supplémentaires administrativement reconnues va donc être très important. Le principal syndicat de gardiens et grades de C.R.S., le Syndicat national indépendant et professionnel (SNIP), souhaite qu'elles soient dans la mesure du possible payées plutôt que compensées. Elles se traduiraient ainsi chaque mois par une augmentation.

BONN EST FAVORABLE A UN PACTE EUROPÉEN ANTI-TERRORISME

La suggestion faite par le premier ministre britannique M. Harold Wilson, au conseil européen de Rome (le Monde du 30 décembre 1975), de réunir une conférence européenne contre le terrorisme est approuvée par la République fédérale M. Malhofer. Le ministre de l'intérieur de la République fédérale M. Malhofer, s'est prononcé, dimanche 4 janvier, pour la conclusion d'un pacte antiterrorisme entre les États de la Communauté européenne, premier pas vers une convention internationale.

Dans une interview diffusée par la radio de Stuttgart, M. Malhofer a estimé que la lutte contre le terrorisme devait être internationalisée, dans la mesure où celui-ci s'organise sur le plan international. M. Malhofer a indiqué qu'il proposerait à la prochaine conférence des ministres de l'intérieur européens la conclusion d'un tel pacte.

TRÉCA EPÉDA SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie présentent leur gamme complète chez : **CAPELOU**
DISTRIBUTEUR
EXPOSITION ET DÉMONSTRATION DE VENTE
37, av. de la République
PARIS XI^e - Tél. 357.46.35 +
Métro PARENTIER

天理
Parlez donc **JAPONAIS!**
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
rue Victor-Considérant Paris-14^e Tél. 633-11-84

concerne plus largement les conditions de vie et de travail des fonctionnaires. Il vient compléter le processus de revalorisation de la fonction entamée depuis quelques mois. Le 1^{er} octobre dernier, le principe des heures supplémentaires était acquis pour les C.R.S. en déplacement; il restait à préciser les clés d'attribution des crédits ou des récupérations correspondantes. C'est chose faite avec le nouveau règlement intérieur qui va très vite se traduire, notamment pour les hommes du rang, par une amélioration sensible des revenus.

Certains responsables syndicaux ont, en effet, calculé que, compte tenu de la fréquence et de la longueur des déplacements (jusqu'à sept mois par an pour certaines unités) et de l'importance des sujétions (des horaires hebdomadaires de soixante-douze heures sont courants, un jeune gardien comptant quelques années de formation pourrait, toutes primes comprises, gagner environ 4 500 francs par mois).

Jusqu'ici, le fonctionnaire en déplacement percevait une indemnité journalière d'absence temporaire variant actuellement de 35 à 45 francs par jour selon la durée du séjour et le grade considéré — qui le rendait, au dire des syndicats, «*zéro*» et «*corrélatif à zéro*», le commandement pouvait mobiliser le personnel aussi longtemps qu'il le désirait. Non seulement l'indemnité est maintenue dans le nouveau règlement, mais il va désormais s'y ajouter des heures supplémentaires — à 16,84 francs l'heure — attribuées dès que l'horaire normal de travail (sept heures une par jour) sera dépassé, selon des modalités dépendant de la nature de la mission demandée.

En donnant une définition du travail, l'article 97 du nouveau règlement prévoit des cas de congé lorsque l'unité est à sa base, et deux cas d'astreinte lorsqu'elle est en déplacement. La consigne n° 1 (domicile) est considérée comme un travail dans la limite d'un sixième du temps de consigne si le fonctionnaire n'est pas logé par l'administration et d'un douzième du temps dans le cas contraire. La consigne n° 2 (au casernement) est intégralement assimilée à un travail.

L'astreinte n° 1 (temps obligatoire pendant lequel les divers commandements) est comptée comme temps de travail pour le quart de sa durée. L'astreinte n° 2 (présence en tenue au casernement pour être prêt à exécuter une mission inopinée et à rejoindre le lieu de rassemblement et d'embarquement dans un délai de dix minutes) est intégralement comptée comme temps de travail.

Le volume d'heures supplémentaires administrativement reconnues va donc être très important. Le principal syndicat de gardiens et grades de C.R.S., le Syndicat national indépendant et professionnel (SNIP), souhaite qu'elles soient dans la mesure du possible payées plutôt que compensées. Elles se traduiraient ainsi chaque mois par une augmentation.

BONN EST FAVORABLE A UN PACTE EUROPÉEN ANTI-TERRORISME

La suggestion faite par le premier ministre britannique M. Harold Wilson, au conseil européen de Rome (le Monde du 30 décembre 1975), de réunir une conférence européenne contre le terrorisme est approuvée par la République fédérale M. Malhofer. Le ministre de l'intérieur de la République fédérale M. Malhofer, s'est prononcé, dimanche 4 janvier, pour la conclusion d'un pacte antiterrorisme entre les États de la Communauté européenne, premier pas vers une convention internationale.

Dans une interview diffusée par la radio de Stuttgart, M. Malhofer a estimé que la lutte contre le terrorisme devait être internationalisée, dans la mesure où celui-ci s'organise sur le plan international. M. Malhofer a indiqué qu'il proposerait à la prochaine conférence des ministres de l'intérieur européens la conclusion d'un tel pacte.

TRÉCA EPÉDA SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie présentent leur gamme complète chez : **CAPELOU**
DISTRIBUTEUR
EXPOSITION ET DÉMONSTRATION DE VENTE
37, av. de la République
PARIS XI^e - Tél. 357.46.35 +
Métro PARENTIER

天理
Parlez donc **JAPONAIS!**
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
rue Victor-Considérant Paris-14^e Tél. 633-11-84

天理
Parlez donc **JAPONAIS!**
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
rue Victor-Considérant Paris-14^e Tél. 633-11-84

天理
Parlez donc **JAPONAIS!**
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
rue Victor-Considérant Paris-14^e Tél. 633-11-84

CARNET

Naissances

— Claire Paillet et Yves Chéreau ont annoncé la naissance de leur fils Maxime, le 3 janvier 1976.

— M. Eric de Dinacchia et Mme. née Anne Desvignes, ont la joie d'annoncer la naissance de Sébastien, le 17 novembre, 7, rue Joffre-Duval, 75019 Paris.

— M. et Mme Simon Fillion, Paul-Henri et Rosalinde, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille et leur fils, le 2 janvier 1976, 10, rue Jean-Moulin, 92120 Saint-Gratien.

— Le docteur Jean-Pierre Jahnoussi et Mme. née Caroline de Baillon-Courrou, ont la joie d'annoncer la naissance d'Églantine, le 1^{er} décembre 1975, 66, rue Monge, 75005 Paris.

Mariages

— M. et Mme Marcel Condamin, M. et Mme Pierre Laroque, sont heureux de célébrer le mariage, célébré dans l'intimité le 19 décembre 1975, de leurs enfants Marie-Françoise et Michel.

— Dominique Debreuille, Marie-Louise Plassard, ont le plaisir d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité le 20 décembre 1975, à Laila, 3, rue Gustave-Delory, 59000 Lille.

— M. et Mme P. Jayet, Robert et Marie-Françoise, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants, le 27 décembre 1975, 12, rue du Bœuf, 69005 Lyon.

— Sylviane Siméoni et Bernard-Marie Boyer sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le mardi 30 décembre 1975 en l'église Saint-Médard, à Paris.

— Robert et Marie-Françoise Abriach, et leur fille Rosalie, Robert et Liliane Schoucaut, et leurs enfants Roy et Alain, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Victoria ABRECHER, épouse d'Alain, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-sixième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Jean-Pierre Gauthier, M. et Mme Jacques Gauthier, M. et Mme Jean-Michel Daniel, M. et Mme Jean-Jacques et Laurent Gauthier, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Gauthier, épouse de M. Jean-Pierre Gauthier, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

On nous prie d'annoncer le

décès de M. Gilbert DREYFUS, ingénieur général, des ponts et chaussées, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite, chevalier des Palmes académiques, survenu à Metz, le 29 décembre 1975, dans sa soixante-et-unième année. Les obsèques ont eu lieu à Nancy, le 31 décembre 1975.

De la part de M. et Mme Gilbert Dreyfus, son épouse, M. et Mme Jean-Pierre Dreyfus, ses filles, et de toute la famille, 10, rue Winston-Churchill, Metz.

(Né à Sierre (Suisse) en 1915, M. Gilbert Dreyfus avait été successivement ingénieur en chef des ponts et chaussées de la Moselle, directeur de l'équipement de ce département, chef du service régional de l'équipement de Lorraine, puis inspecteur général de la 13^e circonscription (Champagne-Ardenne).)

— Nous apprenons le décès de M. Robert FOUQUART, administrateur civil, (Né le 29 septembre 1907 à Avion (Pas-de-Calais), Robert Foucart est devenu chef du secrétariat particulier de Guy Mollet en 1946, lorsque ce dernier a été élu secrétaire général de la S.F.I.O. Il a occupé cette fonction tout au long de la carrière de l'ancien président du conseil.)

— Troyes. Les obsèques religieuses de M. René GALLIOT, décédé subitement à Zurich, muni des sacrements de l'Eglise et entouré de sa famille, ont été célébrées le 31 décembre, à 10 h. 30, en la cathédrale de Troyes.

De la part de M. et Mme René Galliot-Charpentier, M. et Mme Monique et Adam Schreiber-Galliot, M. et Mme Jean-Pierre Galliot, M. et Mme Jean-Jacques et Laurent Galliot, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Galliot, épouse de M. René Galliot, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

On nous prie d'annoncer le

décès de M. Gilbert DREYFUS, ingénieur général, des ponts et chaussées, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite, chevalier des Palmes académiques, survenu à Metz, le 29 décembre 1975, dans sa soixante-et-unième année. Les obsèques ont eu lieu à Nancy, le 31 décembre 1975.

De la part de M. et Mme Gilbert Dreyfus, son épouse, M. et Mme Jean-Pierre Dreyfus, ses filles, et de toute la famille, 10, rue Winston-Churchill, Metz.

(Né à Sierre (Suisse) en 1915, M. Gilbert Dreyfus avait été successivement ingénieur en chef des ponts et chaussées de la Moselle, directeur de l'équipement de ce département, chef du service régional de l'équipement de Lorraine, puis inspecteur général de la 13^e circonscription (Champagne-Ardenne).)

— Nous apprenons le décès de M. Robert FOUQUART, administrateur civil, (Né le 29 septembre 1907 à Avion (Pas-de-Calais), Robert Foucart est devenu chef du secrétariat particulier de Guy Mollet en 1946, lorsque ce dernier a été élu secrétaire général de la S.F.I.O. Il a occupé cette fonction tout au long de la carrière de l'ancien président du conseil.)

— Troyes. Les obsèques religieuses de M. René GALLIOT, décédé subitement à Zurich, muni des sacrements de l'Eglise et entouré de sa famille, ont été célébrées le 31 décembre, à 10 h. 30, en la cathédrale de Troyes.

De la part de M. et Mme René Galliot-Charpentier, M. et Mme Monique et Adam Schreiber-Galliot, M. et Mme Jean-Pierre Galliot, M. et Mme Jean-Jacques et Laurent Galliot, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Galliot, épouse de M. René Galliot, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne Hôlé, épouse de M. Jean-Pierre Hôlé, le 2 janvier 1976, dans sa soixante-deuxième année, à Bédard (Liban).

— M. et Mme Henry Granjon, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Jean-Pierre Hôlé et leurs enfants, M. et Mme Henry Voss, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

LES QUATRE

une coloration progressive

— Jean-François et Catherine Tintin, Florence, Olivier et David, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne TINTIN, survenue, le 1^{er} janvier 1976, à l'âge de deux mois et demi.

— Mme Albert Zessler, ses enfants et petits-enfants, prient d'annoncer le décès de

M. Albert ZESSLER, survenu le 3 janvier 1976.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Montmartre mercredi 7 janvier, à 11 heures, entrée principale, 20, avenue Rachel, 75018 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris.

Remerciements

— Mme Marie-Hélène Chemille-Guenou, résidente, 2, avenue des Vignes, à Saint-Clément 82100, remercie de tout cœur, pour son fils Fabrice Chemille, pour sa famille, pour elle-même, toutes les personnes qui ont pensé à eux et leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de son fils.

Le docteur Emmanuel CRENTELL.

— Mme Antoine-François OETOLI, ses enfants et petits-enfants, remercient tous leurs parents et amis pour la sympathie qu'ils leur ont témoignée à l'occasion de la disparition de

M. Antoine-François OETOLI, survenue le 15 décembre 1975.

Avis de messe

— La direction de la Librairie Hachette célébre une messe en souvenir de

Mlle Thérèse MAES, décédée accidentellement le 17 juillet 1975, en l'église Saint-Séverin, rue Saint-Séverin, 75006 Paris, le vendredi 9 janvier 1976, à 9 heures.

Anniversaires

— A ceux qui ont connu et aimé une jeune Marie SPITZ, une messe sera célébrée pour le troisième anniversaire de son retour à Dieu.

Une messe sera célébrée, le 11 janvier 1976, à 11 h. 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Roule-Malmou.

— M. Paul-André JOLY, inspecteur général d'agriculture d'outre-mer, capitaine honoraire du 81^e régiment, survenu le dimanche 4 janvier, à Carcassonne, 97, rue Auguste-Rodin, Les obsèques ont eu lieu mardi 6 janvier, à 10 heures, au temple rue Antoine-Marty.

Inhumation cimetière de Lacombe.

— La Rouvière - Paris-Marseille. Mme Veuve André Joly, M. et Mme Michel Dajlich et leurs enfants, M. et Mme Jean-Jacques Martin et leur fille, Famille Pierre Martin, Mlle Pellegrini, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur Henri MARTIN, chevalier de la Légion d'honneur, survenu dans sa soixante-quatrième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Garches (Seine) le lundi 8 janvier, à 11 heures.

On ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Christian Dior
SOLDES
FOURRURE
les 6, 7 et 8 janvier
10 h - 12 h 30
14 h 30 - 18 h 30
32, avenue Montaigne
12, rue Boissy-d'Anglos

AUX TROIS QUARTIERS
mercredi 7, jeudi 8, vendredi 9 janvier
SOLDES
dans tous nos rayons de nouveautés femmes, enfants et ameublement

Le Monde
BOISSIERS
ET DOCUMENTAIRE
LE MONDE DE JAUSS
ET JAUSS
PARIS
QUI BOUG
LE BUDGET
DE L'ETAT

天理
Parlez donc **JAPONAIS!**
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
rue Victor-Considérant Paris-14^e Tél. 633-11-84

天理
Parlez donc **JAPONAIS!**
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
rue Victor-Considérant Paris-14^e Tél. 633-11-84

L'ÉVÉNEMENT La nouvelle radio-télévision d'État a un an

LE 6 janvier 1975, l'O.R.T.F. disparaissait. Quatre sociétés nationales de programmes (TF1, A2, FR3 et Radio-France), une société à capitaux publics (la Société française de production audiovisuelle) et deux établissements publics (l'Institut national de l'audiovisuel) lui succédaient. Les recettes tirées de la redevance de l'ex-O.R.T.F. (et de la publicité) étaient réparties entre les quatre sociétés de programmes qui les reversaient à leur tour aux trois autres organismes. Dix mois plus tard, tandis que les grèves se multipliaient sur les ondes nationales — en raison de désaccords persistants entre les syndicats et les directions (des sociétés de programmes et de la S.F.P.) sur la répartition des recettes collectives destinées à remplacer le statut de l'O.R.T.F. à partir du 31 décembre 1975, — les députés refusèrent de voter l'autorisation de percevoir la redevance pour 1976. Les décrets de rétablissement, quelques jours plus tard, mais amputés de 5 francs (155 francs pour le noir et blanc, 235 francs pour la couleur), ce qui représentait une perte moyenne de 3 % de recettes pour les sociétés de programmes.

Pourquoi ces conflits ? Pourquoi cette hostilité à des organismes à peine mis en place ? Le système est-il déjà remis en cause ? On a bien condamné l'O.R.T.F., dont le dernier exercice a été, au prix de durs efforts (mais malgré d'importantes pertes de recettes publicitaires), bénéficiaire : on a condamné l'O.R.T.F. parce qu'il était « ingouvernable ». Des chaînes compétitives, mais restant nationales : M. Valéry Giscard d'Estaing a profité d'une réception de nouvel an à laquelle étaient conviés les journalistes accablés à l'Elysée pour trouver l'expérience concluante. Tout en estimant souhaitable un renforcement des pouvoirs des conseils d'administration des chaînes composées, rappelons-le, de six membres, dont deux représentants de l'État, un parlementaire,

une personnalité de la presse écrite, une autre du monde culturel, et un représentant du personnel. Mais la gestion de ces entreprises d'État, soumises aux normes de la rentabilité, est-elle réellement viable ? Les présidents d'A2 et de Radio-France qui contestaient leur budget en début d'année n'ont pas clairement fait le point de leur situation actuelle. Sur A2, par exemple, où l'équilibre comptable des prévisions avait été obtenu en surévaluant les recettes publicitaires — qui ont été moindres qu'espérées —, l'exercice s'achève sans que les obligations des cahiers des charges vis-à-vis de la S.F.P. soient parfaitement remplies, puisque M. Edeline a consenti des reports aux sociétés de programmes.

Et la S.F.P. aussi, où va-t-elle ? Elle n'a pas reçu l'ensemble des sommes — une proportion dégressive de son chiffre d'affaires — que lui garantissait le gouvernement ; elle n'a pas vraiment réussi cette année sa percée dans le secteur cinématographique ; mais, déjà, elle se lance dans l'avenir — à la fois — de la création d'un circuit audiovisuel commercial... En fait, en déviant l'O.R.T.F., on a peut-être multiplié les maux.

On peut se référer sur ce point aux analyses de M. Le Tac : celui-ci affirme, dans son rapport devant le Parlement, que la double compétition instituée entre les sociétés, portant sur la répartition de la redevance et sur la conquête de nouvelles audiences pour améliorer la rentabilité des espaces publicitaires, pousse Antenne 2, par exemple, à provoquer des polémiques — non « déscriptives », afin d'atténuer l'effet de désaffection du public, fidèle à la première chaîne, d'une part, et attiré par les films de FR3, d'autre part.

Par ce biais, on revient aux programmes. Ce ne sera toutefois pas pour incriminer les présidents des sociétés : ils sont placés devant des situations créées par la loi et par les cahiers des charges, ces cahiers

des charges qui déterminent des obligations générales — le « service public » — et des obligations particulières — le nombre des films, le développement de certains programmes, la diffusion d'émissions de défense des consommateurs, etc., — et compensent le système de concurrence qui fait dépendre les recettes des chaînes de leur audience (et de l'appréciation de la qualité de leurs émissions).

On dit cependant que les téléspectateurs satisfaits : on les a « satisfaits » en portant à une dizaine le nombre de films diffusés par semaine. Pour le reste on a comblé l'antenne à bon compte, tantôt avec finesse (« Le petit rapporteur »), tantôt avec démagogie (« Ya un truc »). Mais peut-on créditer une loi qui a provoqué tant de déceptions, qui laisse de nombreux créateurs, auteurs, producteurs, réalisateurs, sans travail, peut-on créditer tout un système de quelques succès isolés, souvent mis en chantier au temps de l'O.R.T.F. ? Celui-ci n'en aurait-il pas fait autant ?

Toutes les émissions de « création » diffusées cette année, et auxquelles on a porté intérêt, sont des héritages de l'ex-O.R.T.F. Et aucune loi n'était nécessaire pour rendre possible des réalisations heureuses comme le *Don Giovanni* de l'Opéra.

Ce que la loi a modifié radicalement, ce sont les journaux télévisés. Malgré les efforts de Pierre Desgranges, de Jacqueline Baudrier ou de Jean Lefèvre, ceux-ci, au temps de l'O.R.T.F., n'étaient pas véritablement parvenus à trouver des styles distincts. C'est chose faite. « Journal » de Gicquel ou « Journal » de Thomas, ici plus d'informations, là plus de commentaires, sont l'objet d'un choix ; leur écoute, peut-être grâce au jeu de Gérard Méjard sur A2, tend à devenir égale certains jours.

Mais, qu'on ne se laisse pas abuser par les apparences : l'information n'est pas l'enjeu principal de cette compétition. Les deux premières

chaînes, dont les créneaux publicitaires aux tarifs les plus élevés sont placés en début de soirée, se battent, avec les mêmes armes et les mêmes motivations que les stations de radio périphériques, pour fixer leur auditoire autour de cet horaire. L'éphémère horoscope de 20 h. 20 sur A2 — il est maintenant en fin de soirée — répondait aussi à cette nécessité.

Ainsi, par la stratification des débuts de soirée, le support publicitaire que représente le petit écran se précise : ce ne sont pas encore les émissions patronnées (que la loi interdit), mais de plus en plus les annonceurs veulent savoir ce qu'ils achètent ; et, de plus en plus, par conséquent, les responsables des programmes sont contraints de reconstruire, selon des schémas sans cesse plus répétés, la structure de leurs soirées, afin d'offrir des garanties d'audience — dont ils espèrent qu'elles assureront leurs recettes. Servitude qui affecte même le contenu des programmes : quand A2, par exemple, ne diffuse pas toutes les émissions de défense des consommateurs — pourtant prévues par les cahiers des charges — afin de ne pas lasser les annonceurs.

Entre la nécessité d'économiser et une certaine interdiction du risque réel, la marge des dirigeants des deux chaînes-phares qui constituent la télévision commerciale d'État apparaît très réduite. Mais si ce sont là les handicaps les plus criants du système — ne parlons pas d'absurdités comme la dispersion des organismes contraints de se trouver de nouveaux sièges sociaux à travers la capitale, — le système a eu le mérite de ne pas s'effondrer, permettant à M. Rosel de déclarer : « Nous constatons que les trois notions recherchées et voulues par la loi, à savoir l'autonomie, la compétition et la responsabilité, sont acquises. »

LES QUATRE SOCIÉTÉS DE PROGRAMMES

TF1 : une coloration progressive

La Société nationale de télévision française (TF1) est le seul organisme issu de la loi du 7 août 1974 consécutive à la dissolution de l'O.R.T.F. qui ait à sa tête un directeur de deux personnes, composé d'un président (M. Jean Cazeneuve) et d'un directeur général (M. Jean-Louis Guillaud). TF1 est également la seule société de programmes dont les orientations soient définies, en cinq principes, par son président agrégé de philosophie et membre de l'Institut.

« D'abord, il faut que la télévision diffuse, déclare M. Cazeneuve dans une brochure distribuée à la presse, elle doit s'attacher non pas à reproduire ce qui, dans l'existence, est banal et vulgaire, mais à déceler ce qui est significatif ; les programmes doivent correspondre aux goûts mais aussi aux aspirations du public ; aider à accepter la condition humaine pour offrir la liberté d'en chercher les issues ; privilégier la qualité et susciter un renouvellement créateur inscrit dans des régularités ». Et, enfin, donc, mais aussi besoin de sécurité.

On n'est guère étonné dans ces conditions que, bien que TF1 ait

A2 : un organisme peu hiérarchisé

Voilà un an qu'Antenne 2 a ouvert ses portes. Le 6 janvier 1975, Marcel Juhan, président-directeur général, présentait, alors, son équipe aux téléspectateurs. Il parlait de télévision « neuve », de dramatiques importantes, de spectacles. Il se définissait comme un « homme de programmes » et non « un homme de la production ». Les après-midi d'un Armand Jammot déjà producteur des « Dossiers de l'écran » et du jeu « Des chiffres et des lettres ». Une petite société naissante, à l'organisation ouverte et peu hiérarchisée, dit aujourd'hui M. Grangier-Cabannes, nouveau directeur du cabinet de M. Juhan, où chaque chef de service est responsable de son budget, de son personnel. A huit cent soixante-deux personnes travaillent à Antenne 2 : 131 journalistes, 160 techniciens pour la production, 24 ouvriers, 25 cadres supérieurs et 27 employés de service. En tout, près de 3 500 heures de programmes sont diffusées dans l'année, avec des rendez-vous de qualité. Les programmes sont diffusés dans l'année, avec des rendez-vous de qualité. Les programmes sont diffusés dans l'année, avec des rendez-vous de qualité.

FR3 : une chaîne différente

Nationale, régionale, d'outre-mer, issue de la loi du 7 août 1974, qui a fait une chaîne « différente », la société France Régions 3 — la plus jeune de toutes les chaînes — a encore un début, disait M. Maurice Cazeneuve en octobre dernier — comporte pour répondre à ses différentes missions, quatre directions placées sous l'autorité du président M. Claude Contamine. La direction de la chaîne nationale (M. Maurice Cazeneuve), la direction des régions (M. Claude Contamine), la délégation aux stations d'outre-mer (M. René Han), la direction administrative et financière (M. Noël Sagot).

En tout, trois mille deux cent onze personnes, le plus gros effectif de toutes les sociétés, le plus dispersé aussi puisqu'on le retrouve sur quatre coins de France et du monde (19 % à Paris, 8 % dans les régions, 16 % dans les DOM-TOM).

FR 3 est la seule société, avec Radio-France, à vivre sans recettes publicitaires. Son budget, composé d'une part de la redevance, s'est élevé à 783 880 millions de francs en 1975. Il passe à 894 256 millions de francs en 1976.

Cette somme, inférieure de 3 % au montant du budget de l'ensemble des chaînes nationales, provient en partie d'un manque à gagner de 24 millions de francs pour la chaîne, qui a dû modifier ainsi quelques-uns de ses projets. La mise en route de la nouvelle grille des émissions de télévision régionale est retardée au 22 mars (elle devait commencer le 6 janvier) ; le passage à la couleur de dix centres d'actualités télévisées, l'établissement de la Nouvelle-Calédonie, sont différés. La programmation de la chaîne nationale ne se trouve pas affectée.

« Ce que nous voulons réaliser — et nous le réaliserons, — c'est la recherche approfondie de nouvelles formes d'actualités télévisées », disait M. Maurice Cazeneuve en décembre 1974.

LES AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Présidé par M. Jean-Charles Édouard, la Société de production audiovisuelle a hérité des moyens de production lourds de l'ex-O.R.T.F. Jusqu'en 1980, les cahiers des charges des sociétés de programmes assurent une garantie (dégressive) de ses ressources : 438 millions de francs, environ, en 1976. Outre les prestations de services aux sociétés de programmes, la S.F.P. entend diversifier ses activités, aussi bien dans le secteur de la production télévisée que du cinéma et de l'audio-visuel de groupe (télévision par câble, vidéo-cassettes, etc.). M. Edeline considère qu'en 1980 la télévision ne représentera plus qu'un tiers de ses activités (le Monde a daté 14-15 décembre).

→ T.D.F.

L'établissement public Télédiffusion de France, a signé et garanti le monopole d'État sur la radio-télévision, que préside M. Jean Antia, assure les services d'équipement technique, de maintenance, de rénovation et de recherche des réseaux électromagnétiques de l'ex-O.R.T.F. Il recevra en 1976 quelque 600 millions de francs des sociétés de programmes, et 67,9 millions de francs perçus en prépaiement sur la redevance. Parmi ses principales activités pour les années à venir : la mise en contact du réseau de TF1 (pour l'opération 315-625 lignes, jusqu'en 1980), l'achèvement de la couverture du territoire par FR 3, l'effacement de certaines zones d'ombre, T.D.F. détient d'autre part 50 % des actions de la Société française de télédiffusion.

→ L'INA

L'Institut national de l'audio-visuel, que préside M. Pierre Emmanuel, a repris les activités de recherche, de formation et de conservation de l'ex-O.R.T.F. Les sociétés de programmes lui verseront quelque 44 millions de francs en 1976, au titre de leur cahier des charges.

→ GIRATEV

Les sociétés issues de l'ex-O.R.T.F. ont constitué un groupe d'intérêts économiques (G.I.E.) pour exploiter en commun les moyens de traitement informatique dont disposait l'Office.

LA REDEVANCE ET LES SONDAGES

Fixée pour 1976 à 235 F pour les récepteurs couleur et à 155 F pour les postes noir et blanc (soit un tarif radio-télévision inchangé à 30 F), la redevance versée par les usagers est répartie en fonction de la loi du 7 août 1974 par une commission spécialement constituée à cet effet et selon un mécanisme complexe.

Quatre pour cent environ du budget des chaînes — ce qui est considérable, étant donné l'importance des charges fixes assignées à chaque société — dépend, en principe, de la valeur de leurs prestations (coefficient 1) et de leur audience (coefficient 2). Une formule algébrique a été mise au point pour permettre de distribuer les sommes perçues après déduction de diverses appréciations en notes chiffrées.

Ces notes émanant du Centre d'étude d'opinion (créé après l'indépendance de l'O.R.T.F. et financé par les chaînes elles-mêmes) qui effectue des sondages sur des « panels » de mille de deux cents personnes, renouvelés par moitié tous les quinze jours. Chaque tranche horaire reçoit ainsi, chaîne par chaîne, un indice d'écoute et un indice de satisfaction.

Les notes émanant également d'une commission de la qualité, composée de vingt-quatre experts répartis en autant de groupes de travail qu'il existe de genres d'émissions et chargés de juger la valeur (absolue et relative) de celles-ci.

Pour l'année écoulée, les 2 milliards et quelques de redevance ont été répartis comme suit : 261,72 millions de francs à TF1 (qui a recueilli l'audience nationale) ; 208,73 millions à Antenne 2 (qui a reçu la palme de la qualité) ; 231,47 millions à FR3 et 538 millions à Radio-France (rappelons que ces deux dernières sociétés, qui ne diffusent pas de réquences publicitaires, doivent l'essentiel de leurs ressources à la redevance).

On notera toutefois que, dans un premier temps, les recettes des différentes sociétés ont été corrigées, indépendamment de ce système, par le gouvernement, avant que le Parlement, à son tour, ne diminue le montant de la redevance.

Radio-France : une musique dont on parle

Radio-France a hérité de l'ensemble des activités de radio-diffusion de l'ex-O.R.T.F., à l'exception des émissions régionales. Cette société émet sur cinq réseaux couvrant de grandes zones d'audience : deux ondes moyennes à la modulation de fréquence : France-Inter, France-Culture, France-Musique, PIP et Radio-France internationale, qui a repris vers l'Afrique, essentiellement, les services de l'ex-direction des affaires extérieures et de la coopération de l'O.R.T.F. non tombés en désuétude.

Déjà isolée au sein du système économique de l'O.R.T.F., la radiodiffusion, que préside Mme Jacqueline Baudrier (directrice générale M. Gabriel de Broglie ; direction de l'information, M. Michel Pericard ; France-Inter, M. Pierre Wéber ; France-Culture, M. Yves Jaigu ; France-Musique, M. Louis Dandré) avait connu une mutation sans difficulté ni remous si la réforme des programmes de l'ex-O.R.T.F. n'avait provoqué une polémique parmi les auditeurs et dans la presse. Celle-ci semble d'ailleurs s'apaiser.

La progression autonome de son budget permet à Radio-France d'atteindre cette année quelque 600 millions, dont 532,2 au titre de la redevance. N'étant plus l'éternelle sacrifiée des budgets de l'audio-visuel, cette société se

Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMÉRO DE JANVIER EST PARU N° 27

Il comprend dans la série « Société »

PARIS QUI BOUGE

et dans la série « Économie »

LE BUDGET DE L'ÉTAT

Prix de vente, le numéro : 2 F. Abonnement 1 an (10 numéros) : 15 F.

Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

Ce dossier a été réalisé par Catherine Humbiot Marie-Françoise Levy Anne Rey et Martin Even

un ski pas comme les autres

forfaits de Paris à Paris 9 jours à partir de 1.900 F pour les séjours de 10 jours et 10 jours à partir de 2.800 F pour les raids

ski en étoile à partir d'un centre sportif ou bien la grande aventure d'une randonnée en Lapone

découvrez le ski finlandais par FINNAIR

Bon de documentation gratuite : FINNAIR 11 rue Auber 75009 Paris

Nom

Adresse

Christian Dior

SOLDES FOURRURE

les 6, 7 et 8 janvier 1976

10 h - 18 h

14 h 00 - 18 h 00

TROIS JOURS

du 7, jeudi 8, au 9 janvier

DES

nyons de nouveautés et ameublement

Le retour de Boulez

COLUCHE ET ROCHEFORT

DANS UN FILM DE
PATRICE LECONTE



**les vécés
étaient
fermés
de
l'intérieur**

GAUMONT INTERNATIONAL • PRODUCTION 2726

PARABOLÉCROQUIS • G. ALAIN POIRE

COLUCHE ET ROCHEFORT

DEMAIN : MARIIGNAN PATHÉ • ÉLYSÉES LINCOLN • SAINT-LAZARE PASQUIER • STUDIO SAINT-GERMAIN • GAUMONT THEATRE • MONTFARVASSE 83 • GAUMONT CONVENTION
Périphérie : C2L VERSAILLES • FRANÇAIS ENGHEN • VÉLIZY 2 • PARINOR AULNAY • TRICYCLE ASNIÈRES • MULTICINÉ CHAMPIGNY

Le Monde

DE LA MÉDECINE

L'obstétrique en 1976

Entre la sécurité et le confort

par le professeur CLAUDE SUREAU (*)

L'OBSTÉTRIQUE, parallèlement à l'évolution psychologique, a été véritablement bouleversée depuis dix ans par le développement de techniques nouvelles qui ont rendu l'enfant et le fœtus accessibles, directement ou indirectement.

Ces techniques appartiennent au domaine de la biochimie : dosage des diverses hormones impliquées dans la croissance de l'enfant et la poursuite de la grossesse, examen des constituants du liquide amniotique, prélèvements de sang effectués sur le fœtus pendant le travail ; de l'électronique, avec les méthodes de surveillance en temps réel du cœur du fœtus ; de l'acoustique, avec l'usage croissant des ultrasons ; de l'optique, avec les diverses méthodes endoscopiques permettant de voir certaines parties de l'œuf ; de la cytologie ; de la culture de cellules et des examens de leur constitution chromosomique.

Et encore n'est-ce là qu'un début, et présent-on le développement de nombreux autres qui sont

encore du domaine de la recherche.

Une telle explosion a modifié de fond en comble la physiologie de l'obstétrique traditionnelle et l'activité des accoucheurs.

De « manuelle », « mécanique », l'obstétrique est devenue, en dix ans, une spécialité extraordinairement complète, étendue, diversifiée, et faisant appel à tous les aspects de l'activité médicale et même scientifique.

Si les moyens ont évolué, son objectif essentiel demeure, bien entendu, la santé maternelle et fœto-développementale, et l'évolution des critères classiques, comme la mortalité périnatale, montre l'ampleur des progrès accomplis : passage de 33 % en 1955 à 28 % en 1968, puis à 24,6 % en 1970 à 21,2 % en 1972, et à 20,3 % en 1973.

Schématiquement, on peut dire qu'au cours des cinq dernières années les progrès ont été supérieurs à ceux des quinze années précédentes.

Vigilance contre désinvolture

En fait, le changement le plus remarquable que connaît actuellement l'obstétrique est qu'elle passe d'un stade d'action thérapeutique, de secours généralement urgent en face d'une situation dramatique, à un stade d'action de dépistage du risque, et possible avant l'expression de ses conséquences, et de prévention de celles-ci.

Quant à la nature du risque, il s'agit certes de celui de mort, mais aussi, et plus encore, de lésions non mortelles, sources de handicaps. Les problèmes essentiels qui, à cet égard, restent à résoudre sont la prévention de l'insuffisance de développement fœtal, de l'accouchement prématuré, des malformations.

L'exigence essentielle de l'obstétrique moderne est donc la sécurité. Mais il faut bien comprendre que celle-ci n'a été acquise qu'au prix d'efforts considérables et ne pourra être maintenue qu'au prix d'une vigilance persistante.

L'inconvénient de ces progrès est que leurs résultats ont fait d'aller de soi. Apparence qui, jointe à l'idée si répandue du « naturalisme » bénéfique de l'acte de procréer, peut conduire et conduit volontiers à la désinvolture.

Or, nous voyons poindre des dangers liés à cette insouciance,

à la pression exercée par d'autres exigences, le confort matériel ou psychologique par exemple, ou, paradoxalement, au concept si répandu de « haut risque ».

Ce concept peut être dangereux s'il conduit à opposer une catégorie de femmes enceintes « à haut risque », objet de toutes les attentions et de la surveillance la plus élaborée, et une catégorie « à bas risque », voire « à risque nul », plus ou moins abandonnée.

Une enquête américaine a montré que les accidents étaient finalement plus fréquents dans une population « banale » surveillée avec plus ou moins d'attention que dans une population « exposée » bénéficiant de tous les progrès de la technique.

Une surveillance rigoureuse doit, en effet, s'exercer sur toutes les femmes enceintes et en travail pour dépister le plus tôt possible le moindre écart de la normale.

Mais le problème de la sécurité a des aspects plus subtils : il n'y a pas que la sécurité immédiate, la survie, l'absence de complications. Il y a aussi la sécurité ultérieure, le fait de ne pas grever l'avenir d'une femme enceinte, par exemple, en ce qui concerne les indications de césarienne. Cet aspect de la question est souvent méconnu.

Or, une césarienne n'est pas un

acte toujours anodin, un moyen idéal de faire naître un enfant. Sans entrer dans les détails techniques, il suffit de souligner qu'une césarienne ne doit être faite que lorsqu'elle est indispensable, c'est-à-dire dans 6 à 10 % des cas, et ne jamais être utilisée comme une solution de facilité.

A côté de l'exigence si normale de sécurité, une nouvelle exigence se développe, celle du confort, exigence que les accoucheurs eux-mêmes ont contribué à faire apparaître.

Le confort « matériel » va de

sol avec les progrès de notre société : suppression des horribles douloureux d'autrefois, des salles d'accouchement pratiquement communes. Un effort considérable a été entrepris dans ce domaine en France.

Ce confort matériel va de pair, ou devrait aller de pair, avec une plus grande « considération » donnée à la patiente, surtout en milieu hospitalier. Ne pas appeler quelqu'un par son numéro, mais par son nom, frapper avant d'entrer dans une chambre, expliquer aux patientes leurs problèmes, etc. Tout cela est bien évident, mais ne va pas de soi.

Le jeu de la concurrence

A cet égard, le double jeu de la concurrence et de l'interpenetration des secteurs dits public et privé est une source très nette de progrès.

Il faut aussi souligner qu'en retour le personnel soignant de tout niveau est en droit d'attendre des patientes une égale considération, comme le souligne à juste titre la « Charte du malade hospitalisé ».

Un autre aspect du confort est le confort « psychologique ». Celui-ci comporte des implications particulières dans le domaine obstétrical : un élément important du

Un acte collectif

Mais il est absolument évident qu'il faut remplacer la notion de l'accouchement, acte individuel de l'accoucheur, par celle d'un acte collectif fait par une même équipe.

Il faut que les patientes s'habituent à considérer une clinique ou un service hospitalier comme un tout qui prend en charge leur grossesse et leur accouchement, et non spécifiquement tel ou tel membre de l'équipe.

Cela est indispensable pour pouvoir disposer d'un personnel de qualité : l'un des obstacles majeurs à la progression du nombre des accoucheurs a trait, en effet, précisément à leurs conditions de travail et de vie.

Dans le secteur hospitalier public, il n'y a pas de problème, la notion d'équipe de garde étant la base du fonctionnement des services. Cette notion doit aussi s'étendre au secteur privé. Là encore, le « droit » du malade doit trouver un équilibre, une limitation, dans celui du médecin, condition pour une excellence des soins.

privés où pouvaient se dérouler des accouchements « normaux », mais totalement incapables, à tous les points de vue, de faire face aux accidents évolutifs imprévisibles qui font partie de l'obstétrique quotidienne.

Les obstétriciens, et, il faut le souligner, les obstétriciens « seuls », ont crié dans le désert pendant des années que cette situation était criminelle du point de vue de la santé et de l'avenir de l'enfant.

Puis des pédiatres découvrirent l'ampleur du problème en constatant que certains de ces nouveau-nés avaient souffert, pendant la grossesse ou l'accouchement, d'agressions, évitables ou pas, dont ils tiraient bien souvent à tort les accoucheurs pour responsables. D'où des polémiques, dont l'intérêt fut d'attirer l'attention du public et des pouvoirs publics sur le problème réel : la mauvaise organisation de l'obstétrique en France.

Elles furent ainsi à l'origine d'une modification complète de l'orientation de la politique de la maternité, modification attendue et hâchée, instaurée en 1969-1970, qui peut se résumer en quelques mots : concentration et regroupement des services de gynécologie obstétrique publics et privés ; aide matérielle aux établissements publics ; aide à la recherche, jusque-là totalement abandonnée, et qui, en quelques années, a déjà porté ses fruits.

Aujourd'hui, obstétriciens, pédiatres et pouvoirs publics s'accordent enfin à reconnaître que l'accouchement et la naissance doivent se faire dans la sécurité et le confort.

(1) Affection rare et grave survenant pendant les trois derniers mois de la grossesse, liée à l'hypertension artérielle et à la présence d'albumine dans les urines, et pouvant amener à des accès convulsifs, au coma et à la mort.

Le problème est, en fait, mal situé lorsqu'on cherche à opposer une méthode à une autre, dans le contexte actuel de l'anesthésie obstétricale en France. Il a déjà été abordé dans ces colonnes (Le Monde du 5 février 1975), et il suffira de rappeler que le premier problème à résoudre est de pouvoir disposer d'anesthésistes compétents, et assez nombreux pour être disponibles à tout moment pour les anesthésies d'induction médicale, ce qui n'est pas le cas, au moins partout.

(Lire la suite page 14.)

(*) Chef du service de gynécologie-obstétrique à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris.

Libres opinions

Les praticiens, la liberté et l'argent

par le docteur CHRISTIAN BOURDE (*)

ENTRETIENNE par ceux-là mêmes qui la combattent, l'idée tend à se répandre que la nationalisation de la médecine est en marche. Le propos est d'intoxiquer pour mieux dissuader. L'accueil est évidemment mitigé. Il y a ceux qui n'en croient rien, parce qu'ils ne croient à rien ; parce que croire c'est penser et que penser est fatigant. Il y a ceux qui s'y résignent comme à une loi de l'histoire ; et ceux qui s'en désintéressent, comme de tout : les uns, dépassés, ont fait leur beurre et sont proches de la retraite ; d'autres pensent que, en attendant les distributeurs automatiques d'ordonnances, les gens auront encore besoin des médecins et qu'ils se débrouilleront toujours. Comme ils l'ont toujours fait. Il y a, surtout, ceux qui s'ingénient à alarmer les populations pour masquer, en fait, leur propre peur qui est celle non de conditions de travail autres mais de revenus moindres. La nationalisation, clement-lis, c'est la mort de la médecine. Aussi est-elle évoquée en termes de « menace », de « péril », sinon de chantage : « La médecine libérale abolie, ce sera le travail à la chaîne... Vous serez traités comme du bétail... S'attaquer aux « libertés médicales », c'est s'attaquer à la liberté avec un grand L. Ce ne peut être, ici encore, que le désir pervers d'abattre notre société ; bref, c'est être communiste... »

En vérité, si l'idée de cette nationalisation gagne du terrain, malgré l'hétérogénéité instantanée de ses ennemis, malgré les propos anesthésiants des élus de la droite, c'est d'abord que le prétendu échec de la nationalisation de la médecine dans les deux pays les plus libéraux du monde, la Grande-Bretagne et la Suède, n'a jamais été dénoncé par les malades, principaux intéressés et fort satisfaits de la réforme, surtout les moins riches, mais seulement, et très partiellement encore, par quelques praticiens nostalgiques dont les vœux sont faiblement donnés pour exprimer le sentiment général ; ensuite, parce que cette perspective — sinon ce projet — est entrevue et étudiée avec sérieux par des hommes lucides, soucieux de réformes concrètes, nourris d'idées sociales, écœurés par les scandales et les abus sans nom, les gaspillages insensés de cerveaux, d'argent, de matériel, dont nous sommes les acteurs, les témoins, et les victimes, et que ces hommes-là, si rares qu'ils soient, impressionnent leurs adversaires. C'est, enfin, que les arguments des défenseurs têtus du paiement à l'acte sont pauvres et trahissent un égocentrisme et un sectarisme consternants. Le paiement à l'acte, c'est sacré... parce qu'il en a été toujours ainsi ; parce que c'est le moyen révé (par le médecin) de « libération » du malade ; ce sont les psychiatres qui l'ont dit ; pour une fois, on les écoute ; parce que, enfin, l'argument est-il subtil ! — c'est le frein le plus sûr à une consommation médicale excessive !

Il importe que les patients, présents ou potentiels, sachent qu'une poignée de praticiens voit, dans une retouche du régime en vigueur, une solution possible à la crise de confiance actuelle, repensée d'abord en fonction des vrais besoins des malades. Ils doivent savoir qu'il existe quelques idéalistes, mis au ban des médecins, quelques « faux purs », comme les appellent les dépositaires de la pureté, qui jugent leurs propres privilèges (et plus encore ceux de ces derniers) exorbitants, anachroniques et indécents ; qui voudraient que leurs confrères en fussent au moins conscients, par élémentaire pudeur ; ensuite, qu'ils s'emploient, avec courage et réalisme, à réviser l'image bien trop fatiguée qu'ils ont façonnée d'eux-mêmes, sans jamais se remettre en question. Et si nous commençons par nous interroger... La médecine libérale est au bord du gouffre, dites-vous ? Et qu'il y précipite sinon les médecins eux-mêmes ?

Les médecins... Encore une généralisation simpliste à éviter assurément. Il y a médecins et médecins, les forts et les pas forts, les gradés et la plétaille, les seigneurs et les vassaux. Quoi de commun, sans doute, entre le souverain hospitalier aux opulents « lits privés » et le médecin de campagne et ses grabats ? Quoi de commun entre le cardiologue des beaux quartiers à l'infirmité et l'omnipraticien de quartier tout court et ses soixante-douze heures par semaine de présence harassante ? Quoi de commun entre les médecins salariés et ceux qui se sentaient avilis de l'être ? Quoi de commun entre la médecine de profil et celle conçue comme un service public ? Et qui oserait douter que maints médecins ont une vie qui n'est pas une vie ? Comment en changer sans tout changer à la base, sans revoir le fondamental problème de l'argent.

Que beaucoup soient lésés, à cause de l'inflation, par la « non-revalorisation de leurs lettres-ciées », c'est l'évidence même. Mais, quoi ! il y a plus malheureux.

Et puis enfin, si le système actuel comporte à l'égard des médecins tant d'injustices, tant de dédain pour leur condition, tant d'ingérences insupportables des « caisses » et du gouvernement pour lequel la majorité d'entre eux a voté en mai 74 avec l'espoir qu'il leur évierait « l'un des plus grands drames possibles de l'histoire » (de la médecine), comme le disait un pince-sans-rire ; s'ils sont aussi trahis, brimés, pressurés, que d'aucuns le disent, pourquoi ces mêmes demeurent-ils solidaires de ce qu'ils présentent, pour les besoins d'une mauvaise cause, comme un régime d'oppression, alors qu'une enquête récente révélait que la majorité des Français sont favorables à la nationalisation de la médecine !

La liberté de manœuvre, la possibilité d'agir sans cette permanence et maléfique tentation de grossir ou de multiplier les actes, d'agir mieux, et, à tous égards, plus économiquement, dans l'intérêt premier des malades, bref, les avantages moraux inestimables que recueilleraient les médecins de la suppression du paiement direct à l'acte tombent sous le sens. Tout le monde reconnaît que l'argent vient tout, dénature les rapports humains, et de façon plus choquante, en pratique médicale, que partout ailleurs ; dans le cas de nombreux médecins subsiste une parcelle de désintéressement assez vivace pour qu'ils éprouvent, chaque fois, une espèce de malaise devant cet argent qu'ils gagnent en codifiant et en tarifiant le moindre de leurs actes. Seulement voilà : dire du mal de l'argent, c'est donner des points à la gauche. Alors on escamote le vrai problème, pour ne peiner personne, ni les médecins, ni les fabricants de produits pharmaceutiques, ni aucun des multiples industriels qui vivent grassement de la médecine (et pas seulement de la médecine privée) et de ses monstrueux appétits.

Je voudrais dire aux médecins ceci : le combat que mènent les acrimonieux thuriféraires de l'ordre médical actuel est un combat d'arrière-garde. Quel que soit le régime politique en vigueur, la médecine ne sera jamais que ce que les médecins, leur conscience, leur compétence (c'est la même chose) la feront, partout et toujours. Au lieu d'employer les ressources de leur intelligence à élaborer un projet qui serait à mi-chemin « du Charybde de l'étatisation et du Scylla du capitalisme », selon l'heureuse formule d'un ancien ministre de la santé, M. Jean Foyer, pourquoi tant de médecins préfèrent-ils rester accrochés, et avec de si douteuses raisons, à leur paiement à l'acte, si trompeusement fructueux — refusant de voir que celui-ci n'est finalement un frein qu'à leur propre progrès et à l'humanisation de leurs conditions d'existence ? Ils préfèrent donc risquer de se retrouver, un jour prochain, et sans que l'on ait besoin d'un gouvernement (vraiment) de gauche pour cela, pleins et poings liés par les technocrates non médecins à un nouveau système plus contraignant encore, qu'ils n'auront su ni prévoir ni approprier aux besoins de tous. Ils ne l'auront pas volé !

(*) Médecin spécialiste à Marseille.

HARRISON :
Principes de médecine interne
2^e édition française, traduction de la dernière édition américaine
2220 p. 340 F.

Toute la médecine

- Pathologie médicale
- Principaux syndromes
- Grandes thérapeutiques

Flammarion médecine-sciences
20 rue de Valenciennes 75006 Paris

...Et surtout, BONNE SANTÉ !

Puisque la santé est le premier des Biens, une adhésion au Club « ASSISTANCE SANTÉ » (cotisation annuelle : 150 F) est le plus utile cadeau de nouvel an pour vous et les vôtres.

INFORMATIONS SUR SIMPLE DEMANDE A :

ASSISTANCE SANTÉ
Tour Olivier-de-Serres
78, rue Olivier-de-Serres - 75015 Paris
Tél. 842-78-00, poste 2203

L'OBSTÉTRIQUE EN 1976

Entre la sécurité et le confort

PLAIDOYER POUR LA RECHERCHE

AUTREFOIS, il n'y avait rien. Non pas qu'il n'y eût aucune recherche obstétricale en France ; au contraire, un certain nombre d'idées et de techniques y sont nées.

Mais ces travaux étaient l'œuvre de chercheurs isolés, travaillant de manière artisanale, et donc limités dans leurs possibilités. Et puis, en même temps qu'on a pris conscience de l'importance humaine et économique des problèmes de la naissance, on a découvert cette activité de recherche et des organismes publics (Institut national de la santé et de la recherche médicale, Délégation générale à la recherche scientifique et technique) ou privés (Fondation de France, Fondation pour la recherche médicale française), animés par des personnalités de premier plan, ont cherché à la développer.

Les espoirs n'ont pas été déçus et des résultats importants ont été obtenus. Ils concernent, en particulier, la connaissance du comportement du fœtus (activité cardiaque, activité cérébrale, maturation pulmonaire, équilibre hormonal) et celle de l'activité du placenta. Plus encore, cette aide a contribué à améliorer l'image de marque de l'obstétrique vis-à-vis des médecins eux-mêmes, attirant vers la recherche obstétricale des individualités de valeur.

L'aide à la recherche obstétricale a certainement été directement et indirectement un des éléments responsables de l'amélioration spectaculaire des résultats obstétricaux constatée depuis cinq ans en France.

Le problème essentiel est de savoir si cette aide va persister ou s'évanouir.

De nombreuses recherches sont en cours. Elles concernent tous les aspects de la biologie de la reproduction, même les plus fondamentaux, hormonaux, immunologiques, génétiques, des disciplines autrefois éloignées, comme la pharmacologie ou l'épidémiologie, et bien entendu des techniques très élaborées appliquées à ce domaine, comme l'électrocardiographie, l'électrophysiologie ou la physique des ultrasons.

Grâce à ces recherches, le visage de l'obstétrique future se façonne.

Dès lors, apparaît une double nécessité : d'abord et avant tout, maintenir cet effort. C'est là la responsabilité des organismes de recherche. Ensuite, et c'est là la responsabilité des gynécologues accoucheurs, développer les équipes de recherche qui doivent pour une large part demeurer au contact des patientes et des médecins qui les soignent.

Le but à atteindre, dans les années qui viennent, est, d'une part, de susciter chez des gynécologues accoucheurs le goût de la recherche et leur donner la formation complémentaire indispensable, d'autre part, d'intégrer dans des équipes à vocation obstétricale des chercheurs venant d'autres disciplines, telles que la biochimie, la pharmacologie ou la physiologie. L'exemple de quelques rares individualités, montre déjà combien de telles intégrations peuvent être réussies. Cette tendance doit être encouragée et, pour cela, il importe que les chercheurs de telles disciplines sachent quel domaine véritablement gigantesque et quelles possibilités pratiques s'offrent à eux.

(Suite de la page 13.)

Il faut bien aussi comprendre qu'une telle élimination des phénomènes douloureux est un but légitime, un agrément dont on doit, quand on peut, faire bénéficier les patientes, mais non pour celles-ci un droit imprescriptible. D'abord parce qu'il peut y avoir des contre-indications médicales personnelles. Mais aussi parce qu'il peut y avoir des contre-indications nées de l'environnement : la femme qui accouche n'est pas seule. Dans la chambre voisine, il y a quelqu'un d'autre, dont l'état peut requérir l'attention et les soins de la quasi-totalité des membres de l'équipe. Alors le « confort » de l'une passe au deuxième plan derrière la « sécurité » de l'autre. Cette notion presque collective de des événements obstétricaux, de la limite imposée aux droits de chacun, par ceux des autres, parfois plus impérieux, doit être reconnue. Les parturientes doivent apprendre la solidarité.

Implications économiques

Le gynécologue accoucheur est ainsi amené à envisager des problèmes non plus seulement individuels, mais collectifs.

De plus en plus, il devient un conseiller en matière de santé publique. Son avis est sollicité sur des choix qui ne sont pas seulement médicaux, mais comportent des implications économiques, comme l'augmentation du nombre de consultations prénatales, l'extension du repos prénatal, la vaccination contre la rubéole, le dépistage de la toxoplasmose.

Dans le même ordre d'idées, une nécessité apparaît de plus en plus comme évidente : la prise en charge à 100 %, automatique, par la Sécurité sociale, de tous les problèmes concernant la mère et le nouveau-né, consultations quel qu'en soit le nombre, examens, médicaments, hospitalisation, surtout, celle-ci n'étant couverte qu'à 80 % en cas d'hospitalisation prénatale pour le premier mois de celle-ci, salaire maintenu en cas d'interruption d'activité pour « maladie » pendant la grossesse.

Bien entendu aussi, les obstétriciens sont confrontés à d'autres aspects de ce qu'on appelle l'obstétrique sociale : relation entre activité professionnelle et risque d'accouchement prématuré, effet des facteurs socio-économiques, de l'habitat, etc. Les influences de l'ensemble des facteurs sociaux sur le risque prénatal et sur ses conséquences à long terme sont de plus en plus reconnues.

Un point est particulièrement remarquable et prête à réflexion : ce sont les sociétés les plus coercitives du point de vue de l'organisation de la santé publique qui obtiennent les meilleurs résultats périnataux. Dans ce domaine, il faut le reconnaître, la liberté individuelle est source de risques et d'échecs.

D'un point de vue plus général, le « programme périnatal français », si judicieusement élaboré en 1970, doit se poursuivre et se développer. Il serait attristant de voir cet effort se détourner de la recherche d'une meilleure qualité de vie des enfants à naître, pour s'orienter vers d'autres aspects peut-être moins positifs de la

gynécologie sociale, comme l'interruption volontaire de grossesse, ou la stérilisation. La réalité de ceux-ci est incontestable. La priorité doit cependant demeurer à la protection de la santé fœtale et néonatale.

Pr. CLAUDE SUREAU.

Une compétence pluridisciplinaire

LES GYNÉCOLOGUES ACCOUCHEURS

La situation présente est la suivante : le nombre des gynécologues accoucheurs est insuffisant, le nombre des gynécologues accoucheurs formés chaque année ne compense pas les départs. La formation du plus grand nombre est peu satisfaisante, en particulier du point de vue pratique.

Les raisons de cette crise ont été maintes fois évoquées, en particulier par MM. Varangot et Henrion, responsables parisiens du certificat d'études spéciales.

Le problème est moins la crise de vocations que l'extrême difficulté de formation de spécialistes viables en dehors de l'internat des hôpitaux de villes, de faculté ou de gros centres régionaux.

La seule solution réside dans la réalisation d'un internat spécialisé de gynécologie obstétrique, les internes admis dans les services étant tous de futurs spécialistes. L'internat devient alors l'école d'application pratique du C.E.S., qui demeure la base de l'enseignement théorique, et on imagine aisément dans les services la cohabitation d'internes d'années et d'expérience différentes permettant, pour chacun, la poursuite valable de sa formation dans un climat de sécurité renforcé.

Ce système n'est d'ailleurs en rien original. Il existe partout ailleurs. Il est le seul enfin qui puisse, pour la France, résoudre le difficile problème de l'équivalence des diplômes au sein de la C.E.E.

LES SAGES-FEMMES

Le problème des sages-femmes est de toute première importance et très souvent mal connu. Les sages-femmes sont un personnel médical à compétence limitée. Or, couramment, on voit assimiler les sages-femmes au personnel paramédical ou infirmier. C'est une erreur, parfois inconsciente, parfois voulue.

Les sages-femmes, de par leur statut, de par leur formation, qui demeure généralement de très haute qualité, et de par leur activité, sont un personnel médical,

c'est-à-dire apte à prendre des décisions de nature médicale, et à les appliquer, en totale responsabilité.

La profession de sage-femme va encore évoluer. L'accouchement à domicile disparaît et, de plus en plus, les sages-femmes seront incluses dans l'équipe obstétricale, que ce soit dans les établissements tant privés que publics.

Leur rôle, leurs responsabilités n'en restent pas moins fondamentaux. Dans beaucoup de services hospitaliers, 80 % des accouchements sont effectués de manière parfaite par les sages-femmes.

Or elles ont été récemment victimes d'une réforme administrative inégalement et maladroite, qui les a détachées du personnel médical des hôpitaux. L'administration hospitalière a fait là une erreur monumentale. Il est encore temps pour elle de la corriger.

LES PÉDIATRES

La situation est au fond relativement simple : le nourrisson, bien entendu, mais aussi le nouveau-né sont du domaine de la pédiatrie, donc du pédiatre, à condition qu'il y en ait un. La pédiatrie néonatale se développe rapidement, et nous en sommes heureux. Un examen obligatoire, dit du huitième jour, réalisé de préférence par un pédiatre, vient d'être instauré, et c'est une excellente disposition. Réciproquement, les soins au fœtus, c'est-à-dire finalement la surveillance de la grossesse, sont du domaine strict de l'obstétrique. La coopération entre accoucheur et pédiatre est donc une absolue nécessité. Facile à instaurer dans le secteur privé, elle pose encore des problèmes dans les hôpitaux publics, où la situation des pédiatres de maternité est précaire et devra être reconsidérée.

LES ANESTHÉSISTES

L'obstétrique pose aussi des problèmes aux anesthésistes. L'anesthésie quantitative et qualitative est crüe et, pour eux comme pour d'autres disciplines périnatales, on bute sur le problème des difficultés de carrière.

LES GÉNÉRALISTES

La question posée est celle-ci : les généralistes doivent-ils continuer à suivre des grossesses et à faire des accouchements ? L'organisation idéale est, de toute évidence, la prise en charge de la grossesse et de l'accouchement par la même équipe obstétricale.

En attendant cette époque idéale, où toutes les grossesses seront suivies dans des centres bien organisés, responsables à la fois de la surveillance et de l'accouchement, il serait déraisonnable de refuser le concours généraliste des compétences existantes, et donc des généralistes qui ont acquis et entretiennent une telle compétence. Il est évident que ce concours est de plus en plus rare pour l'accouchement lui-même.

En 1972, 12 % des accouchements ont été réalisés par des généralistes. Enquête INSERM. Il est fréquemment encore apporté pour la surveillance de la grossesse (en 1972, toujours d'après l'INSERM, 54 % des grossesses ont été suivies par des généralistes). Il est simplement normal de leur demander de faire effectuer au moins un des examens prénatals par l'équipe responsable de l'accouchement (ce qui, malheureusement, n'est pas fait dans 27 % des cas, toujours d'après la même enquête), et d'entretenir régulièrement leurs connaissances.

En fait, pour les trois disciplines les plus directement concernées par la santé de la mère et de l'enfant (obstétrique, pédiatrie néonatale, anesthésiologie), l'un des problèmes essentiels réside actuellement dans l'incapacité totale où se trouve le ministère de la santé de faire appliquer les décisions qui furent prises, dans le cadre de la politique dite prénatale, et qui concernent l'enseignement et la formation du personnel spécialisé.

Toute la politique périnatale est vouée à l'échec si un personnel compétent n'est pas formé. Des plans précis ont été élaborés à ce sujet. Il est temps qu'ils soient appliqués, que les postes prévus soient créés et que cesse la petite guerre interministérielle, dont en dernière analyse les enfants à naître font les frais.

La nutripompe pour alimenter les malades vingt-quatre heures sur vingt-quatre

QUATRE CENT CINQUANTE services hospitaliers disposent aujourd'hui d'un système de réalimentation des personnes dénutries, incapables de s'alimenter par elles-mêmes. La réanimation entérale à faible débit continue est l'initiative, en 1965, du docteur Étienne Lévy, maître de recherches à l'INSERM, au centre de chirurgie digestive du professeur Loygue, permet d'alimenter un malade vingt-quatre heures sur vingt-quatre, d'une façon analogue à la perfusion par voie sanguine.

Cette méthode permet de soigner des dénutritions nutritionnelles, qui, moins spectaculaires que les détresses respiratoires, cardiaques ou rénales, n'en sont pas moins réelles et pernicieuses et méritent droit de cité en réanimation.

Dix ans après l'invention de son principe, un colloque a réuni récemment à Paris, dans le cadre de l'INSERM, tous les utilisateurs réanimateurs médicaux, chirurgiens de l'adulte, de l'enfant, du nourrisson et spécialistes de diététique, pour juger de l'efficacité et des espoirs qu'elle autorise.

La détresse nutritionnelle altère le déroulement normal de toutes les fonctions, les défenses anti-infectieuses, inhibe la cicatrisation et nécessite d'urgence par voie digestive (entérale) ou sanguine (parentérale) un traitement intensif d'apports nutritionnels.

L'alimentation entérale s'avère le meilleur moyen dans de telles circonstances de fournir à l'organisme ce qui lui est nécessaire pour le tube digestif au moyen d'une « nutripompe ». Il s'agit d'un instituteur avec agitateur couplé, propulsé à faible débit régulier, en service continu, des aliments de fluidité, de consistance et d'homogénéité très variables. Les sondes digestives, de préférence en dilaté de silicone, sont introduites par voie naso-pharyngienne, par gastrostomie ou par jéjunostomie. Cette méthode peut être utilisée couplée à toutes les autres méthodes de réanimation spécialisées (cardiaque, respiratoire, neurologique, infectieuse...).

Dans son application primordiale, diététique, cette méthode s'impose comme une véritable assistance nutritionnelle mécanique. Peut-être en bénéficieront tous les sujets atteints de grandes dénutritions médicales ou chirurgicales par carence ou insuffi-

sance d'apports nutritifs : fistules, cancers, recto-colites, maladies de Crohn, coliques, suites de péritonites, suppurations profondes, etc., brûlures étendues, comas prolongés, insuffisances rénales en hémodialyse, anorexies mentales compliquées.

Elle permet d'accéder, en quelques jours, à des hauts niveaux énergétiques et azotés indispensables dans cette optique de réanimation (plus de 80 calories et de 3 grammes de protéines par kilo et par jour), sans vomissement ni diarrhée.

La durée moyenne de l'assistance nutritionnelle effectuée maintenant sur plusieurs milliers de malades est de quatorze jours.

Les résultats immédiats chez les sujets de tous âges, jugés sur l'état général, l'état local, la cicatrisation, le taux moyen de croissance pondérale quotidienne et les différents métabolismes, sont excellents dans 92 % des cas (étude sur trois cent cinquante cas).

La réanimation entérale continue peut être aussi appliquée au traitement local des hémorragies digestives, c'est-à-dire encore une méthode d'appoint limitée pour le moment aux saignements d'origine non artérielle : ulcères aigus post-opératoires, médicaments, gastro-duodénaux : hémorragies des anastomoses digestives, hémorragies colo-rectales d'origine veineuse.

Quatre-vingt-dix-neuf cas d'hémorragies gastro-duodénales et vingt et un cas d'hémorragies colo-rectales ont été ainsi traités. Appliquée au traitement des entérites aiguës graves post-

opératoires, cette méthode permet un réensemencement intestinal massif de germes aérobies et anaérobies qui ne sont pas pathogènes. Les premiers résultats portant sur vingt-cinq cas montrent qu'elle diminue la mortalité de moitié.

Les participants au colloque ont bien insisté sur le fait que les réanimations entérale et parentérale loin de s'opposer sont complémentaires, chacune comportant des risques très différents : la complication majeure de la réanimation entérale est le reflux des aliments dans les voies respiratoires, et les risques les plus importants de la réanimation parentérale sont la septicémie et les thromboses.

M.-A. R.

BIBLIOGRAPHIE

INFECONDITE EN AFRIQUE NOIRE, par A. Retel-Laurentin, Masson éditeurs, 136 pages, 65 F.

L'Afrique, en matière de démographie, c'est le symbole du trop ou du trop peu. Si certains pays ont un taux de croissance excessif, d'autres connaissent le problème inverse, comme les Gambia, les Camerouns du Sud ou divers peuplements d'Afrique centrale. Le Dr Retel-Laurentin étudie le problème, relève les directions données sur l'infécondité et la pathologie africaine, passe en revue les facteurs sociaux de faible fécondité au cours de la colonisation européenne, se penche sur le contexte conjugal africain, les interdits sexuels, les incontinences, les maladies vénériennes et les avortements qui semblent expliquer pour une large mesure ces stérilités souvent secondaires.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de janvier est paru

L'ORTHOGRAPHE

UN MONUMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE, par Jacques CELLARD

Avec ses contraintes et ses aberrations, l'orthographe française n'est pas la création de grammairiens pervers. Elle est d'abord un système de domination entre les mains de la bourgeoisie « cultivée ».

LES ILLUSIONS DE LA DICTÉE, par Hélène HUOT

Il n'est pas vrai que la dictée soit le passage obligé de l'apprentissage de l'orthographe. Celui-ci dépend plutôt d'un enseignement renoué de la grammaire.

MESURES D'URGENCE, par René HABY

Le ministre de l'éducation expose sa position sur la réforme de l'orthographe et les mesures qu'il compte prendre à l'école élémentaire et au collège.

CORRIGER LES ANOMALIES LES PLUS CRIANTES, par Jean MISTLER

Le secrétaire perpétuel de l'Académie française rappelle les recommandations prises ou envisagées par la Compagnie du quoi Conti.

QU'EN PENSENT LES ÉCRIVAINS ?

Jean Dutoit, Roland Barthes, Hervé Bazin... Trois opinions aussi vigoureuses que diamétralement opposées.

...ET LES ENSEIGNANTS ?

Les points de vue d'un instituteur, d'un correcteur au baccalauréat et des jurys d'agrégation.

LES SECTIONS SPORT-ÉTUDES

Comment former les champions de demain tout en leur permettant de poursuivre leurs études secondaires.

LA QUESTION - CADEAU - SURPRISE, par Jean GUENOT

Où l'on voit qu'on peut être nul en classe, et gagner un concours de lessive dans un hypermarché.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne : l'université intégrée d'Essen. Italie : la réforme de l'enseignement secondaire devant le Parlement.

VIE DE LA CLASSE

Des professeurs malades de l'école « libérée » par le théâtre. Les aristocrates du lycée international de Saint-Germain-en-Laye. Le chef d'établissement est-il encore un éducateur ? Les programmes des émissions éducatives.

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

M. Jean-Pierre Vernant au Collège de France. Pour une véritable université de Clermont-Ferrand. Un enseignement en expansion : l'hébreu. La chasse aux jobs d'été commence en janvier.

FORMATION CONTINUE

Les agriculteurs cévenols au centre pédagogique de Florac.

INFORMATIONS PRATIQUES

Le métier de diététicien. Que faire avec la première année de P.C.E.M. ? La chronologie de l'année. Au « Bulletin officiel ».

Le numéro : 5 francs

Abonnements (11 numéros par an) France : 50 francs

Étranger (voie normale) : 68 francs

PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Conférences en JANVIER les :

Samedi 16, à 13 h. : Que savons-nous de l'océan et de ses ressources ? par Yves LA PRAIRIE.

Samedi 17, à 13 h. : La pensée sans langage, par le Pr. François LEROUX.

Samedi 24, à 13 h. : Le diamant des étoiles : Une nouvelle méthode d'observation, par Antoine LABEYRIE.

Samedi 31, à 13 h. : Les stockages souterrains de gaz naturel, par Charles-Bernard ROUX.

مكتبة من الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CIRCULATION

Le Parlement examinera au printemps le projet de réforme du permis de conduire

Des points de pénalité pour les mauvais conducteurs

La réforme du permis de conduire sera soumise au Parlement au cours de sa prochaine session de printemps. M. Robert Galley, ministre de l'équipement, l'a annoncé lundi 5 janvier à Troyes, cité dont il est le maire. Le ministre, accompagné de M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, présentera les conclusions des travaux du comité des usagers du ministère de l'équipement. Ce comité, présidé par M. Gustave Heon, sénateur de l'Eure, président du conseil général, a formulé trois cents propositions : cent trente-neuf ont été retenues et quatre-vingt-trois restent à l'étude.

Le nouveau permis de conduire proposé par le gouvernement sera un permis à épisodes. Chaque faute commise par un automobiliste sera sanctionnée par l'attribution de points de pénalité dont le nombre, selon M. Robert Galley, sera laissé à l'appréciation du préfet. Ainsi, le non respect d'un stop « vaut » un point de pénalité. Lorsqu'il aura totalisé neuf points, le conducteur recevra un avertissement de l'administration. A quarante points, l'automobiliste devra passer un examen de conduite afin de « racheter » six points. A dix-huit points, retrait du permis de conduire. Pour reprendre le volant, l'automobiliste devra se présenter à l'examen du permis de conduire, théorique et pratique.

Le comité des usagers du ministère de l'équipement demande, par ailleurs, le développement des contrôles techniques des véhicules et la possibilité pour les conducteurs de se recycler. Enfin, les travaux de ce comité ont

abouti à de nombreuses propositions concernant notamment les ports, la navigation de plaisance, les rapports locaux-proprétaires, les certificats d'urbanisme, le cadre de vie, et l'amélioration des rapports entre les collectivités locales et l'administration.

● **Ports et navigation de plaisance** : le comité souhaite une meilleure information des usagers sur les possibilités d'accueil des ports français avec la création d'un bureau central de documentation et de renseignements, « la maison des ports français ».

● **Rapports locaux-proprétaires** : le comité demande la création de commissions paritaires pour fixer le taux des charges, par ville ou par quartier, la mise en place d'une chambre d'arbitrage des rapports locaux-proprétaires afin d'éviter la saisine des tribunaux.

● **Certificat d'urbanisme** : développer l'information du public par la création de bureaux d'accueil dans les locaux de l'administration.

● **Cadre de vie** : le comité suggère que soit reconnu comme arbitre souverain entre les architectes, y compris celui des bâtiments de France, l'architecte-conseil du ministère de l'équipement.

● **Collectivités locales et administration** : le comité des usagers préconise le groupement des communes sous forme de syndicats d'études et de programmation ayant des pouvoirs accrus en matière d'urbanisme et d'action foncière.

Il reste aujourd'hui à concrétiser tous ces vœux pieux. Sinon, ce comité des usagers n'aurait été qu'un comité de plus... J.P.

Faits et projets

Région parisienne

● **LE PAVILLON DE BALTAZARD DE NOGENT-SUR-MARNE** — Le premier élément du pavillon de Baltazard n° 8, unique « paysage » réservé de la culture. Sa reconstruction sera achevée au début de l'année 1977. Le pavillon accueillera les manifestations locales et nationales de la Foire de l'artisanat et des métiers d'art, la Foire du livre de poche et la Semaine de l'antiquité et de la brocante.

● **955 HECTARES DE ZONES INDUSTRIELLES EN STOCK** — La crise économique, qui a fait diminuer les ventes de terrains dans les zones industrielles de la région parisienne de 20 % en 1974 par rapport à 1973, a encore accru la situation en 1975. Une étude effectuée en juin dernier par une société d'études, la SOPRE, évalue à 955 hectares le stock régional de zones industrielles qui ne trouvent pas preneur. Ce chiffre représente entre trois et quatre années de commercialisation. D'après les auteurs de l'étude, le marché ne retrouvera son rythme qu'en 1977.

Transports

● **HAUSSE DE 8 % DE PLUSIEURS TARIFS S.N.C.F.** — Après la hausse de 8 % de ses tarifs de marchandises, intervenue le 1^{er} janvier, la S.N.C.F. augmente dans les mêmes proportions, ce mardi 5 janvier, ses tarifs de voyageurs. Le prix de la couchette passe de 26 F à 28 F (+ 7,7 %). En revanche, les tarifs de la banlieue parisienne, ceux des réservations de place et les suppléments pour trains rapides demeurent inchangés.

● **BOYSCOTTES DE NICE** : REPRIS DU TRAVAIL. Les vingt et une boycotts du bureau de la chambre de commerce de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur ont repris leur travail lundi 4 janvier, après une grève de quatre jours (le Monde daté 4-5 janvier). La direction de la chambre de commerce continue de s'opposer au remplacement de leur service de nuit par un gardien-nage, estimant que l'importance du trafic commercial entre 23 heures et 6 heures exige la présence d'un personnel qualifié. De nouvelles négociations sont prévues pour la semaine prochaine.

P.T.T.

● **LONDRES BAT UN RECORD**. L'un des plus gros centraux téléphoniques internationaux du monde est en cours d'achèvement dans les environs de Londres, à Edgware. Il

pourra acheminer huit cent mille appels téléphoniques internationaux par jour. A titre de comparaison, le centre international parisien Inter-Archives voit transiter quotidiennement quatre cent mille communications qui parviennent à destination.

Pour 1976, le BLANC signé Madelios



CREMISE
polyester mélangé.
Ciel, beige
ou vert nil.
49 F

Non représentés
PEIGNOIR de BAIN, PJAMA fabriqué en France, coton, blanc, bleu, rose, vert, etc. 60 F
Blanc, vert, bleu, marine, beige ou kaki. 140 F

MOUCHOIR coton, fin blanc, de poche, vignette couleur, broché main. Les 6. 37 F

"Spécialité" de mouches en fil de lin, chiffres, ou non chiffres. 35 F

MADELIOS
PLACE FÉLIX MADELIOU-PARIS
01.47.54.54.54
Télégrammes 910101 pour nos clients

TRANSPORTS

LE « PROCÈS PUBLIC » DE CONCORDE A WASHINGTON

Les Américains influents ont pris nettement position en faveur de notre avion

affirment les représentants de la délégation française

La décision de M. Giscard d'Estaing de se rendre aux Etats-Unis au mois de mai à bord de Concorde n'aura pas troublé la sérénité des débats, organisés durant la journée du 5 janvier à Washington, où le dossier de l'appareil supersonique franco-britannique a été publiquement examiné. Menée avec fermeté et impartialité par M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, la « procédure » de Concorde s'est déroulée

durant plus de six heures, au cours desquelles ont été entendus les représentants des associations et détracteurs de l'avion.

A la tête des opposants, se sont retrouvés les représentants des associations pour la défense de l'environnement, pour soutenir le dossier du supersonique. M. Gerald Kaufman, secrétaire au ministère britannique de l'Industrie et Claude Abraham, directeur des transports aériens au secré-

tariat général de l'aviation civile française.

M. William Coleman, qui s'est fixé pour tâche, dans le cas précis de Concorde, de « définir le progrès de l'économie libre entre la productivité de l'économie et la défense de l'environnement », se prononcera dans les trente jours et dira pourquoi il autorise ou non le supersonique à atterrir à New-York et à Washington.

Instances lui donnent le feu vert, le supersonique franco-britannique devra essuyer les différents procès que ne manqueront pas de lui intenter associations et particuliers. Au-delà, il a été à plusieurs reprises réaffirmé que les autorisations qui pourraient lui être données valaient seulement pour les six vols par jour demandés par les compagnies européennes. Concorde sort du tunnel : il est encore loin d'avoir franchi le mur de l'Atlantique.

L'attitude américaine peut paraître scandaleuse. A défaut de l'excuser, les manifestations comme celles qui viennent de se dérouler à Washington aident à l'expliquer. Dans les difficultés faites au supersonique franco-britannique il y a beaucoup d'arrière-pensées politiques et économiques. Comment ignorer que l'on est ici en période électorale et que, avant le 2 novembre prochain, des hommes américains ont beaucoup à gagner et peu à perdre en refusant de se décider sur ce dossier brûlant ? Concorde illustre une évidente défaillance technologique des Etats-Unis, qui, après avoir renoncé en 1971 à construire leur propre supersonique, se voient invités à accepter ensuite celui des Européens. Comment renonceraient-ils à bouter une innovation technique étrangère dont ils peuvent faire ou défaire le succès commercial ?

Mais, au-delà, l'annonce de l'arrivée éventuelle du supersonique dans le ciel des Etats-Unis a été l'occasion de réaffirmer ou de confirmer ce qu'un livre récent appelle « la nouvelle idéologie américaine ». Concorde — et peu importe finalement les éléments exacts du dossier — est devenu le symbole d'une certaine méfiance vis-à-vis du progrès à tout-va et de la dissipation des ressources naturelles de la destruction du cadre de vie. M. William Coleman l'a très bien dit lorsqu'il écrit dans le document préparatoire au hearing du 5 janvier : « Tout en comprenant que le développement de la technologie est vital pour la croissance et le progrès économique, nous éprouvons néanmoins le besoin de concilier les bienfaits de la technologie avec les conséquences néfastes. Nous cherchons à définir le progrès comme un équilibre entre la productivité de l'économie et la défense de l'environnement. On ne peut mieux poser le problème. »

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

« L'HUMANITÉ » : bouche cousue.

Sous le titre « Derrière les décibels », Henri Alleg écrit notamment dans l'Humanité du 8 janvier : « (...) En se battant pour sauver Concorde, les (ouvriers) ont eu conscience de défendre non seulement leur emploi, mais aussi l'aéronautique et toute l'industrie française, leurs techniques, enrichies par les innombrables retombées de la construction de Concorde. Ils avaient conscience enfin de se battre pour l'indépendance économique et politique de leur pays. »

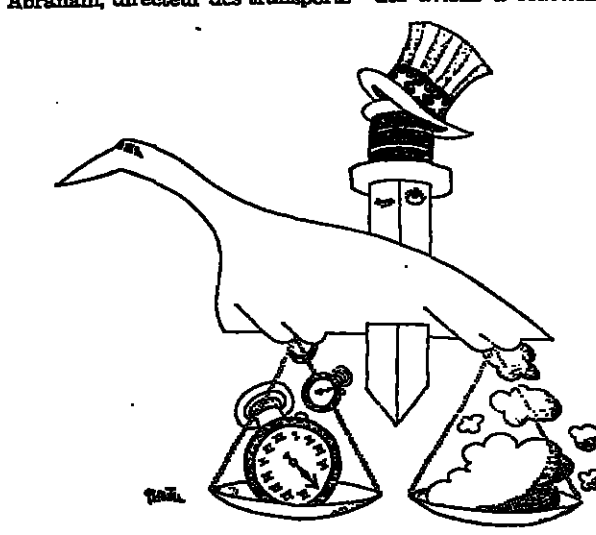
M. Giscard d'Estaing et les siens sont restés bouche cousue sur tous ces problèmes, et nous n'aurons pas la naïveté de nous en étonner.

« Dans un bel élan de patriotisme à l'usage des foules, le président de la République a pourtant dit qu'il utilisait peut-être Concorde en mai prochain lorsqu'il ira aux U.S.A. Connaissant ses sentiments, M. Ford comprendra et n'y verra pas offense (...) ».

● **Le cachet de Concorde**. — A l'occasion de l'entrée en service de Concorde sur la ligne Paris-Rio-de-Janeiro, le 21 janvier, les P.T.T. frapperont d'un cachet commémoratif les correspondances de moins de 5 grammes affranchies au tarif avion et non recommandées et les aérogrammes ordinaires à destination de Rio. Les usagers désireux d'expédier leurs correspondances par le vol inaugural devront les adresser, au plus tard le 15 janvier, dûment affranchies au tarif international, au directeur du centre de tri de Paris-Gare d'Austerlitz, Philatélie, 28, boulevard de la Gare, 75634 Paris, Cedex 13, sous enveloppes elles-mêmes affranchies. Les correspondances devront comporter au-dessus de l'adresse la mention très apparente : « Premier vol Paris-Rio-de-Janeiro par Concorde ».

De notre envoyé spécial

Le danger est négligeable ou illusoire, rétorqueront d'autres, et, en tout cas, sans comparaison avec celui que font courir l'augmentation des vols militaires ou des avions. Ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'il est plus bruyant que les derniers modèles des avions à réaction. Déchaîne-



(Dessin de PLANTU.)

aériens au secrétariat général de l'aviation civile française.

M. Kaufman, après avoir rappelé l'importance que le gouvernement britannique attache au programme Concorde, et en particulier à une rapide et équitable mise en service sur les aéroports de Washington et de New-York, fera un plaidoyer pour la libre coopération aéronautique internationale. Les Américains, qui se sont toujours faits les champions, expliquera-t-il, des gouvernements et des peuples de Grande-Bretagne et de France, comprennent difficilement que les Etats-Unis excluent Concorde de leur territoire.

M. Abraham le confirmera en anglais sur le même ton : « La France, dira-t-il, attache une grande importance à ce qu'Air France puisse commercer l'Amérique et Concorde sur les Etats-Unis » et encore : « Cet avion, construit en commun par les deux pays, a demandé treize ans d'efforts conjugués. Il a pour nous une importance capitale. Les Américains, qui se sont toujours faits les champions, expliquera-t-il, des gouvernements et des peuples de Grande-Bretagne et de France, comprennent difficilement que les Etats-Unis excluent Concorde de leur territoire. »

« Il est plus sûr »

Ensuite et durant toute la journée les interventions succéderont, soigneusement programmées pour ou contre Concorde : court (une minute ou deux), dix minutes au maximum, venant de personnalités des milieux les plus divers, américaines, françaises ou britanniques.

Avalent pu demander de prendre la parole des responsables de l'administration ou d'entreprises privées, des élus, ou des représentants d'associations. Des sénateurs, des députés américains, des directeurs de compagnies aériennes, des scientifiques, des représentants d'associations civiles, des riverains d'aéroports ou des défenseurs de l'environnement eurent ainsi la possibilité d'évoquer tous les aspects de l'abondant dossier Concorde. On a vu au cours de cette longue journée les interprétations multiples et contradictoires qu'il suscitait.

Concorde est une réussite technique qui ouvre l'ère du supersonique commercial. Ses constructeurs l'ont réaffirmé, mais aussi, par exemple, un responsable d'une compagnie américaine (« Il est plus sûr que les avions actuels »), ou l'un de ses pilotes. D'autres témoins ont mis en cause certaines de ses performances, et, par exemple, sa capacité en carburant. Autre question, et sans doute, une des plus importantes : Concorde met-il en danger l'environnement ? Ses rejets dans la stratosphère détruisent la couche protectrice d'ozone : attention nous à ce qu'ils conduisent à une augmentation sensible du nombre des cancers de la peau, expliquera-t-il l'un des représentants d'associations américaines.

PREMIERE PORTE EUROPEENNE

Le Roussillon se

UN AUTRE PLAN

Les financiers

330 F

Le forfait fantastique de La Plagne...

7 jours en Janvier sur la neige.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Ondes de choc pour les skieurs.

Les régions

PREMIÈRE PORTE EUROPÉENNE OUVERTE SUR LA « NOUVELLE ESPAGNE »

Le Roussillon se veut l'artisan d'une communauté catalane

« **QUE** de la comète, appellation, tout du monde ? » Ou bien plutôt : « Premières loges sur le bassin méditerranéen, paradis de douceur entre mer et montagne, porte du Marché commun ouverte aux peuples ibériques ? »

La Catalogne et le Roussillon français hâtent. Ce coin de France ne sait comment se placer sur l'échiquier géographique. Il cherche à sortir de cet embarras en disant : « Tout est spécial ici, tout est particulier. » Symbole : le grand journal local s'appelle l'indépendant.

Si demain la loi sur les régions permettait aux départements de « faire sécession », il est sûr que les Pyrénées-Orientales quitteraient la circonscription Languedoc-Roussillon qui a apporté aux Catalans « plus de déconvenue que de satisfactions ». Et il y a tort à parler — les nouvelles circonstances politiques aidant — qu'on jetterait beaucoup de ponts vers les voisins de sang et de langue de l'autre côté des Pyrénées.

« Nous n'avons aucun intérêt commun avec les Occitans de Béziers », déclare franchement M. Gilbert Grau, animateur du parti fédéraliste européen de Catalogne (P.F.E.C.). « Quand j'ai un problème, le traite directement avec Paris sans passer par Montpellier, capitale régionale qui n'en est pas une », ajoute M. Jacques Farran, président de la chambre de commerce. « La richesse, ici, c'est le brassage et le passage », renchérit M. René-Jean Camo, président de la chambre d'agriculture, qui conclut : « Face à Paris, au moins, nous sommes des Catalans, face à Montpellier, nous ne sommes rien. »

Depuis trois ans déjà le torchon brûle entre le nord et le sud du Roussillon languedocien. Qu'elle est entraine par les oppositions politiques, puisqu'on reprochait à Montpellier, dirigée par une personnalité R.I. d'envergure, M. François Delmas, de tout attirer à elle, au détriment du Roussillon, de longue date investie par la gauche. Mais ce sont les affaires universitaires qui ont mis le feu aux poudres.

Alors que le centre universitaire de

Perpignan, depuis 1970, faisait régulièrement valoir la proximité des équipements de Font-Romeu pour accueillir une U.E.R. d'éducation physique et sportive et franchir ainsi le pallier lui permettant de devenir une véritable université, voilà qu'il y a quelques jours on a appris que cette U.E.R. serait installée à Montpellier.

« On a porté atteinte à notre crédibilité et à notre dignité », s'est exclamé M. Georges Riera, qui vient de céder sa place de président du centre universitaire à M. Yves Serra. Le conseil général a très mal pris la chose. On a parlé de « kidnapping universitaire », de « colonialisme régional ». L'affaire risque d'avoir des conséquences politiques puisque — en « dédémocratie » ? — M. Jean-Pierre Solson songerait à nommer M. Riera directeur de l'actuel L.U.T.

« Si le ministre fait cela, notre comité directeur départemental démissionnera », ont averti les républicains indépendants, qui ont un autre candidat.

Les pouvoirs publics ont du mal à recoller les morceaux. Certes il est question d'installer à Perpignan un « Centre pluridisciplinaire d'études andorranes ». Andorre est une mine d'archives inexploitées, notamment dans l'histoire du droit. Mais Toulouse est aussi sur les rangs : qui la DATAR va-t-elle défendre au titre de la politique des régions frontalières ? Autre projet : la création d'un centre d'histoire sociale sous la houlette de l'UNESCO. Mais là, la France ne peut décider seule.

Pour le moment présent, c'est l'emploi qui, comme partout, est au cœur des préoccupations. Exode des jeunes, campagnes qui se vident. Le chômage est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Compter sur les aménagements touristiques du littoral ? Non. Leucate et Barcarès marquent le pas et, toujours, on leur oppose un obstacle de taille : le vent.

Sur la grande zone industrielle de

Rivesaltes (250 hectares), 40 seulement sont occupés. La prospection se poursuit, notamment vers l'énorme

réserve de la région de Barcelone (la métropole catalane compte plus de trois millions d'habitants, Perpignan cent vingt mille). Une situation analogue à celle du pays de Gex devant Genève, ou du bassin houiller lorrain face à Sarrebruck. Deux entreprises espagnoles sont déjà installées dans le département et quatre autres sont en voie d'installation.

« Mais nous aurons pu multiplier ces résultats par trois s'il n'y avait pas eu les réticences espagnoles à exporter les capitaux, et aussi les effets de la crise, regrette M. Farran. Nous allons développer les échanges de stagiaires avec Barcelone pour améliorer les connaissances en comptabilité, gestion d'entreprise, droit du Marché commun. La création d'une maison de la formation est prévue. »

« Notre problème n° 1 », dit M. Paul Alduy, député et maire socialiste de Perpignan, c'est que les primes industrielles de la DATAR ne sont

pas assez modulées en fonction de l'éloignement des provinces. Nous n'avons pas eu une seule décentralisation de la région perpignaise. En plus, on nous a enlevé des fonction-

naires : il y avait ici un ingénieur des affaires maritimes pour les problèmes de la côte. Maintenant, il est à Montpellier. Savez-vous que le préfet de région n'est jamais venu à Perpignan présider une réunion de travail ? Si le P.S. départementaliste ? Oui, bien sûr. »

Critiques convergentes dans les rangs de la majorité : « Un seul avion par jour vers Paris, à une heure mal commode. Et est-ce normal que la S.N.C.F. fasse une « ristourne » pour les trains complets de vin à Narbonne et pas à Perpignan ? » « S'étonne-t-on chez les dirigeants des R.I. et le président départemental de la fédération, M. Jean Comemale, d'ajouter : « Vraiment, il faut avoir la foi chevillée au corps pour animer un mouvement politique de la majorité dans ce département. On n'est pas très aidé par Paris. »

Un test de la bonne volonté de l'Etat va être l'affaire de l'« autoroute » du Boulou. Il s'agit de mettre en service — en même temps que l'autoroute l'été prochain — un complexe moderne de transit, d'échanges, et de débouquement des marchandises. Le Boulou, c'est le passage annuel de soixante-quinze mille camions espagnols, c'est un chiffre d'affaires de 2,5 millions de francs payés aux P.T.T. par les transporteurs en fraude de taxes. Coût de l'opération, confiée à la Société d'économie mixte (S.E.M.E.R.), présidée par M. Léon-Jean Grégory, sénateur socialiste et président du conseil général : 8,5 millions de francs.

Le département demande à l'Etat une subvention du FIAT de 10 à 20 %. Cet autoroute est d'autant plus urgente que les Espagnols nourrissent des projets grandioses concurrents à Figueras. Il est envisagé aussi de mettre au gabarit européen la voie ferrée Port-Bon-Figueras, à la suite d'un accord avec les chemins de fer espagnols. C'est alors l'avenir de Carcassonne qui est posé de manière inquiétante puisque l'essentiel des opérations douanières pourrait être déplacé à Figueras. M. Grégory suggère une solution : traiter le trafic nord-sud à Figueras par exemple, le trafic sud-nord au Boulou.

« L'argent en l'air » Sans ossature financière, les compagnies régionales sont à la merci de tout aléa : une grève, une récession, une erreur d'estimation. « En cas de difficultés, nous pourrions, elles risquent de trouver auprès des banquiers, une oreille d'autant moins attentive que ceux-ci n'ont généralement pas jugé possible, en période euphorique, de leur consentir des prêts classiques », indiquent les auteurs du rapport. Circonstance aggravante à leurs yeux : l'incertitude générale sur la seule réserve comptable dans la mesure où « la rentabilité de ses entreprises résulte du versement de subventions en provenance des fonds publics ». Les collectivités qui participent à cet effort sont, en effet, en droit d'attendre qu'on ne jette pas leur argent en l'air.

Cette branche d'activité n'attire pas les capitaux qui sont nécessaires à son développement. « Il y a tout lieu de penser que sa fragilité actuelle tend à rebutter les investisseurs », estiment les auteurs du rapport. L'incertitude sur les prévisions de trafic et sur la stratégie des pouvoirs publics alimente la méfiance des bailleurs de fonds. En outre, les affrètements d'Air Inter et d'Air France qui, par exemple, représentaient, en 1974, 55 % du chiffre d'affaires de Touraine Air Transport (T.A.T.) ne sont, en général, garantis que pour un an. Même si elles sont renouvelées facilement, les autorisations d'exploitation délivrées par le conseil supérieur de l'aviation marchande (SCAM) sont de très courte durée.

Au demeurant, le fonds de commerce est trop précieux pour intéresser des investisseurs : les avions, s'ils constituent, à terme, des promesses de plus-value de cession, n'appartiennent pas, pour l'instant, aux compagnies. De leur

terrain d'entente avec l'Espagne doit de toute manière être trouvé pour sauvegarder ce qui est ici la richesse n° 1, c'est-à-dire l'agriculture. La production agricole totale aura atteint 1,1 milliard de francs en 1975, contre 0,5 en 1972. Et sur de très nombreux produits, la concurrence espagnole est des plus dangereuses. « Pour nous, l'éventualité de l'entrée de Madrid dans le Marché commun, c'est une série d'interrogations et de craintes », affirme M. Camo. Nous redoutons de ne pouvoir faire pénétrer nos produits en Espagne. Nos voisins auront des réactions mathématiques alors qu'eux nous envahiront à bas prix. Le vin ? Ils pourraient facilement doubler leur production. Les fruits, les légumes ? Nous avons une liste de sept produits sensibles, mais il faudrait que la réglementation soit mieux respectée. »

Les paysans roussillonnais vivent au rythme de trois productions : la vigne, les fruits (abricot et la pêche), et surtout la salade : en 1974, le département a exporté 13 000 tonnes de scaroles et de laitues. Et quand les cours descendent à 20 centimes le pied, c'est la catastrophe.

Pour éviter toute distorsion économique, le parti fédéraliste européen de Catalogne (P.F.E.C.) a un remède tout trouvé : « Réintégrer les huit millions d'habitants échelonnés de Rivesaltes à Murcia dans une « euro région », maintenant que le préalable tranquille est tombé », affirme M. Grau.

Les militants du P.F.E.C. — qui ne parlent pas de la « France » ou de l'« Espagne », mais de la « Catalogne du nord » et de la « Catalogne du sud » — ajoutent : « Nous avons réussi la mobilisation émotionnelle de la population, il faut maintenant réussir la mobilisation politique. L'Université catalane d'été à Prades y contribue. Mais les gens ont peur de parler franchement catalan ; ils craignent qu'on ne supprime leur emploi par rétorsion. Alors que, à Barcelone, le fait de parler catalan permet une promotion sociale. Le samedi après-midi, les

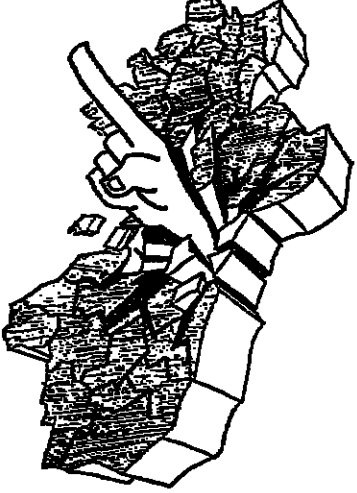
jeunes immigrés d'Andalousie ou de Castille vont spontanément aux cours. »

Pour sa part, l'Esquerra catalana dels Treballadors (E.C.T.) se veut une organisation révolutionnaire, héritière de mai 1968. Pour les amis de l'avocat perpignais Michel Mayol, c'est la tradition jacobino-bonapartiste qui empêche l'Etat français de reconnaître l'existence de plusieurs nations sur son territoire. Un Etat qui cependant sort de son aveuglement puisque, selon l'E.C.T., elle-même, le nouvel inspecteur d'académie adopte une attitude très favorable à l'enseignement de la langue catalane.

« Bourgeoisie croupion » Les mouvements régionalistes réservent toutefois leurs plus belles flèches pour la classe politique en place. « La grogne règne dans la bourgeoisie croupion roussillonnaise... mais le peuple catalan n'a rien à attendre des pantins qui s'agitent et qui aboient au conseil général », écrit Faig, le journal de l'E.C.T. Le P.F.E.C. estime que « la département est entre les mains d'une mafia », et traite les notables « de fossoyeurs de la région Catalogne nord ». Propos peu amènes que n'atténue pas l'opinion des républicains indépendants qui souhaitent la création d'une troisième circonscription législative. « C'est une tromperie : l'équipe dirigeante est très « programme commun » ici, et très « roses » à Paris. »

Certains vont même dans cette attitude des notables locaux une excessive complaisance, d'autres un pragmatisme nécessaire. Mais concilier la région, la nation, la communauté catalane n'est pas une mince affaire pour le département et il n'est pas sûr qu'une autre équipe politique y parviendrait mieux. Comme le disait l'un de ces si décriés notables : « Nous avons toujours été dans l'opposition. Mais une opposition bien particulière qui n'interdit ni les négociations, ni les ententes, ni les passe-passe, faites pour roller deux rives opposées d'une rivière. »

FRANÇOIS GROSCHARD.



Le Roussillon entre deux Catalognes... (Dessin de Piccini.)

UN AUTRE PLAN DE VOL DANS LE CIEL DE PROVINCE

Les financiers en renfort des aviateurs

LES dix chambres de commerce et d'industrie des régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur viennent de décider la création du Groupement interprofessionnel des aéroports du sud-est (GICASE). Elles entendent ainsi « affirmer leur volonté d'élaborer une politique commune du transport aérien » et envisagent de soutenir l'activité des compagnies, dites du « troisième niveau », « an cas où l'initiative privée apparaîtrait défectueuse ».

De son côté, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a récemment annoncé son intention d'appliquer, en la matière, une politique de « libéralisme concerté » comme le lui suggérerait le rapport du « groupe de travail sur la desserte aérienne régionale ». Les pouvoirs publics se proposent, en effet, d'avoir un œil plus attentif sur le développement des compagnies, dites du « troisième niveau », rentables mais fragiles.

Fort de cet argument, le transport aérien régional s'est développé à une allure que beaucoup d'observateurs jugeaient excessive. Les résultats du trafic ne semblent pas justifier leurs craintes : les quatre mille cinq cents passagers de 1968 sont devenus six cent quatre-vingt mille en 1974 (1). Un encouragement à s'équiper d'avions modernes, ce qui accroît démesurément le montant des engagements financiers. « De 1 à 3 millions de francs pour un Beechcraft-99 neuf ou d'occasion, on passe à 8 millions pour une Cessna et à 20 millions pour un Fokker-28 », note le groupe de travail. Les investissements prévus par les compagnies régionales représentent ainsi, pour les cinq prochaines années, quelque quatre fois leur chiffre d'affaires de 1973.

Ces perspectives ne laissent pas d'inquiéter les auteurs du rapport dans la mesure où, consistent-ils, « les entreprises les plus importantes sont rentables, mais d'une structure financière peu orthodoxe qui les rend fragiles ». Ne disposant au départ que de fonds propres très modestes, et faute d'obtenir de leurs banquiers des prêts classiques, elles ont eu recours pour s'équiper à des formules très coûteuses : le leasing et les emprunts hypothécaires. « Aucun avion n'a, semble-t-il, été acheté en pleine propriété ; les compagnies régionales possèdent en propre moins de 10 % de la flotte totale », soulignent les auteurs du rapport.

Si, du moins, ces sociétés se donnaient le temps de souffler un peu, acceptaient de modérer leur croissance, leur solidité s'en trouverait améliorée. Un répit pour consolider leurs fonds propres, se constituer des réserves. Or tel n'est pas le cas. Les compagnies régionales se lancent de droite et de gauche dans des programmes d'investissements à ce point onéreux qu'elles se voient obligées de faire, encore une fois, appel au leasing. « Il n'existe actuellement aucun signe annon-

ciateur d'accession de ces entreprises à la maturité financière, note le groupe de travail ; un tel processus n'a même pas été engagé. »

L'argent en l'air Sans ossature financière, les compagnies régionales sont à la merci de tout aléa : une grève, une récession, une erreur d'estimation. « En cas de difficultés, nous pourrions, elles risquent de trouver auprès des banquiers, une oreille d'autant moins attentive que ceux-ci n'ont généralement pas jugé possible, en période euphorique, de leur consentir des prêts classiques », indiquent les auteurs du rapport. Circonstance aggravante à leurs yeux : l'incertitude générale sur la seule réserve comptable dans la mesure où « la rentabilité de ses entreprises résulte du versement de subventions en provenance des fonds publics ». Les collectivités qui participent à cet effort sont, en effet, en droit d'attendre qu'on ne jette pas leur argent en l'air.

Cette branche d'activité n'attire pas les capitaux qui sont nécessaires à son développement. « Il y a tout lieu de penser que sa fragilité actuelle tend à rebutter les investisseurs », estiment les auteurs du rapport. L'incertitude sur les prévisions de trafic et sur la stratégie des pouvoirs publics alimente la méfiance des bailleurs de fonds. En outre, les affrètements d'Air Inter et d'Air France qui, par exemple, représentaient, en 1974, 55 % du chiffre d'affaires de Touraine Air Transport (T.A.T.) ne sont, en général, garantis que pour un an. Même si elles sont renouvelées facilement, les autorisations d'exploitation délivrées par le conseil supérieur de l'aviation marchande (SCAM) sont de très courte durée.

Au demeurant, le fonds de commerce est trop précieux pour intéresser des investisseurs : les avions, s'ils constituent, à terme, des promesses de plus-value de cession, n'appartiennent pas, pour l'instant, aux compagnies. De leur

D'une région à l'autre

Aquitaine

LES PIÉTONS DE BORDEAUX

BORDEAUX va avoir un nouveau plan de circulation qui sera réalisé à partir de 1976. La but de cette opération est de rendre la circulation plus fluide. Cette opération comprendra plusieurs phases : de nouveaux couloirs d'autobus seront aménagés ; de nouveaux centres de circulation seront créés, un réseau électronique permettra de régler dans le centre les feux tricolores selon l'intensité du trafic.

Enfin, deux rues piétonnières — les deux rues les plus commerçantes, la célèbre rue Sainte-Catherine et la rue Port-Dauphine — vont devenir une réalité à l'automne prochain. Les travaux dans ces rues vont commencer en janvier et dureront jusqu'en octobre.

Bretagne

OUI AU PÉTROLE D'IROISE

QUIMPER. — Sur l'initiative du Comité départemental de développement et d'aménagement du Finistère (CODDAF), le SIFRES vient de procéder à un sondage sur l'opinion de la population finistérienne à l'égard d'une exploitation pétrolière dans l'hypothèse où s'avéreraient positives les recherches entreprises en mer d'Iroise.

Si les Finistériens sont assez sceptiques quant aux résultats de ces recherches (un quart seulement pensent que les chances de découvrir du pétrole sont grandes ou assez grandes), ils ne montrent pas moins que la présence de pétrole au large de leurs côtes aurait des conséquences bénéfiques pour la région : 75 % estiment que des changements importants interviendraient et 69 % de ceux-ci considèrent que ce changement serait heureux.

330^F
Le forfait fantastique de La Plagne...

7 jours en Janvier sur la neige.

Oui, vous ne paierez que 330 francs pour tout ceci :

- Hébergement en studio, équipé, chauffé durant tout le séjour.
- Utilisation illimitée de toutes les remontées mécaniques de la Plagne et des Arves.
- Une journée de ski gratuite à Val d'Isère, Tignes et au Domaine des 3 Vallées.
- Garderie d'enfants toute la journée.



Ne perdez pas de temps : réservez par téléphone à :

Point Show Voyage (licence N° A 819)
66, Champs-Élysées Tél. 256.30.50

SENTER

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TEXTILE CHEF DE DEPARTEMENT (C.A. 30 Millions)

Le potentiel industriel que nous avons développé ainsi que la politique de contact direct avec le marché des gros priseurs, nous ont permis de nous affirmer comme le leader de la profession. Le département «TEXTILE-LOISIRS» suit un développement constant et régulier (30 millions de C.A. en 1975).

L'homme qui le coiffera peut être jeune mais a nécessairement de l'expérience.

Attaché à la Direction Générale et disposant d'une large délégation, il mettra personnellement en œuvre sa politique commerciale. Il est secondé avec compétence sur le plan technique. Pour l'exécution des travaux administratifs et de gestion, il dispose d'une équipe rodée.

Le dynamisme du candidat, son habileté dans la négociation et sa capacité de maîtrise de responsabilités importantes importent davantage que sa formation (notamment ESC ou universitaire).

La situation proposée est évolutive et les avantages qui y sont liés sont motivants dès le départ. La pratique de l'Allemand est un avantage supplémentaire.

POSTE A POURVOIR DANS L'EST DE LA FRANCE

Adressez CV détaillé + photo sous réf 2155 à notre Conseil :

43 Rue de la Brèche
aux Loups 75012 PARIS
ou 20 Avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

managing

UN SPECIALISTE JURIDIQUE ET FISCAL

est recherché par un établissement bancaire de l'Est de la France.

Le candidat devra avoir au moins 32 ans, une formation juridique et comptable supérieure, avoir exercé comme comptable et justifier d'une expérience de plusieurs années dans le domaine du contentieux et de la fiscalité dans une entreprise, un cabinet ou une administration.

Il sera responsable des problèmes juridiques et fiscaux de l'établissement et conseillera dans sa spécialité les entreprises clientes.

Résidence ville universitaire.

Ecr. lettre avec C.V. détaillé, n° 35.850, CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

DEPARTEMENT BATIMENT-TRAVAUX PUBLICS d'un GROUPE MULTINATIONAL recherche pour son AGENCE DE CHATEAUX-ROUX

DIRECTEUR ADJOINT INGENIEUR GRANDE ECOLE

Ce poste conviendrait à

35 ans minimum

désireux de synthétiser dans une responsabilité élargie, axée sur la négociation commerciale et la réalisation dynamique des programmes, l'expérience acquise dans les divers aspects d'une activité BATIMENT : technique, commercial, études de prix, direction et coordination de chantiers.

Cette situation de l'ordre de 100 à 120000 F débouche à court terme sur UN POSTE DE DIRECTEUR D'AGENCE.

Adressez C.V. dét., photo et rémunération actuelle sous réf. 121 M 780 30, rue de Mogador 75005 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recherche
POUR SON AGENCE REGIONALE
DE NANCY

UN PHARMACIEN

POSTE D'AVENIR REQUERANT :

Dynamisme - Goût de la vente - Esprit d'initiative

Qualité de gestionnaire.

Faculté de s'intégrer dans une équipe déjà constituée.

Expériences professionnelles antérieures indispensables.

Formation assurée par l'entreprise.

Ce poste nécessitera des déplacements fréquents sur le secteur - Voiture fournie.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions annonce numéro 3112 P.B.

PUBLICITE LAROCHE
39, rue Périer - 92120 MONTROUGE
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Leader dans sa branche, groupant 5 éta- blissements (3 700 personnes) recherche pour siège Province proche Sud région parisienne

responsable général des achats

QUALITÉS REQUISES :

- formation ingénieur ou niveau équivalent ;
- expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire de responsabilités d'ensemble des achats dans une entreprise industrielle avec différentes unités de production décentralisées ;
- connaissance des techniques de transformation des matières plastiques, des matières métalliques en feuille, du décolletage ainsi que de la sous-traitance sur plan.

PERSONNALITÉ :

- sens aigu de la rentabilité et de l'organisation ;
- excellents contacts à tous les niveaux.

Adressez C.V. et prétentions, photo sous réf. DACI (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS ET CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Le PDG d'une importante entreprise textile, située dans la grande banlieue lyonnaise, cherche pour prendre la responsabilité des fabriques (teintures tissus et apprêts tissés teints) un

directeur de fabrication

Ses missions : diriger les ateliers de teintures et d'apprêts ; contrôler le BE et le laboratoire. C'est une opportunité pour un ingénieur chimiste de 32 ans min. qui a plusieurs années d'expérience en BE et fabrication de teintures. Ecrire à Mme G. DILL, ss réf. 324 LM.

ALEXANDRETTICS S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

FILIALE FRANÇAISE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche :
jeunes diplômés B.S.C., I.U.T. ou équivalent
désireux de faire une

CARRIÈRE DANS LA VENTE

sur un marché en pleine expansion

offre :

- une formation de base aux méthodes modernes de merchandising et de promotion des ventes et à l'animation d'une équipe de promoteurs de vente ;
- la possibilité d'accéder rapidement à un poste de supervision au sein d'une équipe commerciale dynamique ;
- salaire fixe + intéressement + 13^e mois ;
- voiture de société + frais de route.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous n° 7529 à «la Monde» Publiée, 5, r. de l'Inde, 75427 Paris (9^e).



emplois internationaux

JCB FRANCE

Premier constructeur européen de Backhoe-loaders nous recherchons notre

délégué commercial ALGERIE

responsable de l'ensemble de nos ventes sur le territoire algérien.

Ce poste implique contacts et négociations avec les sociétés Nationales, les Grandes Administrations et les Wilayas.

Il sera aidé dans son action par notre direction exportation et s'appuiera sur les services techniques JCB déjà implantés en Algérie.

Une expérience de la vente de biens d'équipements (2 ans minimum), si possible préparée par une formation d'ingénieur, est nécessaire.

Cette situation comporte une rémunération élevée avec possibilité d'intéressement aux résultats, logement près de la mer dans la banlieue d'Alger, voiture de fonction, voyages en France (une semaine toutes les six semaines environ).

Ecrire avec CV détaillé au Service 1582 M plein emploi 10, rue du mail PARIS 2ème

ILE DE LA REUNION

Le Président d'une importante Société spécialisée dans la REPARATION DE NAVIRES, la CHAUDRONNERIE et la CHARPENTE METALLIQUE recherche

directeur général

afin de lui confier la responsabilité de la coordination technique et commerciale, de la gestion financière, de l'organisation administrative, du contrôle de la production des travaux, de la relation client avec le Président, il devra remplir ces fonctions de la façon la plus efficace et la plus économique.

Le candidat recherché devra être âgé de 35 ans minimum, avoir une formation supérieure (B.S.C., I.U.T. ou équivalent) et une expérience de 10 ans minimum dans la gestion et de direction, acquise dans une entreprise de la réparation de navires, de chaudronnerie, ou d'équipement de navires.

Une connaissance de l'anglais est une atout. Une expérience de la gestion et de la vente de biens d'équipements est un atout.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 23382 M au Conseil de Recrutement de la Région Industrielle de l'Inde, 42, rue Leprieux 75017 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE recherche pour Espagne

UN INGENIEUR ou niveau ingénieur POUR DIRECTION TECHNIQUE

CONTREMAITRES DE FABRICATION

pour son atelier de fabrication de tuyauteries destinées aux usines de raffineries, de pétrochimie et aux centrales thermiques ou nucléaires.

Quelques années expérience dans ce domaine sont exigées.

Env. candidature et C.V. man. sous n° 35.324 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour sa filiale à NEW-YORK

CHEF COMPTABLE EXPERIMENTÉ

parlante français-anglais.

Rémunération annuelle : 27.000 dollars.

Avantages sociaux français conservés.

Un voyage par an NEW-YORK - PARIS.

Adressez C.V. photo, n° 35.794, CONTEXTE PUBLIÉE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT ET T.P. recherche pour la NIGERIA

UN INGENIEUR MECANICIEN

pour important chantier de construction de routes :

35 ans minimum.

Expérience matériel travaux publics et routier, matériel agricole et commercial.

UN INGENIEUR MECANICIEN

DEBUTANT

UN MAGASINIER

Age minimum 35 ans, avoir une expérience confirmée de gestion complète de magasin pour important magasin de matériels de T.P. Pour ces trois postes, connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. photo et prét. n° 35.208, CONTEXTE PUBLI., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

URGENT. Organisme officiel franc. rech. pour mission long. durée en GUINÉE-BISSAU : 1^{er} INGENIEUR Industrie AGRO-ALIMENTAIRE, spécial. ép. norme. Sout. 5 a. expér. min. 21 1^{er} INGENIEUR - AGRICULTURE spécial. agronomie tropicale. Sout. 5 a. expér. min. 21 1^{er} VETERINAIRE spécial. médecine tropicale pour montage (laboratoire, tournée terr. activ. for. 5 a. expér. min. 21 1^{er} INGENIEUR - AGRICULTURE spécial. agronomie tropicale. Sout. 5 a. expér. min. 21

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE RECHERCHE à KIRUNA (SUEDE) recrute un ADMINISTRATEUR GESTIONNAIRE

Il sera chargé de l'administration générale de la société (budget, comptabilité, contrats, personnel) et de la gestion de ses installations techniques.

Des qualifications économiques, juridiques ou financières (niv. études supérieures) ;

Une connaissance parfaite angl. et français, ou allemand, ou langue scandinave ;

Une bonne expérience sectorielle et la maîtrise des questions techniques et du travail en milieu international.

Possibilité internationale d'installation et avant. sociaux.

Envoyer C.V. et prétentions à Professor T. HAGFORS, Dept. of Electrical Engineering, N. 704 THORHEIM, NTH, NORWAY.

Pr. résum. complim. 44 C.N.R.S. 535-22-25, poste 389.

Pour l'AVANCE :

- 1^{er} Directeur financier, expérimenté, spécialiste finances internationales
- 1^{er} Responsable service comptable, expérimenté.

Pour Paris :

- 1^{er} Spécialiste séjours internationaux, maîtrise non requise
- 1^{er} Spécialiste marketing, maîtrise non requise

Téléphone : 538-71-42, poste 35.

Le CRÉDIT AGRICOLE de LOIRE-ATLANTIQUE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ET DE SUIVI DES CRÉDITS AUX PROFESSIONNELS

pour son Service Prêts professionnels

NIVEAU DE FORMATION SOUHAITÉ :

- Brevet de Banque,
- I.U.T. de Gestion.

UN TECHNICIEN CHARGÉ DE L'ÉTUDE DES PRÊTS AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES

NIVEAU DE FORMATION SOUHAITÉ :

- B.T.S. ou équivalent.

Une expérience de technicien agricole en groupement de producteurs, C.G.E.A. ou coopératives, pour la facilité et accélérer la prise de fonction.

Les candidatures sont à adresser :

CRÉDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE
Service du Personnel
Le Garde-Route de Paris 30 X
44048 NANTES CEDEX

directeur de centre de recherches maraîchères

LANGUEDOC ROUSSILLON

Importante Société Européenne du Secteur Agricole recherche un diplômé agro ou équivalent possédant une expérience de plusieurs années de technicien (fonction si possible) pour créer et lancer un centre de recherche destiné à améliorer les espèces maraîchères. Il disposera d'un budget de recherche important dès la première année. La poste comprend des possibilités d'évolution importante et une rémunération en rapport avec les exigences de la fonction.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2401/M à Michèle ROUSSELOT.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

SGLS SOCIÉTÉ DE GESTION DU LIVRE SPÉCIALISÉ

BLOIS

UN PROGRAMMEUR COBOL

2 ans d'expérience.

Arrière, Burroughs souhaités.

Libra rapidement.

Rémunération annuelle 40.000 F ou +.

Envoyer C.V. et prêt sous réf. PP au Service du Personnel - 21 BLOIS Sud - 41350 VINEUIL.

S.A. Burroughs (proximité ROUEN)

recherche pour
l'un de ses BUREAUX D'ÉTUDES :

INGENIEUR- ELECTRONICIEN

EXPERIMENTÉ

- pour développement de circuits électroniques de terminaux en vue d'une production en série.
- pour animation technique d'une équipe comprenant des ingénieurs, techniciens et Dessinateurs.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions de salaire à l'attention du Chef du Personnel B.P. 5 - 76360 BARENTIN.

VOUS AVEZ 3 A 5 ANS D'EXPÉRIENCE EN PROGRAMMATION COBOL

Vous serez prêt à participer à l'équipe chargée du lancement d'un nouvel ordinateur. (C.E.B. 64 - 20 GCOB)

UN ORGANISME AGRICOLE ET MUTUEL

PROGRAMMEUR ANALYSTE et PROGRAMMEUR

Poste d'avenir sécurité de l'emploi
Région : PAYS DE LOIRE
Disponibilité souhaitée : Fin Février

Adressez C.V. et deux photos :
HAYAS LE MANS N° 823, qui transmettra.

IMPORTANTE UNITÉ CONSTRUCTION MECANIQUE - MECANO SOUDURE - MONTAGE

recherche pour son usine
région NANTES SAINT NAZAIRE

chef de service METHODES

RESPONSABILITÉS : • méthodes administrative et technique de fabrication • outillage • entretien, travaux neufs, sécurité.

FORMATION : A.M. - ECAM - INSA...

EXPERIENCE : au moins 5 ans de pratique directe de la production en atelier et fabrication mécanique.

Adressez curriculum-vitae détaillé + photo sous référence 352 à :

ORIGES CONSEIL
12 rue de la République 92000 NANTERRE

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur général adjoint

PARIS

P.D.G. d'un Groupe de Sociétés de Prestations de Services que j'ai créées il y a une quinzaine d'années, je souhaite aujourd'hui déléguer pour la plus importante de ces sociétés (C.A. 60 M.) mes fonctions de direction générale.

Cette Société extrêmement solide connaît une forte croissance, devant progresser encore au cours des prochaines années.

Pour orchestrer ce développement, coordonner et contrôler l'activité des équipes existantes, dynamiques et parfaitement compétentes qui en assurent le succès, il faut une véritable personnalité.

Maitrisant plus spécialement l'une des techniques de gestion d'entreprise : marketing, finances, personnel, juridique, cette personne aura déjà exercé avec succès les responsabilités globales d'un Patron.

Je recevrai personnellement dès le 20 Janvier les candidats que me présenteront les Cabinets de Recrutement d'EUREQUIP. Prenez contact avec eux, sous réf. 10164/M.

EUREQUIP

19, rue Yves du Manoir - B.P. 30
92420 Yverness - Tél. 970.44.31

OLIVETTI

Premier Constructeur Européen de Matériels de Bureau et d'Informatique recherche pour son siège social - PARIS 8ème -

chef service comptabilité

Responsable devant le DIRECTEUR ADMINISTRATIF, il assurera la comptabilité générale (bilan, compte d'exploitation), et animera une équipe de 15 personnes.

Le candidat, minimum 30 ans, aura une formation supérieure commerciale (H.E.C., E.S.E.C., E.S.P.C.), ainsi qu'une expérience de 2 ans dans un poste analogue ou dans un cabinet d'expertise comptable.

Adresser C.V. et prétentions à B. GIESE - OLIVETTI FRANCE - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

olivetti

DIRECTEUR CABINET DE RECRUTEMENT CADRES HAUT NIVEAU.

- Il dirigera ce Cabinet en formation : seul d'abord (avec l'appui d'actions) puis à vocation complémentaire, puis assisté de Consultants.
- Ayant 40 ans minimum, libre rapidement, il aura peut-être déjà une expérience en Cabinet de "search" ou en Direction des R.H. ou, en tout cas, occupé des postes de très bon niveau dans le secteur privé. Anglais courant.
- Ethique rigoureuse, affiance pour les problèmes humains et les contacts à haut niveau, solide expérience des affaires seront des atouts déterminants de succès.
- Sa rémunération comportera un intéressement à la marge brute, dont il sera responsable. Une participation symbolique mais voulue au capital le placera en position de Directeur associé.

DISCRETION ABSOLUE : cela va de soi
Lettre (manuscrite) motivant votre intérêt avec C.V. et photo à adresser sous n° 179.331 M à REGIE PRESSE 85 bis Rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra

Une importante BANQUE INTERNATIONALE recherche à PARIS

chef de services comptables

Sous l'autorité du Directeur Comptable, il aura la supervision de plusieurs sections comptables représentant au total environ 15 personnes.

- Le candidat devra posséder :
 - une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire,
 - la connaissance des techniques et méthodes anglo-saxonnes : une expérience dans un cabinet d'Audit sera très appréciée,
 - une formation supérieure acquise dans une grande école (H.E.C., E.S.E.C., E.S.P.C.) ou l'Expertise Comptable (DECS + 2 certificats supérieurs),
 - la connaissance de l'Anglais.

chef de section contrôle comptable

Il aura pour mission de justifier tous les postes du bilan et du compte d'exploitation (vérification de comptes, élaboration de réconciliation, etc.).

- Le candidat devra posséder :
 - une expérience d'au moins 3 ans dans les services comptables ou dans un service d'Audit interne,
 - une formation comptable : DECS, BTS, IUT ou équivalent.

Envoyer C.V. détaillé et photo au Service 7581 F

plein emploi PUBLICITE
10, rue du mail PARIS 2ème

INGENIEURS ELECTRONICIENS

S.S.E. ou équivalent - 120M

Nous sommes une entreprise française rattachée à un groupe important. Pour faire face à une expansion croissante, nous recherchons des techniciens capables de prendre la responsabilité de l'étude et de la conception de circuits électroniques de puissance ou de circuits bas niveau numériques et analogiques. Deux à quatre ans d'expérience de ce domaine dans un service technique sont donc indispensables.

Possibilités de développement et de carrière au sein du groupe.
Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2443/M (à mentionner sur l'enveloppe).
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06

Jeune Chef du Personnel

PARIS OUEST

75.000

Le Groupe :

Industrie et Services, 2000 personnes. Marque connue. Activité stable et rentable.

Le champ d'action du poste :

La Société Industrielle, 500 personnes, au sein de laquelle le candidat assurera l'administration et la gestion du personnel, ainsi que l'assistance au Directeur du Personnel pour les relations avec les représentants du personnel.

Le candidat et son avenir :

FORMATION JURIDIQUE SUPERIEURE - Homme ou Femme. 5 ans d'expérience dans la fonction personnel. Nous attendons du candidat qu'il ait un potentiel qui lui permette d'évoluer au sein du groupe.

sélé
CEGOS

Adresser lettre man. et CV dét. à J. DELANNOYE - se réf. 1001/M - SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

La Direction Générale D'UN ORGANISME A CARACTERE SOCIAL

(à arrondissement de Paris) désire s'adjoindre

Jeune collaboratrice ou collaborateur

(30 ans minimum)

Licencié en droit, option gestion ou D.U.T. Management ou H.E.C. ou similaire.

De poste, l'ordre de responsabilité tant sur le plan de la gestion que sur le plan du Management, s'adresse à un (ou une) candidat justifiant :

- de réelles qualités humaines, d'une grande puissance de travail, d'un sens créatif certain ;
- d'une formation juridique enrichie de la connaissance de nouvelles méthodes de Management ou de Marketing ;
- Expérience professionnelle 3 ans minimum.

Si ce poste vous intéresse, adressez curriculum vitae manuscrit et photo sous la référence M 7481 à :

LEPA RECRUTEMENT

94, rue Saint-Lazare. — 75009 PARIS.

Nous sommes spécialisés en études et réalisations de montage en INSTRUMENTATION et REGULATION

Nous recrutons

INGENIEURS D'AFFAIRES

L'expérience des candidats que nous retiendrons leur permettra de suivre les études et réalisations de nos chantiers, principalement dans les domaines de la pétrochimie et de la chimie.

- Pratique de la langue anglaise appréciée.
- Déplacements courts durée à prévoir France et étranger.

Ecrire en précisant expérience et prétentions salariales sous n° 4793 à COFAP, 40, rue de Chevalot, 75010 PARIS qui transmettra. Discrétion absolue assurée.

ingénieur électricien

(A.M. - I.E.G. - E.S.M.E.) ou équivalent

Le fondateur d'une société française ayant acquis une situation privilégiée dans une série de domaines techniques protégés par des brevets dans le domaine des appareils électro-magnétiques, recherche un COLLABORATEUR direct.

Une période d'intégration dans un travail d'équipe le familiarisera avec les techniques particulières, et ses qualités humaines devraient lui permettre de devenir DIRECTEUR TECHNIQUE.

Cet homme, âgé de 35 ans minimum, aura le goût du travail collectif et une grande créativité. Des aptitudes à la gestion seraient un atout supplémentaire.

Ce poste, basé à PARIS, offre de grandes perspectives d'avenir à une personnalité de premier plan.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions au service 1581 M de plein emploi 10, rue du mail PARIS 2ème

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE recherche pour son Siège REGION PARISIENNE

chef du service du personnel

Collaborateur du Directeur du Personnel,

il sera chargé de l'ADMINISTRATION du personnel en service à Paris et Outre-Mer. (520 personnes, Ingénieurs et Cadres pour la plupart) :

- problèmes de rémunération et paie.
- questions sociales et problèmes fiscaux France et Etranger.
- Retraites et Contentieux.

Une très solide formation juridique en Droit Social et une bonne expérience de l'administration du personnel sont exigées. Possibilité de carrière internationale.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 3674 à :

organisation et publicité
2 rue de Valenciennes 75001 PARIS (transmettra)

DIRECTEUR FINANCIER

Dépendant directement du P.D.G.

SOCIÉTÉ : 2 filiales françaises de SMITHKLINE CORPORATION

(2,5 milliards de francs - 13.000 personnes - 40 filiales)

Il s'agit des Laboratoires GREMY LONGUET & SMITH KLINE & FRENCH

100 Millions de Francs - 520 personnes - 2 usines.

RESPONSABILITÉS :

Comptabilité Générale et analytique

Fiscalité

Financements et analyses financières

Budgets, plans stratégiques à moyen et long terme

Systèmes de contrôle et de Gestion automatisés

Reporting.

PROFIL :

35 ans minimum

Grande école ou formation financière supérieure

5 à 10 ans dans un groupe anglo-saxon

Expérience réussie de Comptabilité Industrielle

Parfait bilinguisme anglais-français.

Large perspectives d'évolution, éventuellement à un niveau international, dans un groupe en forte expansion.

Intégration absolue garantie.

Envoyer C.V. + photo + rémunération souhaitée à Direction du Personnel - S.K. & F. - 12/14, rue Jules César 75012 PARIS.

Important établissement financier - Paris - recherche

collaborateur de haut niveau

pour l'intégrer à l'équipe de Direction et lui confier les études et le développement de nouveaux produits financiers (crédits d'équipement).

Pour être candidat il faut avoir : une formation supérieure (Ingénieur Grande École...) des connaissances pratiques en Actuariat, une expérience financière d'au moins 5 années acquises dans un groupe important, une expérience bancaire.

Il faut en outre posséder des connaissances concrètes en Analyse et Programmation et une maîtrise suffisante de l'informatique pour être capable de l'utiliser dans les études dont il aura la charge.

Adresser C.V. détaillé (sous réf. 35401) à

GAMMA SÉLECTION
9, bis rue de Vézelay
75008 PARIS.

VOUS AVEZ :

- une expérience de quelques années en production ou engineering (de préférence industrie alimentaire).

VOUS ÊTES :

- diplômé A.M. ou équivalent ;
- un gestionnaire efficace tant au niveau des hommes que de la production.

VOUS RECHERCHER :

- un poste de responsabilité dans le cadre d'une nouvelle production ;
- de réelles possibilités d'évolution ;
- un travail en équipe au sein d'une entreprise dynamique et leader sur le marché.

Si cela vous correspond,



Usine de Montreuil.

est prête à vous offrir ce poste

Adresser votre candidature, curriculum vitae et prétentions à l'attention de :

J.-C. LELU, 283, rue de Rosny-Montreuil,

ou téléphones au 838-90-50

si vous désirez des précisions complémentaires.

ENTREPRISE DE TP PETROLIERS OFF-SHORE, FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FRANÇAIS, nous

connaissions une expansion qui nous place dans les premiers au monde dans notre spécialité. Nous créons, à Paris, le poste

d'auditeur interne

Sa mission, confiée par le Président auquel il rapporte : contrôler l'efficacité et la bonne application des procédures de gestion, apprécier la fiabilité des systèmes d'information et de protection internes. Chaque intervention donne lieu à un rapport proposant à la Direction Générale les actions correctives nécessaires.

Son domaine : l'ensemble des fonctions administratives : comptabilité, fiscalité, finances, personnel, achats, juridique, informatique, etc. Il intervient auprès des services du siège à PARIS et dans les filiales à l'étranger (EUROPE, MOYEN-ORIENT, AFRIQUE).

Son profil : formation IEP, HEC, ESSEC, 30 ans minimum. Il a des connaissances comptables confirmées ainsi que la pratique courante de la langue anglaise. Sa carrière antérieure comprend quelques années dans un cabinet d'audit international confirmées par une expérience similaire acquise dans une importante société multinationale. Des déplacements fréquents sont à prévoir. Ecrire à G. BARDOU se réf. 2998 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
(LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES)

Un des premiers groupes privés d'Assurances recherche pour son Service

COMPTABILITE GENERALE (80 personnes)

UN CADRE COMPTABLE

- Titulaire du D.E.C.S.,
- ayant une bonne expérience de l'encaissement.

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris

Envoyez votre lettre de candidature avec votre C.V. et réf. 13.801

an.p.m. 180, av. Ch. de Gaulle

92522 NEUILLY

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE Produits de Grande Consommation

mondialement implantée, recherche un

Spécialiste Etudes de Marché

Après avoir

Rattaché à la Direction du Marketing, il sera le maître d'œuvre d'Etudes et Enquêtes depuis leur conception jusqu'à leur exploitation (y compris le fieldwork).

Chef du "Service Etudes", il collaborera étroitement avec les Directions Commerciales et les Chefs de Produits.

Ce poste, situé à Paris, conviendrait à

Diplômé d'Etudes Supérieures

possédant compétence et expérience dans

les domaines suivants :

— sous réf. 1087 à préciser sur l'enveloppe —

seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

LogAbax

INSPECTION APRES-VENTE

UN CADRE

TECHICO-COMMERCIAL

POSITION III

RESPONSABLE

DE SA DIVISION

OPERATIONNELLE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

Paris 8ème recherche

un jeune

COMPTABLE

(D.U.T. ou E.T.S.)

pour son Service

COMPTABILITE GENERALE

ou téléphones au 838-90-50

si vous désirez des précisions complémentaires.

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

Personnel 75.000

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

recherche de personnel pour les entreprises.

offres d'emploi

délégué technique syndicat professionnel

Un Syndicat Professionnel groupant 150 adhérents effectif 15000 personnes - chiffre d'affaires 4 milliards - recherche un collaborateur permanent capable de suivre tous les aspects techniques relatifs à la production et à la distribution de la chaleur, chargé des relations avec les Producteurs de combustibles et d'énergie et leurs Autorités de tutelle, et au courant des législations spécifiques.

Il sera appelé à représenter la Profession dans les instances officielles et à assister le Président pour toutes les questions d'ordre technique.

Le poste doit évoluer vers des fonctions plus générales et des responsabilités élargies.

Il est indispensable pour le tenir d'avoir une formation d'ingénieur (X, Centrale, Mines) complétée par une expérience juridique et administrative.

Les ingénieurs intéressés par ces perspectives sont invités à adresser leur dossier sous référence SY 174 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7, rue Léonard 75008 PARIS

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE ÉTRANGÈRE

recherche

RESPONSABLE DES PROGRAMMES IMMOBILIERS

Qui devra :

- Rechercher et étudier des programmes d'investissements immobiliers commerciaux à long terme ;
- Suivre les opérations de construction, de commercialisation, de gestion des immeubles ;
- Assurer la gestion administrative ;
- Il rendra compte directement aux responsables hollandais ;
- Ses fonctions s'exerceront depuis Paris sur la France entière.

Il devra :

- Avoir trente ans minimum ;
- Avoir une bonne formation technique de base ;
- Avoir une expérience de quelques années dans le domaine immobilier commercial ;
- Parler anglais.

Adresser C.V., photo, prêt et date de disponibilité sous n° 7923 à « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75121 PARIS (9^e), qui transmet.

Important groupe MATIÈRES PLASTIQUES

recherche

ingénieur d'assistance clientèle

Ce jeune ingénieur, de formation mécanique, aura 2 à 3 ans d'expérience dans la transformation (extrusion si possible) des matières plastiques techniques : polyamides, ABS, ou éventuellement polypropylène.

Il assistera dans le monde entier les transformateurs pour l'utilisation d'une résine technique.

Connaissance de l'anglais impérative, autre langue appréciée.

Déplacements fréquents de courte durée. Base Paris.

Pour obtenir informations complémentaires, écrire sous référence 5103 L.

Legor 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

LogAbax informatique

recherche pour son DÉPARTEMENT INSPECTION APRÈS-VENTE

1°) UN CADRE TECHNICO-COMMERCE POSITION III a

Expérience EXPORT et O.E.M. appréciée. Connaissance anglaise et/ou allemande couramment. Bonnes notions d'allemand souhaitées.

2°) RESPONSABLE DE SA DIVISION OPÉRATIONNELLE

(INGÉNIEUR P 3 - B ou C - 40 ans minimum) Expérience dans le commandement d'effectifs importants (400 personnes) indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions, Service du Personnel, 70, av. Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES Paris 9ème, recherche

un jeune COMPTABLE (D.U.T. ou B.T.S.)

pour son Service COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Ecrire avec C.V. sous référence 13.589

A.P.M. 180, av. de la Gaité 92122 NEUILLY

offres d'emploi

Filiale française important groupe pétrolier recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX DIPLOMÉS HEC, ESSEC SUP. de CO ou équivalent

Libérés du Service National.

Minimum 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion, pour postes

Attachés commerciaux suivant besoins du Service, en résidence Paris ou province.

- Fonction comportant nombreux déplacements.
- Formation complémentaire assurée.
- Possibilité d'évolution carrière en fonction aptitudes.

Adresser curriculum vitae et photo à n° 35.312, CONTEXSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmet.

directeur du personnel

Importante chaîne de magasins à succursales multiples, recherche un **DIRECTEUR DU PERSONNEL**.

- Gestion administrative de l'ensemble du Personnel (environ 3 000).
- Conseil auprès de la Direction Générale (dont il dépend directement) et des différents Chefs de Division.
- Assistance juridique.

Seront ses principales responsabilités.

Le candidat devra avoir au moins 35 ans, une formation supérieure, de bonnes connaissances du Droit du Travail et une expérience d'au moins 8 ans dans cette même fonction.

Envoyer votre C.V., manuscrit et photo sous réf. 32 047/M à I.C.A. qui transmetra (Discrétion assurée).

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

INFOREX

Systèmes d'Informatique recherche

pour Paris et sa Région.

2 Ingénieurs Commerciaux de haut niveau pour la négociation de ses produits.

Il est exigé du candidat une expérience de 2 à 3 ans dans la vente en informatique de gestion (ordinateurs ou périphériques).

Adresser C.V. et lettre manuscrite avec photo à Direction du Personnel 10, rue Jean-Jaures - 92807 PUTEAUX.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE (banlieue ouest Paris)

Nous sommes leaders sur notre marché - produits pour le bâtiment et le génie civil.

Notre directeur commercial cherche

un agent de ventes

Sa mission : suivre la clientèle existante, promouvoir les produits, prospecter les clients potentiels.

Son champ d'action : la France entière. Il a 22 ans minimum, une formation commerciale, deux à trois ans d'expérience de la vente de biens industriels.

Il peut évoluer vers un poste de cadre commercial.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 2993 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

Société Textile Leader dans sa branche recherche

COMPTABLE QUALIFIÉ 30 ans minimum

Responsable service comptable, comptabilité générale, centralisation, bilan, LIBRE DE SUITE. POSITION CADRE.

Adresser candidature manuscrite et C.V. à : Eux HAAS FRÈRES ET LAMBERT 23, rue de Cléry, 75002 PARIS.

Un de ses clients charge HONEYWELL

BULL de rechercher pour son Service Informatique, un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- 3 ans d'expérience minimum.
- Bonnes connaissances du Cobol et si possible du Gécil.

Pour assister le Chef de Service Informatique et développer de nouvelles applications (traitement de données...).

Matériel : H.B. 88.

Lieu de travail : Saint-Ouen-l'Aumône.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 8/M à H.B., 1 F 107.

HONEYWELL BULL 61-63, rue d'Avron - 75080 Paris Cedex 20

offres d'emploi

adjoint au directeur des relations sociales

Un Organisme Professionnel National recherche

SUP DE CO ou formation équivalente pour succéder le Directeur des Relations Sociales dans ses interventions près des entreprises de la profession.

Il sera plus particulièrement chargé d'étudier les aspects juridiques et économiques relatifs aux problèmes sociaux de la profession.

Il doit avoir au moins 5 ans d'expérience de la gestion (statistiques, comptabilité, paie, utilisation de l'informatique) et avoir pratiqué le Droit Social.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 620/M) seront traitées avec toute la discrétion d'usage par :

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 41, ALABESLOFFRANE 92000 ANTONY

TRANSPORTS INTERNATIONAUX Région Parisienne Ouest

Société dynamique en pleine expansion recherche pour

CRÉATION et DÉVELOPPEMENTS SON

CHEF de SERVICE INFORMATIQUE

QUALIFICATION :

Chef de Projet de haut niveau ayant au minimum 3 années d'expérience dans des fonctions similaires.

Connaissances GAZP, COBOL et TELEPROCESSING appréciées ainsi que maîtrise matériel IBM 370.

Ambiance jeune et dynamique. Avantages sociaux.

Envoyer curriculum vitae détaillé avec photo et rémunération actuelle à : n° 35.918, CONTEXSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmet.

Organisme Privé ayant une mission générale de

Promotion des Entreprises souhaite intégrer à son équipe de Consultants un

Spécialiste Marketing

30 ans minimum, qui aura à la fois un rôle de Conseil et de Formation.

Il s'appuiera sur une

Formation Commerciale Supérieure

(plusieurs années d'expérience (Entreprise et/ou Cabinet Conseil) Les dossiers de candidatures - sous RÉF. M. 1028 - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Important Groupe de Sociétés BANLIEUE OUEST

recherche pour

Centre Informatique équipé IBM 370

1 ANALYSTE de GESTION DÉBUTANT

Formation HEC - ESSEC - ESCP (Section Finances Comptabilité) Connaissances Cobol appréciées.

1 PROGRAMMEUR SYSTÈME

1 ou 2 ans d'expérience programmation assembleur et système d'exploitation VS. 1

Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 35.098, ConTEXSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

CONSTRUCTEUR D'EQUIPEMENTS TP ET BATIMENT recherche un

INSPECTEUR CONCESSIONNAIRES 70.000

Base Paris.

Fonction : promouvoir, animer, gérer, contrôler les ventes auprès des concessionnaires et revendeurs sélectionnés en France.

Il faut être un professionnel de la Vente confirmé

Adresser CV détaillé + photo + référence 13.536 à A.P.M. 180, av. de la Gaité, 92122 NEUILLY

SOCIÉTÉ FRANÇAISE Matériel Thermique Grande Diffusion Chauffage et Conditionnement d'air, radiateurs rattachés à un Groupe International

Leader de son marché

RECHERCHE POUR PARIS

DIRECTEUR DES VENTES

Dépendant de la Direction Générale, sera responsable de l'animation commerciale nationale.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prêt. à n° 324 SPERAN 12, rue Jean-Jaures, 93007 PUTEAUX, qui transmet.

DISCRETION ASSURÉE.

offres d'emploi

La Président d'un groupe multinational de prestations de services recherche

POUR UNE DE SES FILIALES (C.A. 30.000.000)

SON DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

Afin de coordonner et développer l'activité de cette société, IL DEVRA :

- Participer, en liaison avec les directions fonctionnelles du groupe, à l'élaboration des politiques d'évolution et à assurer la mise en œuvre et le suivi sur le terrain.
- Animer et gérer l'ensemble des agences sur le territoire national.

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR :

- Un niveau de formation supérieur ;
- Une solide expérience d'animation et de direction commerciale dans une société d'implantation nationale.

POSTE BASÉ A PARIS NECESSITANT DES DÉPLACEMENTS EN PROVINCE.

Rémunération annuelle : 120.000 F +

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, sous n° 179.748 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, 75001 Paris Cedex 02.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE POUR SA FILIALE COMMERCIALE (GROSSISTE) PARIS

Grand nombre de produits Clientèle d'utilisateurs nombreux LEADER DANS SON CRENEAU, tech.

DIRECTEUR RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DE LA BONNE GESTION et du PROFIT INDISPENSABLE

- Formation type ESSEC, ESC.
- POLYVALENT : DOMINANTE COMMERCIALE (vente et promotion) mais aussi T.B. GESTIONNAIRE ayant souci constant de l'EFFICACITÉ et de la RENTABILITÉ
- DEJA DIRIGE AFFAIRES de GROS à caractéristiques semblables

DISCRETION ABSOLUE

Lettre manuscrite, C.V., détail, rémunération, photo et références 3369 à

SC sélection conseil 6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ de Construction Métallurgique

ensembles mécano-soudés de notoriété mondiale dans sa spécialité recherche pour une de ses usines de 450 personnes

CHEF DE PRODUCTION

Le candidat :

- devra présenter références de premier ordre dans poste de production dans construction métallurgique ;
- devra avoir le goût des responsabilités, de l'initiative et des contacts humains ;
- sera responsable devant la Direction de la gestion de son département ;
- sera un ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, de 30 ans minimum.

Le poste :

- aura sous autorité la fabrication (350 personnes), les méthodes, les approvisionnements et l'entretien ;
- suivra également tout particulièrement les sous-traitants ;
- est situé centre de la France dans petite ville.

Si vous êtes intéressés par cette offre adressez votre C.V. et prêt, sous la réf. 22/9613 à : CONTEXSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

TOTAL Compagnie Française de Distribution

La plus importante société distribuant des produits pétroliers en France, recherche

juriste

Il s'intégrera à l'équipe du responsable ETUDES ET PROCÉDURES pour :

- l'étude et la formulation d'avis sur tout engagement contractuel de la Compagnie,
- l'exercice du recours contentieux,
- l'étude et la mise au point des contrats commerciaux,
- la diffusion des informations juridiques nécessaires aux opérationnels.

Cette activité nécessite le désir de coopérer avec les différentes directions de la Société, des contacts permanents avec les conseils et organismes extérieurs, le souci de collaborer avec les membres de l'équipe.

Cette fonction conviendrait à un diplômé en Droit (D.E.S. ou Doctorat) ayant au moins 5 ans d'expérience de la procédure Contentieuse dans une entreprise de même envergure ou dans un cabinet d'avocat d'affaires.

Adresser C.V., manuscrit et photo, en indiquant la rémunération souhaitée à Direction des Relations Sociales Mouvements 84 rue de Villiers 92538 LEVALLOIS-PERRET

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE

CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur Financier il aura pour principal objectif l'élaboration et la mise en place de systèmes modernes de gestion, participera à la mécanisation de l'ensemble des comptabilités.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de niveau DECS ou équivalent, disposant d'une première expérience probante.

Lieu de travail PARIS.

Envoyer avec C.V. photo et prétentions sous référence 61118 à :

GANIDE 19, Rue de Montmorancy 75008 PARIS - (téléphone sur carte postale)

offres d'emploi

Groupe Industriel
(1 milliard de CA. - 7.000 personnes)
recherche

**ASSISTANTE DU DIRECTEUR
DES RESSOURCES HUMAINES**

Elle sera chargée de missions d'études ou de mise en place d'instruments de gestion du personnel, de programmes de formation, de nouvelles structures... à tous les niveaux de l'organisation.

Ce poste exige : une formation supérieure (de préférence à dominante psycho-sociale), une expérience de quelques années (fonction Personnel ou Conseil), un intérêt très vif pour les problèmes humains des organisations.

Lieu de travail : PARIS-LA DEFENSE
Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 1442
PUBLICITEES REUNIES, 118, boulevard Voltaire,
75011 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche

**INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**
pour PARIS et NANTES

Chargés de l'administration commerciale, ils viendront en appui de la force de vente et devront plus spécialement établir les devis et projets de contrats.

- Domaine technique : téléphonie et courant faible.
- Formation de base ingénieur souhaitée.
- Expérience ou connaissances en téléphonie fortement appréciées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 4739 à
COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris qui transmettra.

**ROBERT BOSCH
(FRANCE) S.A.**

Groupe BOSCH
— Equipements automobile
— Appareils ménagers
— Automobiles
— Caméras et projecteurs laser
recherche pour son DÉPARTEMENT
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

CADRE COMMERCIAL

Formation H.E.C., ESSEC, ESCP ou équivalent, possédant une expérience professionnelle dans l'automobile de 2 ans minimum. Bonne connaissance du marketing et de la distribution commerciale.

Adresser C.V., manuscrit, prétentions et photo au
Département du Personnel
32, avenue Michel, 92044-SAINT-OUEN.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
recherche

pour sa direction
de gestion prévisionnelle

JEUNE INGENIEUR

Il devra s'intégrer dans une équipe chargée de la RECHERCHE OPERATIONNELLE dans le groupe et il participera à des études de rentabilité et d'investissements.

Le poste conviendrait à un diplômé de Grande Ecole connaissant la programmation Fortran et intéressé par les problèmes économiques.

Env. lettre manuscrite avec C.V. détaillé et rémunération souhaitée, se réf. 120 à Créteil-Dauphine,
41, av. de Friedland, PARIS (9), qui transmettra.

COFREMCA

ETUDES ET INTERVENTIONS COMMERCIALES,
SOCIALES ET POLITIQUES
recherche
pour son département Etudes Industrielles

CHARGÉ D'ETUDES

- Formation commerciale ou Ingénieur H.E.C., ESSEC, Ecoles Supérieures de Commerce ou E.C.P. Mines, etc.
- 3 ans d'expérience minimum dans le domaine des études de Marché et intéressé par les problèmes économiques.
- Anglais courant souhaité.

Envoyer C.V. + photo et prét. se réf. CE/CF au
CABINET H.A. BOTH
S.C.P.
3 bis, rue des Ecoles,
75004 CHATOU.

GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN
leader sur plusieurs marchés
de produits de grande consommation
recherche

pour le **DIRECTEUR JURIDIQUE**
de sa Société française à PARIS, un

ASSISTANT JURIDIQUE

Agé de 28 ans minimum, Docteur en Droit, avec si possible en complément un diplôme de gestion, il devra avoir une pratique confirmée du Droit des Affaires, acquise de préférence dans une entreprise industrielle. Une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo et prét. sous le n° 349 à : SPERAN, 12, rue Jean-Jaures,
92097 PUTEAUX, qui transmettra.

offres d'emploi

**TRES IMPORTANTE FILIALE D'UN GROUPE
INTERNATIONAL FRANÇAIS recherche**

CADRE FINANCIER

IL SE VERRA CONFIER :
— la gestion de la trésorerie ;
— les relations bancaires ;
— le suivi des documents limités et le pré-contentieux ;
— diverses études financières pour la gestion de filiales étrangères (afriennes surtout).

CE POSTE CONVIENTRAIT
— soit à un jeune diplômé (grandes écoles) ayant acquis une expérience bancaire de quelques années (3 à 4 ans) ;
— soit à un professionnel issu de la banque et de formation type DECS, BP comptable ou banque...

ANGLAIS NECESSAIRE

Adresser curriculum vitae détaillé manuscrit avec photo et prétentions sous n° 2837 à : L.T.P.,
31, bd Bonnes-Nouvelles, 75002 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
NEUILLY-SABLONS
recherche pour son
Département international

**JURISTE
EXPERIMENTE**

- Minimum 4 ans de pratique droit des affaires.
- Anglais parfait écrit, parlé.
- Allemand souhaité.
- Disponible rapidement.
- Débutants s'abstenir.

Ecrire C.V. manuscrit avec photo :
3, villa Emile-Bergerat - 92323 NEUILLY.

Nous commercialisons une gamme de produits de Marque de grande consommation, largement implantée.

Nous recherchons notre

RESPONSABLE des Centrales d'Achat

Basé à PARIS, ce poste s'adresse à :
UN NEGOCIATEUR DE TALENT

- la connaissance approfondie de la Grande Distribution (aujourd'hui et demain), acquise par une expérience de plusieurs années à ce niveau commercial ;
- un tempérament aussi fortement motivé par la vente et le terrain que par l'analyse, la réflexion et l'organisation.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + rémunération sous la référence n° 2400, à RUSH Publicité,
84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS, qui transmettra.

FAIVELEY S.A. (Saint-Ouen)
recherche pour Service Commercial
Département Ferroviaire

INGENIEUR D'AFFAIRES

A.M. - SUP-HELEC ou EQUIVALENT

Ayant expérience vente et installation biens d'équipements industriels, capable de :
— rechercher les tendances du marché ;
— établir un devis ;
— négocier la commande ;
— assurer son suivi et la présente.

C'est un homme méthodique, rigoureux, bon négociateur, parlant anglais couramment.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + salaire actuel et n° tel. se réf. 78006 à PAUL DELORME, 24, rue de la Scellerie, 37000 TOURS - Tél. (47) 05-41-55, chargé de la sélection.

COLGATE PALMOLIVE
recherche pour son Département
des RELATIONS SOCIALES

un JEUNE CADRE

- de formation licence et maîtrise de psychologie complétée par un diplôme de psycho-industrie ou l'équivalent ;
- possédant une première expérience industrielle ou éventuellement débutant.

Il travaillera dans un premier temps sur des problèmes de formation et de conditions de travail ; puis, après une affectation en usine, il pourra élargir son champ d'activité au sein de la fonction personnel.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :
Service Recrutement COLGATE PALMOLIVE
92461 COURBEVOIE.

Nouvelle société de location longue durée de voitures à Paris, filiale d'un important groupe recherche

CHEF COMPTABLE

parlant anglais, ayant quelques années d'expérience commerciale, dont une partie si possible (mais non obligatoirement) dans l'Automobile ou la location de voitures.

Le candidat retenu sera immédiatement responsable d'une petite équipe et il participera activement en permanence à la gestion de la société. Outre ses fonctions comptables et administratives, il sera chargé de traiter avec les clients et devra donc faire preuve d'un bon sens des affaires.

La rémunération qui se situera au départ aux environs de 90.000 à 100.000 F + voiture, évoluera en fonction des capacités du candidat.

Adresser C.V. détaillé et photo récente à l'attention de M. FRASER, CREDITVAL, CASE S.A., 88, rue du Point-du-Jour, 92100 BOULOGNE-SUR-SEINE.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

Importante Société
recherche pour poste
CONSEILLER AGRICOLE
région Ouest de Paris

**TECHNICIEN
AGRICOLE**

Bonne connaissance production végétale. Connaissance de la langue espagnole souhaitée.

Env. C.V. et photo s. n° 5.119
SIPEP, 3, rue Choseul, Paris.

JOUVENEL et CORDIER
recherche pour son service
EXPORTATION

Collaborateurs

1. - CONFIRME
Il aura une première expérience de la vente de produits industriels à l'exportation.
2. - DEBUTANT
Il aura une formation technique de base.

Its parlant ALLEMAND et ANGLAIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. au Service du Personnel, 22, avenue Albert-1^{er}, 92000 RUEIL-MALMAISON.

Société spécialisée création et réalisation matériels P.L.V. (à a. activité : 8 Oscars européens) recherche

**ADJOINT
POUR DIRECTEUR CCIAL**

Formal école sup. commerce ou équival. et expér. concrète. Marketing et promotion ventes acquises par une expérience de public ou annonceur pendant 2 ans au moins.

Gout pour prospection et suivi des clients. Curiosité pour les multiples aspects de la distribution moderne. Adresser C.V. à PACFORM, 6, rue Péguy, 75016 Paris.

Centre Etudes et Recherches environnementales cherche :
1 Diplômé I.U.T. ou B.T.S.
Mécanique ou Physique résident région. Ecrire n° 9074 P.A. S.V.P. 27, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

**ASSISTANT
ADMINISTRATION
DE BIENS**
Immobilier bureaux, entrepôts, usines, locaux commerciaux et éventuellement habitation. Expérience de copropriété et immobilière : 2 ans minimum. Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 2400, à RUSH Publicité, 84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS.

UN MAGASINIER
av. expérience gestion de stock. S'adresser : Y. Adresser C.V. manuscrit + photo + rémunération sous la référence n° 2400, à RUSH Publicité, 84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS, qui transmettra.

Entrep. conserves alimentaires Région Parisienne recherche

**TECHNICIEN(NE)
EN MICROBIOLOGIE
ALIMENTAIRE**

Possédant notions de chimie et labo, de contrôle qualité. Une connaissance des manipulations courantes, acquise au cours des études ou par expérience.

C'est un homme méthodique, rigoureux, bon négociateur, parlant anglais couramment.

Env. C.V. détaillé, se réf. au Service du Personnel, 22, avenue Albert-1^{er}, 92000 RUEIL-MALMAISON.

Entrep. région parisienne spécialisée dans fabrication LAMBECH COLLE recherche

**DIRECTEUR
TECHNIQUE**

ayant de grandes connaissances techniques, technologiques dans le bois. Sér. réf. exécutés.

Adr. C.V. et prét. n° 6.420 à P. LICHAU, S.A., 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui tr.

**IMPORTANTE
SOCIETE
INDUSTRIELLE**
NORD-NORD-OUEST
de PARIS
recherche

**ASSISTANTE
SOCIALE**

Avant quelques années d'expérience en usine.

Ecrire à M. ROGER, 195, rue Saint-Antoine, 75011 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT ORGANISME
FINANCIER**
au plan national
recherche
pour son établissement
situé à 10 km au
nord de Paris

**UNE FEMME
RESPONSABLE**

d'un Service d'Exploitation informatique
SUP. ELEC. E.N.S.I.
I.S.E.M. POLYTECHNIQUE
FEMININE (section informatique)

— 22 ans minimum de 3 à 5 ans d'expérience dans service informatique.

— Anglais souhaité.

— Adresser C.V. manuscrit à : Mlle GOURNAY - S.P. 25
61672-ARMAIGNY-EN-TOURNAI.

**CHIMIE
PÉTROCHIMIE**

Société de conseil à vocation internationale recherche

INGENIEUR
23 ans d'expérience travaux process, développement ou évaluation de procédés, fabrication. Envoyer C.V.

**CHIMIE DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL**
4, rue de la Chaussée d'Antin-P.

GROUPE BANCAIRE

recherche pour ses
SERVICES CENTRAUX

CHEF DE CAISSE

ayant la pratique des opérations et des relations avec les banques (codification, exploitation des documents, etc.).

Le goût des contacts commerciaux avec la clientèle est indispensable.

Env. C.V. manuscrit et prét. n° 35.318, CONTESSÉ PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

**KONGSBERG FRANCE
(VERSAILLES)**
recherche pour son département
Systèmes numériques

**AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL**

diplômé pr serv. Commercial. Bonne connaissance de l'anglais. Travail : suivi affaires et liaison entre maison mère en Norvège et clients français.

Nécessité d'expérience dans matériel informatique ou machine-outil.

Ecrire : 16, bd de la Reine, 78000 VERSAILLES.

**STE D'INGENIERING
ET AUTOMATISATION
BANLIEUE SUD**
recherche

JEUNE INGENIEUR
Diplômé E.N.S.E.I.H., Toulouse - E.N.S.E.I.H., Grenoble - E.N.S.E.I.H., Paris.

Expérience non obligatoire, mais situation favorable avec déplacements de longue durée à l'étranger. Connaissance de l'anglais souhaitable.

Ecrire avec C.V. n° 35.200, CONTESSÉ PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, e. t.

STE DE TRADUCTIONS
recherche

INGENIEUR

Informatique, électronique, électrique pour

**TRANSLATIONS
ALLEMAND, ANGLAIS
VERS FRANCAIS**

Sera également responsable recrutement de collaborateurs et de contrôle de qualité.

Envoyer C.V., réf. et prêt. à ROSE et BILLET, 3, rue René-Bazin, Paris 11^{ème}, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE
recherche pour son département
Industrie/Immobilier, spécialiste
En liaison avec les sr. comm. il sera chargé de la conception, la rédaction et l'exécution des maquettes. Une bonne maîtrise des fichiers est indispensable.

PUBLICITE DIRECTE

Envoyer C.V. à M. Galliard, 8, r. de Berri, Paris-8^{ème}, e. t.

KONGSBERG FRANCE
CNC Machine-Tool
recherche

**TECHNICIENS
SUPERIEURS
EXPERIMENTES OU
INGENIEURS**

pour installation-maintenance Existences : connaissances de la commande numérique et/ou ordinateurs industriels. Nombreux déplacements.

Libre rapidement. Formation en anglais assurée en Norvège.

Ecrire : 16, bd de la Reine, 78000 VERSAILLES.

Pour Société engineering nous recherchons

JEUNE INGENIEUR

GENIE CIVIL
adjoint à ingénieur projets. Poste à pourvoir à Paris.

CONDUCTEURS TRAVAUX
pour implant. unités industr. Postes à pourvoir en Alsace.

Env. C.V. détaillé et prét. A.M.P. sous réf. 454-JR 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-19^{ème}, qui transmettra.

**NOUS RECHERCHONS UN
PREMIER VENDEUR
TECHNICIEN**

- Des connaissances : le ski, le tennis et le golf si poss.
- Une expérience des achats : matériel de vêtements.
- La sens de la vente et de la prospection, ouvert à l'écouter de la section de son stock.

Nous offrons une situation stable et bien rémunérée.

PEPIN. Se présenter avec C.V. 136, rue Saint-Germain, Paris-6^{ème}.

MAISON D'EDITION
120 employés, 40 millions C.A. couriale Italie recherche

CHEF COMPTABLE

5 ans minimum d'expérience dans la fonction. Titulaire B.P. (ancien régime) ou D.E.C.S.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Mme Thomas, 31, av. des Ternes, 75017 PARIS.

Institut privé recherche MAITRE D'ENTRETIEN physique et chimie pour enseigner P.C.E.M. 104, rue de Valenciennes, 75014 PARIS.

offres d'emploi

Consulteur juridique
recherche COMPTABLE d'expert.
Ecrire lettre manuscrite avec photo et C.V. à Publicité
CAUTION n° 2.342, qui transmettra.

**INGENIEUR PIPE-
LINE**

Instrumentation télétransmission, station de pompage et de compression.

15 ANNEES EXPERIENCE

ANGLAIS - RUSSSE
cherche emploi de préférence
ENGINEERING
Ecrire n° 7.8027 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur (2^e)

CENTRE FORMATION
pour ADULTES cherche
pour animation dans entreprises stages expression écrite et orale, orthographe, secrétariat.

Jeune Femme ou Jeune Homme, formation supérieure. Possibilité déplacements régions Ouest et Sud-Ouest. Emploi temps partiel.

Env. C.V., photo et prétentions à MICHAEL, 120, av. V.-Hugo, 75114 PARIS.

**TRADUCTEUR-TRICE DACTYLO
RUSSSE PÉTROCHIMIE
PROTECHNA - 77-26-35.**

Import. Imprimerie PARIS de Chef des VENTES, 30 ans min., homme d'action et de terrain, véritable vendeur, responsable équipe spécialisée clientèle internationale. Ecr. à 4.056, L.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2^e.

CABINET IMMOBILIER OUEST
en NEGOCIATEUR qualifié.
Ecr. à n° 547, PUBLI G.R., 27, 19 Montmartre, PARIS (9^e).

ECOLE CENTRE PARIS rech.
PROFESSEURS QUALIFIES de MATHÉMATIQUES.

Ecrire n° 30.697 PUBLICITE ZEMOR, 3, rue Saint-Florent, 75002 PARIS, qui transmettra.

C.C.E. AIR FRANCE recherche
urgent Agent administratif, bac + 2, notions droit, très bonne expér. profession., dans gestion dossiers assurance, et matériel. Poste à durée déterminée. En. libre suite. Europe 103-9432 Rouleis Cédex.

Ecole sous contrat d'Association recherche un PROFESSEUR de MUSIQUE - Téléphone 548-73-75.

secrétaires

Secrétaires de direction

Les Compagnies d'Assurances du GROUPE DROUOT

recherchent une

**SECRETAIRE
de
DIRECTION**

pour assurer le secrétariat du Directeur Commercial adjoint

Envoyer C.V. et désir de rémunération au GROUPE DROUOT

SERVICE DU RECRUTEMENT
Place Victorien Sardou
78161 MARLY LE ROI

LA DIRECTION TECHNIQUE
d'une importante Société internationale
de produits de grande consommation
recherche

**Secrétaire
assistante technique**

parfaitement bilingue français/anglais, elle doit avoir une pratique courante de la sténographie et une expérience confirmée du secrétariat dans une activité technique.

Poste à pourvoir immédiatement, quartier Ouest Défense.

13 mois - Intéressement - Prime vacances. Rémunération libérale - Restaurant d'entreprise.

Adresser candidature, C.V., photo, sous réf. DOREL (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

**LE DIRECTEUR DE LA FILIALE
D'UN GROUPE TRES IMPORTANT**
SECTEUR SIDERURGIE à vocation commerciale
Import et Export - Quartier Louvre
recherche :

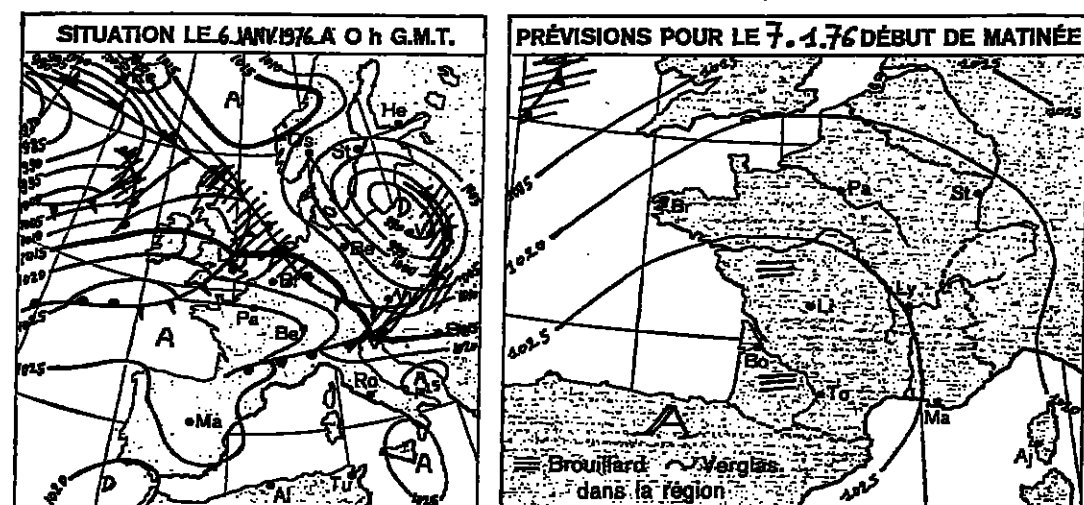
**SA SECRETAIRE
COLLABORATRICE TRILINGUE**

Parfaitement bilingue anglais + allemand ou espagnol sténodactylo. Très bonnes connaissances du dictionnaire international serbocroate.

Salaire à débattre

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 Zone de pluie ou de neige Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable au temps en France entre le mardi 6 janvier à 0 heure et le mercredi 7 janvier à 24 heures :
 Les hautes pressions qui persistent sur l'Espagne, le golfe de Gascogne et la France protégeront notre pays de l'influence directe des perturbations océaniques circulant des Açores à la Scandinavie. Des masses d'air maritime doux s'étendront progressivement à tout le pays, et les températures seront en général élevées pour la saison.
 Mercredi 7 janvier, de la Bretagne à la Flandre, ainsi que dans le Nord-Est, le temps sera très nuageux le

Visites, conférences

MERCREDI 7 JANVIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h. entrée du château de Versailles : « Les appartements du Saint-Esprit » (à travers l'histoire). — 15 h. métro Mairie : « Le village de Saint-Germain-des-Près. Ses caves. Ses jardins » (à travers l'histoire). — 15 h. métro Mairie : « De la rue d'Aboukir à la Cour des Miracles à Notre-Dame de Bonne-Nouvelle » (Mme Barbier). — 15 h. métro Denfert-Rochereau : « Les Calcaires » (Connaisseurs d'art et d'histoire). — 14 h. 30, entrée de la Sainte-Chapelle : « Saint-Louis et la Sainte-Chapelle » (Mme Douchet). — 14 h. 30, avenue des Gobelins : « Manufacture des Gobelins » (Mme Perrot). (Entrées limitées). — 15 h. 17, boulevard Saint-Jacques : « Le P.L.M. Saint-Jacques sans secret » (Mme Eger). — 14 h. 30, Musée de l'Homme : « Océanie : Australie et Nouvelle-Guinée ». — 14 h. 30, Musée des arts décoratifs : « L'Art et l'Industrie ». — 15 h. 10, rue de Rivoli : « Moyen Age et Renaissance » (Paris et son histoire). — 15 h. métro Saint-Paul : « Chez un sculpteur sur bois » (Tourisme culturel).
CONFÉRENCES. — 17 h. 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Claude Milhaud : « Le siècle d'or de Philippe II à Charles II ». — 20 h. 15, grande salle de la Domus Medica, boulevard de Latour-Maubourg, 25, Yves Diden : « Exposé et séminaire de psychanalyse. L'inconscient collectif dans la vie de l'esprit ».

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 5 et 6 janvier 1976 :

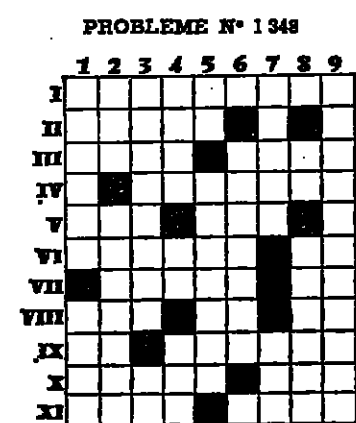
DES DECRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1976 ;
 ● Modifiant le décret n° 70-19 du 9 janvier 1970 fixant les conditions dans lesquelles sont appliquées à la Corse les dispositions du décret n° 64-251 du 14 mars 1964 relatif à l'organisation des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale ;
 ● Modifiant le décret n° 75-56 du 24 janvier 1975 relatif à la rémunération de certains personnels de direction des lycées et collèges agricoles et des établissements d'enseignement agricole spécialisés de même niveau.

DES LISTES

● D'aptitude à l'enseignement supérieur (sciences) ;
 ● D'aptitude aux fonctions de maître-assistant (sciences) ;
 ● Des candidats aux fonctions de maître de conférences (sciences).

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
 I. Homme de lettres dont la vie est remplie d'épreuves. — II. Plongé dans l'eau chaude. — III. Si seulement il pouvait toujours dormir. Finalement, il aurait bien voulu pouvoir se voler la face. — IV. Volant défilé du gibier de très mauvaise qualité. — V. Travail de choix. Politesse romaine. — VI. Pape. Préfixe. — VII. Son corps le trahit. Eventuellement couvert de neige (épilé). — VIII. Jetés dans un but intéressé, à moitié de cent. — IX. Ont de profondes racines. Pas niable. — X. Présentent un point d'intersection. Mousse au café. — XI. Abandonna. Exigeaient une construction régulière.
VERTICALEMENT
 1. Plutôt mort que vif. Redoublé. — 2. Ne se prête pas aux longues confidences. A la faveur de certains éducateurs. — 3. Infâmes bestioles. Abréviation. — 4. Promis à la corde. Article étranger. Organe rond. — V. Annonce la fin d'un article (épilé). Furent certainement ravies. — 6. Sent fort. — 7. Elargit. — 8. Front

grand soin des robes qu'on lui confie. — 8. Fin de participe. Ouvre la bouche pour ne rien dire. — 9. Utilement éclairées.

Solution du problème n° 1347

HORIZONTALEMENT
 I. Lame. — II. Art. — III. Ironie. — IV. E.C. — V. T.S.F. — VI. RA. — VII. Telle. — VIII. Eux. — IX. Ais. — X. Im. — XI. Résistait.

VERTICALEMENT
 1. Lisette. — 2. Arto. — 3. Arto. — 4. Ence. — 5. Isolera. — 6. As. — 7. Lute. — 8. Rémi. — 9. Oca. — 10. Trières. — 11. Ra. — 12. Na. — 13. Agent.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75247 PARIS — CEDEX 09
 C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 ex-COMMUNAUTES (sans Algérie)
 90 F 180 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 144 F 225 F 402 F 530 F

ETRANGER
 par messagerie
 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS - SUISSE
 115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
 125 F 235 F 337 F 450 F

Par voie aérienne
 tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande

Changements d'adresse, déclarations ou modifications de données doivent être envoyés à l'administrateur

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administrateur.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 21025.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les grosses caisses

(Suite de la première page.)

Mais on ne peut dire que cette fameuse « politique familiale », dont les contours ont été esquissés à la fin de l'année 1975, suffira à inverser le courant démographique. Or, il y a des phénomènes irréversibles : le nombre de femmes qui souhaitent avoir un emploi va en augmentant et aucun signe ne permet de penser que le mouvement est près de s'arrêter. Le phénomène est peu propice à une augmentation de la natalité, bien que sans doute moins ressenti sur les courbes démographiques, si l'équipement de la France en crèches et en maternités avait fait partie des priorités du développement.

La montée

de l'épargne liquide

La plupart des pays occidentaux se demandent comment ils bouteront les trous dans les caisses « sociales », la crise n'arrangeant évidemment rien. Or, ces nations, au même moment, connaissent la plus forte vague d'épargne liquide enregistrée depuis la guerre.

Dans ses dernières Perspectives économiques (décembre 1975), l'O.C.D.E. étudie de près ce comportement des ménages, et elle isole un certain nombre de facteurs « techniques » qui vont dans le même sens. Retenons les plus significatifs. Une longue période d'accroissement régulier et rapide du revenu par habitant permet de mettre en réserve une certaine décalage à l'élévation du niveau de revenu, ce qui provoque une accumulation involontaire d'épargne ; dans la structure des achats, la part des biens durables s'accroît au détriment d'autres composants de la demande. De même, la part croissante prise dans la composition du revenu par les paiements de transferts du secteur public a pu accroître l'épargne (en France, une bonne partie des fonds débloqués pour les familles — 250 F par enfant —

dans le dernier « plan de relance » auraient été placés dans les caisses d'épargne).

Le phénomène nouveau le plus curieux, c'est que la tendance à la baisse de l'épargne habituellement enregistrée dans les périodes de ralentissement de l'activité ne soit pas du tout manifestée cette fois-ci, bien au contraire. Le rapport de l'O.C.D.E. ne s'est pas fait faute de parler de l'épargne de précaution, mais il insiste encore plus nettement sur le ralentissement de l'endettement des particuliers, qui hésitent de plus en plus, en ces périodes troublées, à s'engager dans de nouveaux remboursements d'emprunts.

On mesure à quel point l'analyse économique balbutie, lorsqu'on lit une phrase aussi étrange que celle-ci : « Il semble que la préférence plus marquée pour les actifs liquides soit beaucoup plus liée à l'accélération de l'inflation, qui a peut-être découragé les épargnants privés de s'engager financièrement à plus long terme. » On pourrait en fait, écrire exactement le contraire : si le comportement des ménages ressemblait à celui d'il y a dix ans, l'inflation s'accroîtrait, les particuliers ont préféré s'endetter davantage pour financer l'acquisition d'actifs réels.

La propension à l'épargne est facile à expliquer dans les pays de l'Est : une faible variété de biens de consommation est offerte au public. Mais pourquoi l'énorme appareil conçu par l'Occident pour pousser durablement les particuliers vers les achats de toutes sortes ne fonctionne-t-il plus aussi bien, pourquoi cette gigantesque pompe aspirante des revenus en laisse-t-elle de plus en plus de côté dans les caisses d'épargne et ailleurs ?

On ne nous fera pas croire que seuls les gens qui, en ce moment, craignent pour leur emploi, se sentent la ceinture. Au-delà de toutes les explications techniques — plus ou moins aventureuses, comme on l'a vu avec l'une d'elles, parfaitement réversible — il faut bien, une fois de plus, remonter à des sources beaucoup plus profondes.

Morosité

et étourdissement

Le large sentiment d'insécurité qui étreint nombre de nos concitoyens va bien au-delà de la conjoncture présente. C'est lui qui explique aussi bien la baisse de la natalité que la hausse de l'épargne, ou la peur d'entreprendre (la course de création d'affaires n'a jamais été aussi basse, alors que la crise rendrait plus nécessaire que de nouvelles cellules de production remplacent celles qui, vieillies, ne tiennent plus le coup dans la bourgeoisie). La tendance est de « rentrer dans sa coquille », de seigner l'épargne, de ne pas s'exposer.

Comme ce genre de vie dispense beaucoup d'effort on se ménage des éruptions qui tourment un peu la tête (comme les Parisiens ne sont autant partis pour les fêtes de Noël), on choisit dès qu'on le peut, voire en rognant sur le nécessaire, telle forme coûteuse de loisirs, privilégiant ainsi des dépenses « explosives » (dont l'automobile fait encore partie) qui contrastent avec l'atonie de

consommation des jours ordinaires.

L'étourdissement et la morosité sont les deux manières de notre temps. Les Gaulois avaient peur que le ciel ne leur tombe sur la tête. Les Français craignent que le sol ne leur manque, que leur santé, leur métier, leur Etat, ne se dérobent. Ils se soignent surabondamment, et ils entassent, à la manière de l'oncle Pissou (1),

La distorsion entre les signes extérieurs de la prospérité, qui, il faut le reconnaître, sont bien visibles dans nos villes et maintenant dans nos campagnes, et les commentaires du style du prophète Jérémie qui fleurissent partout aggravent le malaise. Ceux qui ne sont pas atteints par le chômage ou la pauvreté, c'est-à-dire tout de même une large majorité de citoyens, ne comprennent pas toujours ce hiatus entre la vie qui va — pas trop mal — et le discours sombre. Du coup, ils subissent une menace dont ils ne perçoivent pas l'origine, et c'est surtout quand on ne sait d'où viendra le danger qu'on se sent le moins fier.

Un regain de confiance dans la suite des temps — en ce début d'année, ce genre de vœux est de circonstance — dissiperait bien des malaises. Les causes de crise ne manquent pas. Pourquoi en rajouter d'artificielles ? Les « grosses caisses » qui nous ont servi d'instruments de démonstration — sécurité sociale, épargne — exprimeront-elles longtemps encore la peur de vivre ?

PIERRE DROUIN.

(1) Voir Le Monde du 24 décembre et la déclaration de Paul Winkler dans l'enquête sur la presse des jeunes d'Alain Fournet et Pierre Georges.

M. PINAY : le pays n'est pas sorti de la crise.

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — M. Antoine Pinay, ouvrant lundi 5 janvier la session ordinaire du conseil général de la Loire qu'il préside, a déclaré : « On peut affirmer que notre pays n'est pas sorti de la crise, même si l'on peut constater une certaine reprise pour les biens de consommation et une stabilisation pour les autres secteurs. Si le gouvernement atteint le double objectif qu'il s'est fixé quant à la stabilité de la monnaie et la résorption du chômage, il aura en même temps largement résolu le problème des plus-values (...) et aussi, en partie, celui de l'économie fléchissante, qui serait plus facile à combattre. Le maître de Saint-Chamond a poursuivi : « Si la situation économique et la situation financière qui en découle sont graves pour les entreprises et pour l'Etat, elles le sont peut-être plus encore pour les collectivités locales, et en particulier pour les communes (...). Il faut procéder à une refonte sérieuse des charges et des ressources des communes et de l'Etat, et aussi longtemps que durera la dévaluation, attribuer aux collectivités locales des recettes qui varient comme le coût de la vie et qui tiennent compte de l'évolution économique. »

A L'HOTEL DROUOT

VENTES
 Vendredi
 S. 12. — Meubles, M^{re} Thuillier.
 S. 14. — Amouliem, M^{re} Bolognini.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Guy Ligier a officiellement désigné Jacques Laffite pour conduire sa voiture de formule-1

Le constructeur Guy Ligier a rendu public, lundi 5 janvier à Vichy, sa décision de retenir Jacques Laffite pour conduire sa voiture de formule-1 dans toutes les épreuves du championnat du monde des conducteurs, qui commencent le 25 janvier à Sao-Paulo avec le Grand Prix du Brésil.

Il aura ainsi fallu deux mois de négociations pour que Guy Ligier annonce officiellement son choix. C'est le temps qu'a passé le constructeur pour convaincre tout d'abord le Service de l'Exploitation Industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), que Jacques Laffite était prêt à passer par-dessus son refus de recevoir une compensation équitable. A ce jour rien n'est cependant réglé de ce côté, et il n'est pas exclu que Beltoise engage une procédure pour faire valoir ses droits.

C'est que, dans un premier temps, le SEITA avait conclu un accord avec Beltoise, en se fiant, entre autres choses, à un sondage de notoriété. Il est bien difficile aujourd'hui encore de savoir comment Guy Ligier avait réussi à convaincre le SEITA, le seul point de repère concret étant qu'il ne s'est jamais estimé lié par la décision de son financier. Sans doute, avant le « divorce » à l'heure de l'abandon d'abord équivoque à ce sujet, et cela pour au moins deux raisons. Guy Ligier et Gérard Ducarouge, responsable de son service de compétitions, ont souhaité, après réflexion que la voiture soit confiée au pilote qu'ils jugeaient le meilleur. Trois pilotes furent convoqués au novembre à conduire la voiture. Beltoise et Laffite acceptèrent la confrontation, mais ce qu'il regrette peut-être aujourd'hui, Laffite, treize-deux ans, champion d'Europe de formule 2, avait disputé une quarantaine de courses internationales en 1975. Il était donc parfaitement entraîné et motivé. A l'inverse, Beltoise n'avait pas eu la possibilité de conduire sérieusement en compétition depuis un an. Il n'était donc pas en mesure de supporter la comparaison avec Laffite.

L'opinion de la confrontation fut au demeurant jugée différemment selon l'interprétation — et les humeurs — de chacun. Ainsi, dans le journal l'Equipe, Henri Pescarolo mit-il en doute la sportivité du concours et la bonne foi de Guy Ligier. Beaucoup virent dans la réaction de Pescarolo l'expression d'un ressentiment personnel, et de ce fait la crédibilité du monde des conducteurs, qui commencent à se perdre de sa force.

Un préjugé amical favorable

La vérité pousse à dire que la réussite de Laffite au cours de ces essais allait au-devant des souhaits de l'Equipe. C'est là qu'intervient la deuxième raison, qui a pesé son poids. Pour des motifs qui appartiennent à Guy Ligier et à ses proches collaborateurs, il semble bien que Laffite — comme Jary — bénéficiât d'un préjugé — amical — favorable, indispensable d'ailleurs pour une bonne entente dans une course de course. On a compris que ce n'était pas tout à fait le cas pour Jean-Pierre Beltoise : ceux qui ont assisté à la confrontation du mois de novembre au Castellet ont pu s'en rendre compte.

Cela dit, nul ne peut affirmer, preuves à l'appui, que le concours n'a pas été loyal, tant qu'il est possible dans une discipline aussi complexe que l'est le sport automobile.

Il reste désormais à connaître les intentions de Jean-Pierre Beltoise et la manière qu'il entend adopter pour poursuivre ou mettre un terme à sa carrière. La conduite de la Ligier représente son dernier espoir de revenir au plus haut niveau et il n'est pas impossible que la désignation de Jacques Laffite précipite sa retraite sportive.

FRANÇOIS JANIN.

RUGBY. — Le Toulousain Gérard Martineau se rendra en Ecosse au titre de remplaçant au poste de demi de mêlée. Il a été désigné pour remplacer Richard Astre, blessé le 4 janvier au cours du match Toulouse-Béziers.

Une ligne sautée dans le calendrier du tournoi, publié par Le Monde du 6 janvier, nous a fait omettre le match France-Irlande qui sera disputé le 7 février en même temps que celui Galles-Ecosse.

LA VI

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

Les curieuses conséquences d'une grève post...

ET SOCIALE
affaires

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

BILLET

Les curieuses conséquences juridiques d'une « grève patronale »

M. Cuenot, le patron horloger de Morteau (Doubs) qui s'était mis « en grève » à cause de tracasseries fiscales (« le Monde » du 3 janvier), a mis fin à son mouvement d'humeur. M. Fourcade, président de l'Assemblée nationale et député de la circon-

scription de Morteau, a en effet décidé des mesures d'apaisement en faveur de l'entreprise de M. Cuenot. Les soixante-dix salariés de l'entreprise ont pu reprendre le travail ce mardi 6 janvier.

Chacun ses otages. Pour protester contre un redressement fiscal, M. Cuenot avait décidé de fermer les portes de son établissement et de lancer au fisc une sorte de défi : mes salariés seront sans travail tant que vous n'aurez pas renoncé à vos prétentions. Ce langage inhabituel a surpris les juristes : quelles peuvent être les conséquences d'une telle attitude patronale sur les droits des travailleurs, impliqués bien malgré eux dans un conflit auquel ils sont totalement étrangers ?

Première réponse : M. Cuenot n'ayant pas eu l'intention de fermer définitivement son entreprise, sa décision entraîne simplement une suspension des contrats de travail, plus exactement, la suspension de l'exécution de ces contrats. Il n'en reste pas moins que, dans la mesure où l'employeur décide de ne pas exécuter ses obligations — notamment celle qui est de donner du travail à ses salariés — chacun de ceux-ci était autorisé à considérer que cette inexécution entraînait rupture du lien contractuel, rupture imputable à l'employeur fautif, avec toutes les conséquences que cela peut présenter.

A vrai dire, la conjoncture étant ce qu'elle est, il est hautement vraisemblable que la plupart des travailleurs d'entreprises qui se trouveraient dans ce cas préféreraient ne pas les abandonner. D'autant que, pendant cette étrange parenthèse, l'employeur ne saurait en aucune façon invoquer ses démêlés avec le fisc pour se délier lui-même, comme par magie, de toute obligation envers ses salariés : il reste leur débiteur dans la mesure où il s'agit en fait d'un lock-out illégal. Mais défilent de quoi exactement ? C'est là que l'affaire commence de se compliquer quelque peu. On se tente de répondre spontanément que les travailleurs ainsi « lock-outés » auraient droit à leurs salaires. Telle n'est pas cependant l'analyse de la Cour suprême.

D'une jurisprudence assez constante de la Cour de cassation se dégage en effet le principe, encore très insuffisamment approfondi, d'une dualité des obligations patronales, qui se décomposent en une obligation première de fournir du travail aux salariés et une obligation seconde de rémunérer par ce travail.

Donc : pas de travail, pas de salaire ! Mais si un employeur ne fournit pas le travail promis à des salariés qui restent cependant à sa disposition, ces travailleurs n'ont-ils pas droit à leur salaire ? Pas du tout, répond la Cour de cassation, puisqu'ils n'ont, par hypothèse, exécuté aucun travail : ils ont simplement droit à une indemnité correspondant au préjudice que leur cause l'inexécution par l'employeur de son obligation première, donc, en fait, à une indemnité compensatrice

En plein brouillard

Dans la mesure, en effet, où cette indemnité n'a pas la nature juridique d'un salaire, l'ensemble des règles juridiques visant expressément les salariés et leur recouvrement ne doivent pas, a priori, lui être applicables. Plus précisément, on ignore, en l'état actuel de la jurisprudence, quelles règles sont applicables à ces indemnités et quelles règles ne le sont pas : c'est le brouillard complet ! Exemple : des textes récents permettent d'ordonner par référé prudhomal le versement d'une provision sur salaires ; les travailleurs de notre entreprise d'horlogerie peuvent-ils user de ce récépissé pour obtenir une provision sur les « indemnités compensatrices » que leur doit l'entreprise ? Rien n'est moins sûr !

Or, s'ils ne peuvent utiliser, pour le recouvrement de ces indemnités, la batterie de garanties aménagées par le droit du travail, les intéressés risquent fort de voir s'émousser l'action intentée contre un employeur résolument récalcitrant. On comprend alors que, pour parer au plus pressé, ces travailleurs sans travail, ces salariés sans salaire, demandent à bénéficier des prestations sous chômage !

Du côté du chômage partiel, c'est l'impasse. Les allocations d'aide publique ne sont dues qu'en cas où la baisse d'activité est imputable à un sinistre, à des difficultés d'approvisionnement, à la conjoncture économique, toutes hypothèses très différentes de la « grève patronale » tel qu'il faut la concevoir. Quant aux allocations conventionnelles de chômage partiel, elles sont dues... par les chefs des entreprises concernées. On imagine donc assez mal qu'elles soient versées à ses salariés par notre P.-D.G. !

En revanche, du côté du chômage total, le système paraît moins bloqué. Sans doute, l'indemnisation de ce chômage total suppose-t-elle, en principe, la perte de l'emploi, la rupture du lien contractuel. Mais le principe a été tempéré par quelques accommodements.

— Accommodements sur le plan de l'aide publique : en vertu du fameux « décret Gazier », devenu maintenant l'article R 351-3 du code du travail, le ministre du travail peut, dans le cas d'un lock-out se prolongeant plus de trois jours, autoriser le versement des allocations de l'aide publique aux intéressés, bien que leur contrat de travail ne soit pas rompu. Encore faut-il qu'il veuille le faire, et rien ne saurait l'y forcer ; de toute façon, n'oublions pas le montant dérisoire de ces allocations... — Accommodements sur le

plan de l'assurance-chômage, en application de l'article 2, § 2, du règlement de l'UNEDIC : « Dans le cas de réduction ou de cessation d'activité d'un établissement, les salariés en chômage de ce fait depuis au moins deux quinzaines sans que leur contrat de travail ait été rompu peuvent être admis au bénéfice des allocations... » Et les allocations peuvent être versées rétroactivement à compter du quinzième jour de chômage.

Mais tout n'est pas clair dans cette disposition qui, au mieux, n'apporte qu'une aide tardive à des travailleurs privés de toute rémunération. On notera d'abord que l'octroi de ces allocations est subordonné à l'inscription des intéressés comme demandeurs d'emploi. S'agissant de salariés dont les contrats de travail n'ont pas été rompus et qui entendent demeurer dans la même entreprise, on ne comprend pas très bien la signification réelle de cette exigence : quid si cette inscription est refusée par les services de l'ANPE, parce que sans raison d'être ? Qu'importe, si cette inscription est suivie d'une offre d'emploi par les mêmes services ?

D'un autre côté, cet article 2, § 2, est-il applicable quelle que soit la cause de la cessation d'activité de l'entreprise ? Pour faire échec à certaines tentatives, l'UNEDIC estime que, en principe, cette disposition est applicable seulement au cas où le chômage est dû à des causes « inhérentes à l'activité de l'entreprise », sinistres, causes d'ordre économique ou technique. Ici, aucun équivalent du « décret Gazier » : a priori, l'emploi sans rupture du contrat de travail ne sera pas indemnisé s'il trouve sa cause dans un conflit collectif... Resterait à savoir si une « grève » patronale peut être qualifiée de conflit collectif ; or on aperçoit les diverses constructions auxquelles cette question peut donner lieu ! Ainsi, l'ASSEDIC, qui pourrait être saisie, si une telle situation se prolongeait plus de vingt-huit jours, aurait une décision délicate à prendre, mais, prévoyamment, la prendrait en toute liberté.

En définitive, les salariés d'un chef d'entreprise qui décide de « faire grève » ne peuvent pas bénéficier de toutes les garanties du droit du travail pour le recouvrement des indemnités, équivalentes aux salaires perdus, qui leur sont dus par l'entreprise. Pour les prestations de chômage, leur sort dépend de décisions souveraines du ministre et de leur ASSEDIC. En cette année, que le président de la République souhaite être celle de la qualité de la vie, il reste du pain sur la planche pour les juristes désireux de combler les lacunes de la loi.

J.-J. DUPEYROUX,
directeur du département
des droits du travail
de Paris-Asnières

Menacés de licenciement

DES OUVRIERS OCCUPENT UNE USINE DE CHAUSSURES A ROSPORDEN

(De notre correspondant.)

Quimper. — Les salariés de l'ex-société Donval (manufacture de chaussures) de Rosporden (Finistère), ont occupé lundi soir leur usine. Cette entreprise a déposé son bilan au début du mois de décembre et se trouve en règlement judiciaire. Avant les congés de fin d'année une « table ronde » avait eu lieu à la préfecture de Quimper, au terme de laquelle un mandat avait été confié à la Société de développement régional et à la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure, pour rechercher une solution aux difficultés que connaît l'entreprise, difficultés d'autant plus grandes qu'elles affectent tout un secteur économique et industriel.

C'est au retour des congés que les employés de l'atelier de coupe ont constaté qu'ils n'avaient plus de travail faute de matières premières. L'ensemble du personnel (près de deux cents personnes) a été alerté et informé par la direction qu'il n'y avait pas d'éléments nouveaux et qu'on n'entrevoit pas de solution à la situation présente. D'autre part, la tenue d'une nouvelle « table ronde » à la préfecture fut refusée.

Les salariés de l'entreprise se rendirent alors à la mairie de Rosporden pour informer le maire, M. René Gall, de leur décision prise d'occuper l'usine et pour demander à la ville de prendre en charge le transport des salariés venant des communes voisines. Emportant la promesse d'une réunion prochaine d'un conseil municipal sur cette affaire, ils revinrent occuper l'usine.

● QUATRE ARTISANS DE LA TREZNE (Gironde) font depuis un mois grève de la faim. Ils entendent obtenir le paiement de travaux effectués pour le compte de la Société aquitaine de constructions et de ravaillement, qui a été mise en règlement judiciaire. Deux des grévistes ont été transportés à l'hôpital le lundi 5 janvier. Ils entendent, cependant, poursuivre leur mouvement sous contrôle médical.

● M. YVAN CHARPENTIS A L'ELYSEE. M. Yvan Charpentis, président de la C.G.C., sera reçu par le président de la République le 8 janvier, à 16 heures. L'entretien portera sur la situation économique et sociale. M. Charpentis doit souligner l'« inquiétude », et même la « révolte », suscitées chez les cadres par le déplacement partiel des cotisations de la Sécurité sociale.

A l'Académie des sciences morales et politiques
M. THIERRY DE MONTBRIAL S'INTERROGE SUR « LA SCIENCE ÉCONOMIQUE FACE À LA CRISE »

Au cours d'une communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques, le lundi 5 janvier, sur « La science économique face à la crise », M. Thierry de Montbrial, professeur d'économie politique à l'École polytechnique, a dénoncé d'abord que les deux théories de la crise, l'une libérale, l'autre marxiste, sont plus complémentaires qu'opposées. « La théorie néo-classique, dans sa version moderne, étant plus apte à guider la réflexion normative sur l'avenir, et la méthode marxiste plus adaptée à la compréhension de la crise historique et concrète dans laquelle nous sommes plongés ».

Dans la deuxième partie de son exposé, M. Thierry de Montbrial a écarté l'idée selon laquelle la crise des mécanismes (coexistence de l'inflation et du chômage) serait la conséquence de la crise des valeurs. Il reste deux explications en présence. L'explication marxiste s'appuie sur le thème de la baisse tendancielle du taux de profit. Selon M. de Montbrial, une forte dose de bon sens voudrait que l'explication libérale, quoique moins monolithique, repose sur une condamnation du keynésianisme. L'erreur majeure a été la croyance selon laquelle tout chômage est provoqué par une insuffisance de la demande globale et peut être traité par une progression de cette demande.

LA GRÈVE DES POMPISTES INÉGALEMENT SUIVIE

Le centime de M. Fourcade perdu... et retrouvé

Bien naïfs ceux qui s'interrogeaient sur le sort du centime par litre d'essence que M. Fourcade s'était engagé, il y a trois mois, à reverser au consommateur ou au pompiste (le Monde du 6 janvier). Aussitôt perdu, le centime a été retrouvé à la fois par le ministre de l'économie et des finances et par l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole.

L'argument est d'une admirable simplicité. La hausse du prix de l'essence, dit-on, Rue de Ripoli, aurait dû être de 8 centimes. Elle n'a été que de 7 centimes. Le consommateur a donc subi un préjudice de 1 centime qu'il n'a pas payé. Le raisonnement des pétroliers est plus subtil. Le centime en question est bien resté dans leur poche, ce qui a permis de moins augmenter les prix de détail.

À Paris, les quatre organisations grévistes n'ont réussi à réunir à la Mutualité, lundi après-midi, qu'une centaine de personnes ; l'ordre de grève a d'ailleurs été peu suivi dans la capitale. Toutefois, la proposition de bloquer les dépôts a été accueillie avec enthousiasme par le public de la Mutualité, et le recrutement des volontaires a commencé immédiatement. Un petit groupe observait à l'écart. Des journalistes ? Non, des agents des renseignements généraux...

IMPRIMERIE

Le rapprochement entre Néogravure et Victor Michel est acquis

L'accord définissant les conditions du rapprochement entre la Société de développement financier, qui gère Néogravure, et l'imprimerie Victor Michel a été conclu le 5 janvier (« le Monde » daté 6-7 décembre 1975).

La base juridique du rapprochement sera la Compagnie française des industries graphiques - Victor Michel, qui prendra la dénomination de Compagnie française des industries graphiques (C.F.I.G.) et dont la moitié des actions sera transférée au groupe de la Néogravure. La C.F.I.G. sera transformée en société anonyme à directoire et en groupe Néogravure. Le premier président du directoire sera M. Edme Jeanson, l'actuel P.-D.G. de la Compagnie. Le développement financier (Néogravure).

On sait que cette opération de restructuration nécessitera un investissement de 160 millions de francs (la Mouton du 25 décembre). Le groupe d'actionnaires privés de Néogravure fournira 72 millions de

francs en complément des 18 millions de francs qui ont déjà été souscrits en 1970. Ils se répartissent comme suit : 20 millions en compte courant, 23 millions en capital. En outre, ces actionnaires donneront leur garantie pour 10 millions d'emprunts à moyen terme, ce qui, compte tenu des intérêts, équivaut à 30 millions de francs.

Les pouvoirs publics, les banques et le F.D.E.S. fourniront un effort financier d'un montant comparable à celui des actionnaires privés par le biais de subventions directes ou de prêts. Les syndicats des deux entreprises ont été informés de l'opération, qui devrait se traduire par « des rationalisations indépendantes dans l'organisation de l'outil de travail ». On parle de mille suppressions de postes.

COMMERCE

A Londres

RUEE CONTINENTALE SUR LES SOLDES

(De notre correspondant.)
Londres. — Malgré la crise, des milliers d'acheteurs se ruent depuis cinq jours dans les grands magasins qui ont commencé leurs soldes annuels le jour du Nouvel An. Fait nouveau : une partie substantielle de cette clientèle est constituée de visiteurs du continent. Déjà en temps normal, certains des magasins de l'heure actuelle, plus que remboursés par des économies sur les achats de près de 50 %. Plusieurs grands magasins ont annoncé leurs soldes dans la presse française et hollandaise. Vendredi 2 janvier, chez Selfridges, le plus grand magasin d'Oxford Street, la foule a été estimée à cent cinquante mille personnes. Certains acheteurs étaient venus de Marseille. Les étrangers s'intéressent avant tout aux vêtements, mais aussi aux bijoux, aux livres, aux appareils électro-ménagers et des meubles.

Le porte-parole de l'association des commerçants d'Oxford Street a indiqué, que, ce matin-ci, les magasins de la principale rue commerciale de Londres escomptent un chiffre d'affaires de 40 millions de livres sterling (30 millions de francs). En dépit d'un temps plus que massé, des queues s'étaient formées devant de nombreux magasins vingt-quatre heures avant qu'ils n'ouvrent leurs portes. Il est vrai que les gagnants de cette course vers les comptoirs pouvaient emporter des mannequins de journeaux à des prix réduits parfois de 75 %. Les économistes se demandent néanmoins d'où vient l'argent qui alimente cette frénésie d'achats sans précédent... — J. W.

Les 7, 8, 9, 10 janvier
(le 7 jusqu'à 23 h)

Francesco Smalto
solde
ses pardessus.

Francesco Smalto
solde
ses imperméables.

Francesco Smalto
solde
ses chemises.

Francesco Smalto
solde
ses pulls.

et naturellement
ses costumes.

Francesco Smalto
ne solde pas
n'importe quoi.

smalto
44 rue François I.
5 Place Victor-Hugo
Centre Maine-Montparnasse.

Affaires

● LE GROUPE BRITANNIQUE THORN vient d'annoncer que de lourdes pertes (41,5 millions de francs) l'amenent à cesser sa production de tubes pour la télévision en couleur, et à fermer son usine de Skelmersdale dans le Lancashire, qui emploie cent trente-sept personnes. Cette décision est la conséquence de la forte diminution des ventes de téléviseurs intervenus en Grande-Bretagne depuis le relèvement de 8 à 25 % de la T.V.A. en mai 1975 et de l'intensification de la concurrence étrangère, surtout japonaise.

Agriculture

● M. PIERRE JOXE, député de Saône-et-Loire, responsable de la commission agricole du parti socialiste, a déclaré que « l'objectif des vits proposés par les socialistes est le seul moyen de tenir compte du caractère particulier de la vigne et d'orienter la production en assurant l'avenir des viticulteurs », au cours d'une réunion des délégués agricoles des départements du Sud-Est, à Suz-la-Rousse (Drôme).

M. Pierre Joxe a rappelé que l'office aurait le contrôle de tous les organismes viticoles,

Faits et chiffres

le monopole des importations et des exportations et favorisera le regroupement des coopératives.

Automobile

● LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE et la direction de Chrysler ont signé l'accord concernant le sauvetage de la filiale anglaise du groupe automobile américain, lundi 5 janvier. Cet accord prévoit, d'une part, le versement par le gouvernement d'une aide d'un montant de 162 millions de livres, et, d'autre part, le licenciement d'un tiers environ des vingt-cinq mille salariés de Chrysler U.K. Ce plan venait d'être accepté par les syndicats. — (A.P., A.F.P.)

Gadras

● LE NOUVEAU PLAFOND DES SALAIRES soumis à cotisations pour les retraites complètes des cadres — égal à quatre fois celui qui vient d'être fixé par la Sécurité sociale — atteint 12 650 F par mois, 151 680 F par an. D'autre part, la valeur du point

de retraite de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (A.I.R.C.) passe de 0,756 F à 0,81 F.

Économie étrangère

● EN GRANDE-BRETAGNE, le léger regain de confiance qui semble se manifester dans l'industrie n'a pas encore eu de conséquences sur les projets d'investissements. Le dernier sondage effectué par le ministère de l'Industrie, fin novembre début décembre, est encore plus défavorable que le précédent réalisé début septembre. Après la diminution des investissements dans l'industrie, estimée à environ 13 % en 1975 (au lieu des 11 à 12 % d'abord prévus), une nouvelle baisse de 5 à 8 % est envisagée pour 1976, au lieu des 5 % prévus à la fin de l'été. Depuis ce dernier sondage, le gouvernement a annoncé le 17 décembre quelques mesures antichômage.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	2 3/4
1 mois	3 1/4	5 3/4	2 1/2
3 mois	2 1/2	5	2 1/2
6 mois	2 3/8	6 7/8	3 1/8

Une réforme bâtie sur le sable

par PAUL FABRA

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
— ESPAGNE : tribune internationale : « L'avenir du socialisme », par G. Peces-Barba.
3. AFRIQUE
— TUNISIE : huit responsables de l'U.G.T.T. sont exclus de la centrale syndicale.
4. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : M. Rachid Karame laisse entendre que le mandat de l'Assemblée pourrait être prorogé.
4. ASIE
— CAMBODGE : selon la nouvelle Constitution, l'Assemblée populaire comprend 150 paysans, 50 ouvriers et 50 combattants.
5. POLITIQUE
— Pour une véritable démocratie régionale, une libre opinion de Claude Poperen.
- 6-7. ARMÉE
— Pour l'armée de métier (II), par Sornel.
- 7-8. POLICE
— M. Marcel Chérel est nommé directeur de la surveillance du territoire.
9. L'ÉVÈNEMENT
— La nouvelle radio-télévision d'État a un an.
- 10 à 12. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : l'Arménie à Vincennes.
— CULTURE : la petite vie de la troupe Z à la Cartoucherie.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

- PAGES 13 ET 14
- L'obésité en 1976, par le professeur Claude Sirtan.
 - Les praticiens, la liberté et l'argent, une libre opinion du docteur Christian Bourde.
 - Alimenter les malades vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

15. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

- Olivetti aborde la fabrication de mini-ordinateurs.

15. ÉDUCATION

- Étudiants 1976 : « Silence ou syndicalisme », une libre opinion de J.-M. Le Guen et de J.-A. Steinfeld.

16. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- WASHINGTON : le « procès public » du Concorde.

17. LES RÉGIONS

- La Roussillon se veut l'artisan d'une communauté catalane.

24 à 26. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- La réunion monétaire de la Jamaïque : « Une réforme bâtie sur le sable » (II), par Paul Fabra.
- BILLET : les curieuses conséquences juridiques d'une « grève patronale ».

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TÉLÉVISION (16)
- Annonces classées (16 à 23) : Aujourd'hui (24) ; Carnet (8) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (24) ; « Journal officiel » (24) ; Finances (27).

Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1976 a été tiré à 587 912 exemplaires.

(Publité)

LA RÉINCARNATION

- Jeudi 8 janvier à 21 heures. « La légende de la Réincarnation ».
 - Dimanche 11 janv. à 17 h 30 « La Réincarnation et la destinée de l'homme ».
- LOGE UNIE DES THEOSOPHES (entrée libre)
21 bis, rue Raspail - 75016 PARIS

LA BAGAGERIE

Pré-Soldes de Reptiles



13, rue Trudaine (9*) - 41, rue de Four (9*)
74, rue de Flandre (9*)
Tour Males Moutonniers (9*)

A B C D E F H

Au Portugal

Le P.C. conserve le poste de vice-ministre de l'agriculture

Lisbonne (Reuter). — Les trois partis de la coalition gouvernementale — P.C., P.S. et parti populaire démocratique — sont parvenus à un accord partiel sur le remaniement ministériel qui fait l'objet de tractations très serrées depuis les événements du 25 novembre dernier. Trois postes ministériels avaient déjà changé de titulaire (le Monde du 31 décembre 1975). Un communiste, M. Antonio Elica, conservera le poste de vice-ministre de l'agriculture. L'un des principaux sujets de friction entre les formations qui participent au gouvernement de l'Amiral Pinheiro de Azevedo a ainsi, été éliminé : les socialistes s'opposaient, jusqu'à présent, à une telle solution.

En contrepartie, les communistes ont accepté la création d'un poste de sous-secrétaire d'État à l'agriculture, qui reviendra à un socialiste, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste, a annoncé que les trois partis avaient approuvé un document soumis par le titulaire socialiste du portefeuille, M. Antonio Lopes Cardoso, sur une révision de la réforme agraire. M. Francisco Sá Carneiro, secrétaire général du P.P.D., a expliqué que le document prévoit que la réforme agraire ne sera pas appliquée au nord de Lisbonne, que les occupations illégales de terres devront cesser, que les petits agriculteurs devront être protégés et que les abus commis par le passé seront rectifiés.

Un autre point de friction a été réglé. C'est celui qui opposait les socialistes et le P.P.D. pour le poste de secrétaire d'État au Trésor. Les centristes de M. Sá Carneiro ont apparemment accepté.

70 calculatrices imprimantes en discount Duriez

Toutes les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olympia, Remington, Rockwell, Sanyo, Brother, Adler, Olivetti, etc., simples (80 F hors taxes) ou non (sans ou poids plume, silencieuses, à mémoire, etc.). Pour bureaux, assurances, banques, comptables, professions libérales, Hôtels, Commerçants, etc.

Duriez vend en discount et en direct sans intermédiaire. Certains modèles sont surfaits, d'autres sont championnes. Duriez vous dit la vérité sur toutes les choses dans huit jours et non six mois. Quantités limitées, 132, boulevard Saint-Germain, 206-211. Machines à écrire, matériel de bureau.

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme

Pulls et Pantalons Cachemire

Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la Chapelle, PARIS (9*)



Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent, et pourtant sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment accéder à la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue X.V. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser, et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS »
Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à :
X.V. BORG, chez AUBANEL 3, place St-Pierre, 84028 Avignon
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM _____
RUE _____
VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____

M. GISCARD D'ESTAING

RAPPELLE SON ATTACHEMENT A LA « RÉGIE LIBÉRALE » EN MATIÈRE D'INFORMATION

M. Valéry Giscard d'Estaing a répondu, lundi matin 5 janvier, aux vœux de la presse, que lui a présentés notre confrère Alain Fernbach, de l'« I », président de la presse présidentielle. Après avoir assuré les journalistes que, en matière d'information, le gouvernement restait attaché à « la régie libérale » et que celle-ci n'est menacée d'aucun risque de recul, le président de la République a formulé trois souhaits :

- 1) Que la presse marque plus fortement « la dissociation entre la présentation du fait et celle du commentaire ».
 - 2) Que elle donne aux Français une meilleure information sur le monde extérieur.
 - 3) Que gèrège une réflexion sur le thème « la profession ». Il serait bon, a-t-il dit, que « la France soit le centre actif de cette réflexion ».
- Le chef de l'État qui s'est dit satisfait du bilan de la réforme de la radio-télévision, a ensuite déclaré à propos de la presse écrite : « La vocation des pouvoirs publics est de traiter des problèmes globaux et non d'intervenir dans les cas particuliers ». Il a conclu : « Mon vœu serait que s'instaure entre vous et nous une forme de coopération un peu plus satisfaisante ».
- Dans l'après-midi, M. Giscard d'Estaing a reçu, pour la deuxième année consécutive, une galette des rois offerte par une délégation de la Confédération nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie, que conduisent son président, M. Francis Combe.

LE COMITÉ DES USAGERS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ A REMIS CENT PROPOSITIONS A MME VEIL

Améliorer l'information des usagers, faciliter les rapports entre l'administration et le public, améliorer la réglementation : telles sont les principales recommandations du comité des usagers remis au ministère de la Santé, mardi 5 janvier, sous la présidence de M. Maurice Tisserand, parlementaire en mission, député R.I. de l'Indre. Au cours de la traditionnelle cérémonie d'échanges des vœux avec la presse, lundi 5 janvier, Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a indiqué que cet avait déposé un premier rapport, contenant plus de cent propositions, dont un grand nombre sont très rapidement applicables.

Pour ce qui concerne l'information, il a été ainsi décidé de multiplier les brochures explicatives en langage clair, à destination du public ou des personnels sociaux, par exemple à l'occasion de la publication de nouveaux textes réglementaires. Les imprimés à remplir par les usagers seront entièrement refondus.

Mme Veil a, d'autre part, indiqué que le caractère national de la carte d'invalidité serait confirmé, et que serait simplifié le régime des visites médicales pour les handicapés. La déclaration d'identité antérieurement faite par le médecin traitant, est supprimée. Un décret en préparation rendra possible, sans autorisation préalable, sous certaines conditions, le transport du corps des personnes décédées à l'hôpital.

Enfin, la limite d'âge d'entrée dans la fonction publique pour certaines catégories de personnel (assistants sociaux, infirmières, aides soignantes) sera repoussée, suivant les cas, à quarante ou quarante-cinq ans.

LES JOURNALISTES DE LA RADIO BELGE ONT FAIT GRÈVE

(De notre correspondant.)
Bruxelles. — La R.B.B. (radio-télévision belge) a repris le 6 janvier ses émissions, après une interruption de vingt-quatre heures. Les journalistes de l'équipe du matin avaient déclaré le 5 janvier la grève contre ce qu'ils appelaient la « normalisation » de l'information à la radio.

La direction générale et le conseil d'administration de la R.B.B. avaient apporté certaines modifications aux émissions matinales pour les rendre plus attractives. Jusqu'ici, un « Point de l'actualité » à 7 h 30, un « Point de l'actualité économique et sociale » à 8 h 30, étaient confiés à trois journalistes, considérés par une partie de l'opinion comme « trop engagés ». La presse de droite avait, à plusieurs reprises, attaqué les « gauchistes » de la R.B.B.

Les responsables de la grève avaient publié un communiqué dans lequel ils déclaraient que ces changements ne répondaient pas à des nécessités journalistiques, mais sont le résultat de pressions politiques.

Dans le contexte de crise, ajoutaient les journalistes, ces modifications prenaient une dimension particulière : il s'agit de supprimer une « information » souvent jugée « gauchiste ». Les journalistes de la R.B.B., affiliés au Front commun des syndicats chrétiens et socialistes, s'inquiétaient de cette orientation, « qui marque la volonté d'une politisation partisane de l'information ».

Ce communiqué leur avait valu d'être traités par « la Libre Belgique » de « Radio-Renaissance belge », par comparaison avec les événements de Lichène.

Après un entretien du directeur général de la radio avec l'équipe du journal parlé du matin, le Front commun a accepté de suspendre la grève, mais en demandant « vigi-lant ». Dans un nouveau communiqué, les journalistes estiment que subsiste le danger de la politisation partisane de l'information.

PIERRE DE VOS.

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu mardi matin 5 janvier en audience privée M. Gaston Thorn, chef du gouvernement luxembourgeois, qui a présidé la dernière session de l'Assemblée générale des Nations unies. Dans l'après-midi, le président de la République devait s'entretenir avec M. Michèle Rostowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, avant de donner audience à M. Robert Bortas, président du Centre national d'étude et de culture Georges-Pompidou (centre Beaubourg).

ENLEVÉ LE 31 DÉCEMBRE

Le P.-D.G. de Phonogram ne sera libéré que contre une rançon de 15 millions de francs

La police a révélé, lundi 5 janvier, que M. Louis Hazan, cinquante-trois ans, président-directeur général de la firme de disques Phonogram, avait été enlevé le 31 décembre au siège de la société, 6, rue Jenner à Paris (13*), par six inconnus armés de la société. Ils réclament une rançon de 15 millions de francs pour la libérer. Depuis cette date, les ravisseurs se sont manifestés à plusieurs reprises, mais l'opération de remise de la rançon a été plusieurs fois reportée, ce qui, ajouté à la mauvaise grâce mise par la famille du disparu à collaborer, aurait déterminé la police à rendre l'affaire publique.

Il était 11 h. 30 le mercredi 31 décembre lorsqu'une demi-douzaine d'hommes âgés de vingt-cinq à trente ans, armés de pistolets et de carabines, firent irruption dans le bureau où M. Hazan présidait un conseil de direction. Après avoir enlevé le P.-D.G. dans une malle en osier chargée à bord d'une Estafette, les inconnus prirent la fuite en emmenant un second otage, M. Daniel Vergne, directeur financier de Phonogram, qui devait être relâché une demi-heure plus tard, place Pétrel (13*).

Le lendemain, à 13 heures, un premier appel téléphonique parvenait au domicile de M. Hazan, fixant rendez-vous à 13 h. 20 à l'hôtel P.L.M. Saint-Jacques. A l'heure dite, le directeur général de Phonogram, M. Caillaud, s'entendait réclamer — toujours par téléphone — une rançon de 15 millions de francs en échange de la liberté du P.-D.G., les modalités devant être précisées ultérieurement.

Plusieurs autres appels sont reçus avant qu'un rendez-vous soit fixé le dimanche 4 janvier.

20 % DU MARCHÉ DES MICROFILMS

Discret, réservé, les manières et l'esprit d'un gentleman d'apparence plutôt froid, guidé par une connaissance approfondie de la musique et du show-business, par une grande culture et un souci constant de qualité, M. Louis Hazan est depuis plus d'un an président-directeur général en France de la société Phonogram — filiale « disques » du groupe Philips, associée à la firme Polydor et à la société audiovisuelle Télécep, — qui contrôle plus de 20 % du marché des microfilms. Parmi les artistes de variétés « distribués » par Phonogram, citons Brassens, Serge Lama, Johnny Hallyday, Catherine Ribeiro, Nana Mouskouri, Claude Nougaro, Yves Montand, Alan Stivell, Serge Gainsbourg. Phonogram emploie deux cent cinquante personnes et réalise un chiffre d'affaires de 208 824 000 F, ce qui fait d'elle la première entreprise phonographique de France. Dans le classement des cinq mille premières sociétés françaises du Nouvel Economiste, elle vient au huitième rang dans le secteur tourisme-loisirs.

Parlez-moi de Parly2

DU 7 AU 10 JANVIER

PARLY2

PRINTEMPS-BHV

100 MAGASINS

SOLDES

SOLDES

4 NOCTURNES 22 H

BLASE

Alors vivez au mieux une fois l'incomparable massage de Pierre de Vos.

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard

Tél. 261 27 25 - 261 27 26

6 rue de la Paix 75002 Paris

هكذا من الأصل